

Nicole LAURIN-FRENETTE, Yolande COHEN
Kathy FERGUSON

(1984)

FEMMES : Pouvoir politique, bureaucratie

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Guide, Musée de la Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Diane Brunet, bénévole, Guide, Musée de la Pulperie, Chicoutimi, à partir de :

Nicole Laurin-Frenette, Yolande Cohen et Kathy Ferguson

Femmes : Pouvoir politique, bureaucratie.

Lyon : Atelier de création libertaire : IRL (Informations rassemblées à Lyon), février 1984, 135 pp. préf. Annick Houel.

Contient : Féminisme et anarchisme : quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le Mouvement des femmes et l'État / Nicole Laurin-Frenette (extr. de Femme et politique, Québec, Le Jour, 1981). Réflexions désordonnant les femmes du pouvoir / Yolande Cohen (extr. de Femme et politique, Québec, Le Jour, 1981). Bureaucratie et vie publique : la féminisation de l'appareil politique / Kathy Ferguson (conf. du 8 mai 1980, colloque sur la problématique libertaire aux États-Unis, Montpellier). – Impr. Scop AIPN (Lyon, févr. 1984). – Suppl. à IRL, n° 53.

Mme Laurin, sociologue et professeure au département de sociologie de l'Université de Montréal, nous a accordé le 24 janvier 2004 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses œuvres.



Courriels : laurinn@SOCIO.UMontreal.CA et cohen.yolande@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 25 mars 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



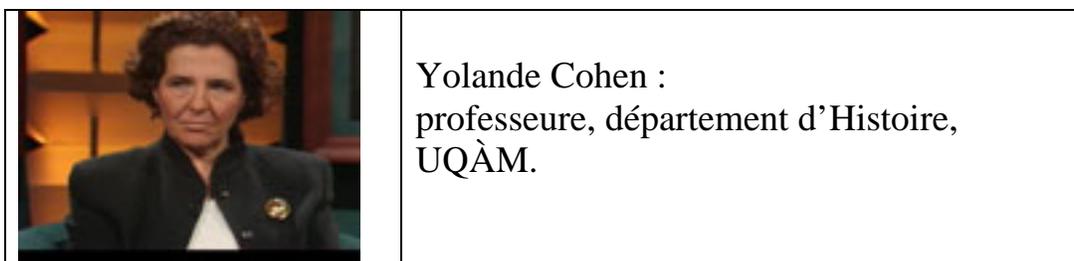
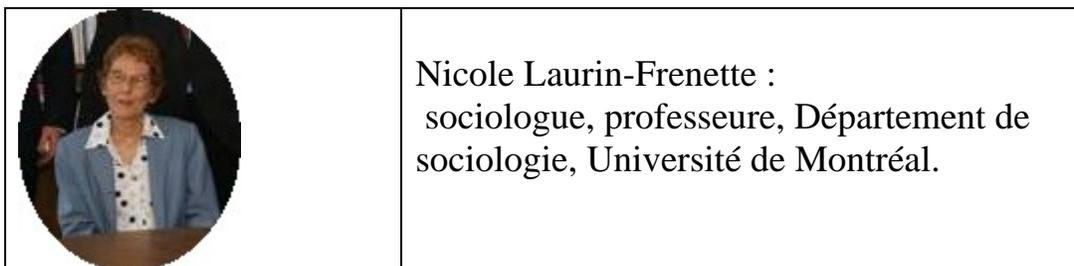
Nicole Laurin-Frenette, Yolande Cohen et Kathy Ferguson

FEMMES :
Pouvoir politique, bureaucratie



Lyon : Atelier de création libertaire : IRL (Informations rassemblées à Lyon),
février 1984, 135 pp.

Les auteures :



Kathy Ferguson

Contient :

“Féminisme et anarchisme: quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le Mouvement des femmes et l’État.” / Nicole Laurin-Frenette (extrait de *Femme et politique*, Québec, Le Jour, Éditeur, 1981).

“Réflexions désordonnant les femmes du pouvoir” / Yolande Cohen

“Bureaucratie et vie publique: la féminisation de l’appareil politique.” / Kathy Ferguson (conférence du 8 mai 1980, colloque sur la problématique libertaire aux États-Unis, Montpellier). – Impr. Scop AIPN (Lyon, févr. 1984). – Suppl. à IRL, n° 53.

Présentation du livre *[quatrième de couverture]*



Dans quelle mesure un mouvement contestataire tel que le féminisme est-il subversif ou un simple régulateur de la société capitaliste ? Grâce à des exemples historiques contemporains, ces textes illustrent cette contradiction au sein du féminisme et nous incitent au mouvement de recul nécessaire pour comprendre les phénomènes actuels de reflux de l'après 68. L'autre intérêt de cet ensemble d'articles venus d'ailleurs est de réinterroger un concept aussi galvaudé que celui de féminité. « Chacune des dimensions de la différenciation, la classe et le sexe, doit donc être prise en considération dans l'analyse », ce qui permet, d'une part, de sortir du climat de victimologie dans lequel a longtemps baigné le féminisme et, d'autre part, en prenant, « la féminité comme une catégorie politique plutôt que biologique », d'analyser d'autres phénomènes de domination et de subordination.

A. H.

Table des matières

[Présentation du livre](#) (quatrième de couverture)

[En guise d'introduction](#), Annick Houel, Lyon, janvier 1984

[Nicole Laurin-Frenette](#), “**Féminisme et anarchisme: quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le Mouvement des femmes et l’État.**” (extr. de *Femme et politique*, Québec, Le Jour, 1981).

[Reproduction et révolution](#)

[Annésie et réversibilité du féminisme](#)

[Des conditions de production des femmes](#)

[Contradictions sociales et possibilité du féminisme](#)

[De la famille bourgeoise à sa contestation](#)

[Le déclin de la production domestique](#)

[Vers la famille étatisée](#)

[Réforme et régulation](#)

[Féminisme et anarchisme](#)

[Yolande Cohen](#), “**Réflexions désordonnant les femmes du pouvoir**”.
(extr. de *Femme et politique*, Québec, Le Jour, 1981).

[Les années 70](#) : une situation propice à l'éclosion de mouvements de femmes

[Femmes et Politique](#)

[Femmes et Famille](#)

[Femmes et Pouvoirs](#)

[En guise de conclusion](#)

[Kathy Ferguson](#), “Bureaucratie et vie publique: la féminisation de l’appareil politique.” (conf. du 8 mai 1980, colloque sur la problématique libertaire aux États-Unis, Montpellier).

[La structure de la bureaucratie](#)

[Caractéristiques des victimes](#) : le bureaucrate en tant que deuxième sexe

[Caractéristiques des victimes](#) : le client en tant que deuxième sexe

Femmes : pouvoir politique, bureaucratie (1984)

En guise d'introduction

Annick Houel
Lyon, janvier 1984

[Retour à la table des matières](#)

Avec l'avènement du socialisme en 1981, les militantes françaises du mouvement des femmes se sont trouvées dans une situation nouvelle qui ne laisse pas de les diviser, en chacune d'elle et parfois même entre elles : le malaise face à la proposition d'une loi antisexite par Yvette Roudy, ministre des Droits de la Femme, en est l'exemple le plus récent, et a remis à l'ordre du jour ce vieil épouvantail hérité du gauchisme qu'est le concept de récupération. Les féministes, pourtant échaudées au sein même de leur mouvement par des pratiques de récupération telles que l'appropriation du sigle M. L. F. par une minorité, puis le soutien officiel apporté par ce groupe au P.S., semblent se laisser aller actuellement Plus à un éventuel repli sur soi qu'à une quelconque interrogation.

Ce type de dilemme ne se pose pas aux militantes féministes nord-américaines pour des raisons sans doute tout autant conjoncturelles que culturelles, au sens d'une tradition politique qui, là-bas, en semble exempte. Reste à se demander d'ailleurs si ce dilemme est honorablement soluble en termes politiques. Aussi, sans être un évitement, se poser la question en termes sociologiques comme le font Nicole Laurin-Frenette et Yolande Cohen ne peut qu'éclairer notre lanterne. Dans quelle mesure, se demande Nicole L.-F., un mouvement contestataire tel que le féminisme est-il subversif ou un simple régulateur de la société capitaliste ? Grâce à des exemples historiques et contemporains,

toutes deux illustrent cette contradiction au sein du féminisme et nous incitent au mouvement de recul nécessaire pour comprendre les phénomènes actuels de reflux de l'après 1968 ; peut-être ainsi pourrions-nous sortir d'une situation bloquée dans l'impuissance ou l'inertie et en profiter pour nous demander effectivement ce que sont devenus des slogans tel que : « Le privé est politique », avec ses implications radicales de remise en cause de la famille et de toute forme de pouvoir.

L'autre intérêt de cet ensemble d'articles venus d'ailleurs est de ré-interroger un concept aussi galvaudé que celui de féminité. Tentative déjà amorcée en France par Monique Witty dans un article intitulé : « On ne naît pas femme » (in *Questions féminines*, N° 8), mais tentative avortée car restée sans écho dans le mouvement français. Pour Nicole L. -F., « chacune des dimensions de la différenciation, la classe et le sexe, doit donc être prise en considération dans l'analyse », ce qui permet, d'une part, de sortir du climat de victimologie dans lequel a longtemps baigné le féminisme et, d'autre part, en prenant, comme le propose Kathy Ferguson « la féminité comme une catégorie politique plutôt que biologique », d'analyser d'autres phénomènes de domination et de subordination. Elle prend, quant à elle, l'exemple de la bureaucratie moderne pour illustrer un concept de féminité définissant un être, homme ou femme, en position de subordonné.

Prendre en compte ces définitions peut aider à repenser la question de l'impact des idées contestataires, qu'elles soient féministes ou autres. Ainsi, à propos de l'exemple des "Yvettes" pris par Yolande Cohen au Québec, peut-on parler de retard des mentalités, d'intériorisation des valeurs les plus traditionnelles, ou de phénomènes de résistance à l'État ? En France, l'État socialiste peut apparaître, au niveau des grandes idées humanitaires, le racisme ou l'abolition de la peine de mort par exemple, comme plus progressiste que ceux-là mêmes qu'il est censé représenter ; mais dans quelle mesure ne s'agit-il pas surtout d'imposer une volonté, un pouvoir politique, bref d'étatiser jusqu'aux consciences ? L'utilisation des femmes comme courroie de transmission de ce pouvoir dans la famille en est alors un exemple particulièrement flagrant ; si une relative égalité des rôles masculins et féminins commence à se dessiner, cela signe peut-être tout autant l'entrée d'un regard de l'État, et d'un État patriarcal, que la perte du pouvoir du père au sein de la famille. La femme-mère ayant alors pour partenaire es-

sentiel Big Brother qui prendrait les traits de l'instituteur(trice) ou du travailleur(se) social(e) qui, même si ce sont des femmes, n'en sont pas moins porteuses de l'image du père par le biais de l'autorité de l'État.

Bref, une famille de plus en plus étatisée. Non bien sûr qu'on puisse avancer que la famille représente la liberté, mais il est intéressant de constater que, historiquement, il s'agit de "domestiquer" l'homme comme l'a été la femme, jusque d'ailleurs dans les derniers replis de leurs secrets d'alcôve, grâce aux sexologues et autres conseillers conjugaux... La mort de la famille est bien la pierre à laquelle les projets révolutionnaires achoppent et même si, comme on le voit bien dans "La Caecilia" ce n'est pas la seule, elle n'en reste pas moins une question particulièrement refoulée aujourd'hui.

Enfin, les éléments d'histoire rappelés dans ces articles pourraient nous aider à saisir la nature des difficiles rapports qui existent depuis toujours entre le féminisme et l'anarchisme, en dépassant des situations bloquées sur des positions plus moralistes que politiques : renvoyer les féministes du début du siècle à leur appartenance de classe bourgeoise ne devrait pas permettre de faire l'économie d'une analyse de la nature de cette appartenance ; être "femme de" ou "fille de", est-ce appartenir à la classe de, ou d'abord à la classe des femmes et/ou des filles ? C'est sur cette nouvelle définition que repose la notion de sororité, si souvent battue en brèche par les vieux restes de misogynie ancrée en chacune de nous... et de vous.

Annick HOVEL
Lyon, janvier 1984

Nota Bene

[Retour à la table des matières](#)

Les articles de Yolande COHEN et Nicole LAURIN-FRENETTE ont été publiés pour la première fois en français dans le livre « Femme et politique », Le Jour, éditeur, Québec, 1er trimestre 1981.

L'article de Kathy FERGUSON est la traduction d'une des conférences qui ont eu lieu lors du colloque sur la problématique libertaire aux États-Unis, le 8 mai 1980, organisé par le Département d'Études américaines de la Faculté des Lettres de Montpellier. Il a fait le sujet d'un mémoire de maîtrise d'anglais soutenu par Régine RUIZ et Chantal CARUANA, sous la direction de Ronald CREAGH.

Femmes : pouvoir politique, bureaucratie (1984)

“Féminisme et anarchisme: quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le Mouvement des femmes et l’État.”

(Extrait de *Femme et politique*, Québec, Le Jour, 1981).

Nicole Laurin-Frenette

Reproduction et révolution

[Retour à la table des matières](#)

Ce texte est un essai d'analyse sociologique qui cherche à éclaircir une question politique : le féminisme est-il révolutionnaire ? La signification d'un mouvement social peut être envisagée dans une double perspective : le sens historique ou sociologique de ce mouvement et son sens pour les agents qui y sont engagés. Ces deux dimensions du sens coïncident rarement ; parfois elles sont contradictoires. En effet, il est possible de rechercher un changement radical de l'ordre établi et d'assurer, en pratique, sa conservation ; le contraire est également possible. La réflexion critique peut permettre aux agents d'un mouvement social d'accorder leur pratique à leur projet : la sociologie, telle que je l'entends, est une forme de cette réflexion critique. À titre de remarque préliminaire, notons que le féminisme s'entend ici, au sens large, comme l'ensemble du discours qui dénonce des conditions faites aux femmes dans la société, et énonce des modalités de transformation de

ces conditions. Il comprend l'ensemble des pratiques individuelles et collectives que recouvre ce discours. Des personnes, des groupes et des organisations d'orientations différentes, se partagent le discours et l'activité féministes. Ainsi, le féminisme ne se limite-t-il pas obligatoirement à l'étape contemporaine ou récente de l'histoire des femmes, à laquelle il est habituellement assigné. Notons aussi que la question du caractère révolutionnaire du féminisme renvoie ici à la nature des transformations sociales que ce mouvement rend nécessaires ou possibles.

Partant d'une conception de la société qui la représente comme l'organisation d'un ensemble de procès, simultanés et articulés, de production et de régulation des divers éléments de l'existence individuelle/collective, on reconnaîtra une transformation révolutionnaire, à ce qu'elle modifie le principe même de l'ordre social, c'est-à-dire le mode d'organisation de ces procès sociaux ¹ Ce qui signifie, plus exactement, une modification des principales composantes des procès sociaux -les moyens de production, les agents de production et les produits - et de la relation fondamentale entre ces éléments, en particulier ce qu'on appelle les rapports de production. Ceux-ci dépendent des places que les agents de production occupent, les uns par rapport aux autres, dans les procès de production. Des places des agents, dépendent aussi leurs relations avec les autres éléments des procès : moyens de production, ressources, produits, etc. Ce sont les conditions liées a ces places, qui entraînent soit l'égalité et la réciprocité entre les agents, soit l'exploitation, l'oppression et la domination. Quel que soit le mode ou le principe de l'organisation sociale, elle n'assure jamais une articulation parfaite des éléments constitutifs des procès sociaux ou une cohérence absolue du système que forment leurs interrelations. Ce système génère en permanence de multiples contradictions entre ses éléments, et le caractère dynamique de l'organisation sociale dépend de la présence habituelle de telles contradictions. On peut concevoir cette dynamique sous la forme d'un double procès de reproduction et de révolution de l'ordre social. La reproduction peut

¹ On trouvera un exposé plus détaillé de la théorie des procès sociaux utilisée dans ce texte, dans Nicole Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Nouvelle Optique, 1978. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

être définie comme un changement fonctionnel : une adaptation du système à ses contradictions internes. La révolution comme un dépassement des contradictions : un changement de système. Il faut cependant reconnaître que les mécanismes et les conditions de la reproduction et ceux de la révolution échappent, pour une large part, à la sociologie aussi bien qu'aux acteurs sociaux. De ces derniers, on peut dire qu'ils sont la force déterminante de cette dynamique des procès sociaux, parce qu'ils en vivent et en ressentent les contradictions, et leur donnent un sens. Les mouvements protestataires et contestataires, de lutte et de résistance, sont un des modes, le plus manifeste, de l'engagement des agents dans les procès de transformation. C'est dans cette perspective que le Mouvement des femmes sera abordé.

La formulation et l'examen des questions relatives au caractère révolutionnaire du féminisme m'amènent à suivre une démarche en deux étapes. En premier lieu, il me paraît nécessaire de chercher à comprendre la possibilité historique du féminisme : de discours et de pratiques féministes. Cette possibilité pourrait dépendre des conditions de production des femmes ; j'entends par là, aussi bien la production effectuée par les agents-femmes que la production des agents-femmes en tant que telles. À cet égard, j'essaierai de démontrer une première hypothèse qui relie le féminisme, la conscience de l'oppression des femmes et leur volonté de libération, à des contradictions entre ces deux dimensions de la production des femmes : les femmes-agents des procès sociaux et les femmes-produits des procès sociaux. Cette interprétation du féminisme me conduira, en second lieu, à une autre hypothèse selon laquelle il est sociologiquement possible que la lutte des femmes s'inscrive dans un processus de changement fonctionnel qui permette la reproduction des contradictions mêmes qui génèrent cette lutte -un changement, donc, qui soit contraire à l'idéal féministe de libération des femmes. J'essaierai d'illustrer cette hypothèse en montrant comment le féminisme, de la fin du XVII^e siècle jusqu'à maintenant, a été et se trouve encore associé à des réarrangements de l'organisation sociale du capitalisme. Ces réarrangements ont suivi la voie d'une séparation idéologique du privé et du public, qui a rendu possible la constitution de formes nouvelles de l'organisation familiale, mieux adaptées que les précédentes aux exigences de la production capitaliste et de sa régulation. Ce processus a parcouru deux étapes dont chacune correspond à un mode distinctif d'articulation de la fa-

mille et des appareils centraux du contrôle, principalement l'État mais aussi l'Église. Dans un premier temps, la famille bourgeoise est le terme d'une opération centralisée (dans l'État et/ou dans l'Église) de « privatisation » de la régulation de certains rapports sociaux. Dans un second temps, l'étatisation directe de la famille relève d'une opération de « dé-privatisation » de la régulation des mêmes rapports sociaux. La démarcation du privé et du public est une condition de réussite des deux opérations.

Il s'agira donc de faire ressortir le fondement du féminisme et de mesurer son impact, dans le contexte changeant de l'organisation du contrôle social, c'est-à-dire du système des relations entre la famille et le réseau hiérarchique et centralisé des appareils de la régulation. De ces considérations socio-historiques se dégagent deux conséquences politiques, dont il me semble important et urgent de discuter. Premièrement, le potentiel de subversion du mouvement féministe est tel, qu'il pourrait être le moteur de changements sociaux radicaux. Deuxièmement, seuls des modes d'organisation et des principes de lutte inspirés de l'anarchisme, pourraient contrer et détourner les stratégies des appareils du contrôle (principalement celles de l'État) qui font du féminisme l'ingrédient catalyseur de diverses réformes et adaptations économiques, politiques et idéologiques nécessaires à la survie de la société capitaliste actuelle.

Amnésie et réversibilité du féminisme

[Retour à la table des matières](#)

Ces dernières années, les féministes ont reconstruit sur un mode parfois mythique, l'histoire des femmes et celle du féminisme. Certains des mythes les plus courants postulent qu'il aurait existé un âge d'or des femmes-, l'humanité aurait été soumise à de toute-puissantes déesses-mères,, détrônées par l'avènement de la civilisation agraire (ou par l'émergence de la propriété privée) et maintenues dès lors dans l'esclavage et de l'abjection. D'autres mythes relèvent d'une absolue « victimologie » des femmes : de tout temps et en tout lieu, elles seraient vouées à l'oppression par la nature de leur sexe et celle du sexe

opposé ². Les deux perspectives conduisent à concevoir le féminisme - la mise en cause théorique et pratique des conditions faites aux femmes - comme une sorte de miracle, une illumination subite de la conscience des femmes qui serait survenue vers la fin des années 1960, bien qu'on concèdera qu'elle fut annoncée par quelques lueurs, au cours des siècles précédents. Pour ne donner qu'un exemple parmi d'autres, un des premiers recueils français consacré au renouveau de la théorie féministe, en 1970, a pu porter le titre « Libération, année zéro ³ ». Heureusement, les dernières années ont apporté nombre d'études consacrées à l'histoire des femmes, des enfants et de la famille ⁴. Toutefois, l'intérêt pour ces travaux est encore trop récent pour que leurs résultats aient trouvé place dans la théorie féministe. On continue de croire, par conséquent, que les femmes ont été, partout et toujours, le reflet passif d'une immuable et douloureuse féminité, les victimes muettes d'une oppression uniforme, et que le féminisme est providentiel, en plus d'être radicalement nouveau. Ces illusions déforment l'histoire des femmes et de leur lutte. En plus, elles offrent un

² Cette typologie des mythes de l'histoire des femmes est suggérée par Élise Boulding, *The Underside of History : a View of Women Through Time*, Boulder Colorado, Westview Press, 1976. En guise d'exemples de la première perspective, voir Chantal Kirsch, - « Les différenciations biologiques et sociales des sexes », *la Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 13,4,1976, « Forces productives, rapports de production et origine des inégalités entre hommes et femmes », *Anthropologie et sociétés*, I, 3, 1977 ; Julia Kristeva, *Des chinoises*, Paris, Les Éditions des femmes, 1974. La seconde perspective est celle qui inspire, par exemple, Kate Millett, *Sexual Politics*, New York, Doubleday, 1970 et Shulamith Firestone, *Dialectic of Sex*, New York, Morrow, 1970.

³ En collaboration, *Partisans : libération des femmes, année zéro*, n° 54-55, 1970, réédition, Paris, Maspero, 1970. Cet exemple m'a été suggéré par Béatrice Slama, professeur à l'Université de Paris (Vincennes). [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴ On peut citer, entre autres, les ouvrages suivants dont s'inspirent une grande partie de mes remarques d'ordre historique : Philippe Ariès, *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Le Seuil, 1973 ; Élise Boulding, *op. cit.* ; Sheila Robotham, *Hidden From History ; Rediscovering Women in History From the 17th Century, to the Present*, New York, Random House, 1974 ; Maïté Albistur et Daniel Armogathe, *Histoire du féminisme français*, Paris, Éditions des femmes, 1977 ; Jean-Louis Flandrin, *Familles : parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Paris, Hachette, 1976 ; Edward Shorter, *The Making of the Modern Family*, New York, Basic Books, 1975.

point d'appui aux forces qui peuvent renverser le sens libertaire de ce mouvement.

Il faut reconnaître que certaines des conditions qui entraînent l'oppression des femmes sont demeurées relativement constantes au cours des siècles de l'histoire connue. Par contre, plusieurs dimensions de la vie des femmes ont grandement varié, dans le temps et dans l'espace. Les femmes ont été collectivement et universellement attachées à diverses fonctions et tâches de la production domestique, notamment la procréation, mais la nature de ces fonctions, l'ampleur de ces tâches et les conditions techniques, économiques, politiques, idéologiques de leur exercice, diffèrent selon les époques, selon les sociétés et, dans chaque société, selon les classes et les milieux. De même, la participation des femmes aux secteurs non-domestiques de la production, a subi des variations importantes qui dépendent des conditions diverses, économiques, politiques, juridiques et idéologiques, définissant cette participation. J'irai jusqu'à affirmer, sans le démontrer, que le féminisme tel que défini précédemment, est probablement presque aussi ancien que l'existence des femmes, bien que ses formes, ses contenus et ses modes d'opération nous soient mal connus. Pour les périodes précédant la révolution industrielle, on ne peut que les imaginer, sur la base d'indices très minces. C'est la conclusion qui se dégage, pour moi, de certaines recherches actuelles ⁵. Celles-ci permettent de penser aussi que l'évolution de la condition des femmes ne peut être représentée ni sous la forme d'un progrès linéaire, ni sous celle d'une régression linéaire. L'histoire des femmes ressemble sans doute davantage à une ligne brisée, avec des hauts, des bas et des plateaux. En se fiant au témoignage de l'histoire récente, on peut discerner trois périodes d'efflorescence du discours et des pratiques féministes depuis la fin du XVIII^e siècle, incluant la période actuelle. Les deux premières sont suivies chacune d'une période plus ou moins longue de repli, de silence et d'oubli. On verra plus en détail, comment ces moments de lutte s'inscrivent dans un contexte où les femmes sont en position

⁵ Pour les périodes précédant la révolution industrielle, voir principalement : Élise Boulding, *op.cit.* ; l'ouvrage publié sous la direction de Susan Mosher Stuard, *Women in Medieval Society*, University of Pennsylvania Press, 1976 ; Eileen Power, *les Femmes au Moyen Âge*, (textes réédités et inédits), Paris, Aubier, 1979.

de force face aux appareils de la domination : l'État, les églises et leurs appendices, et comment les périodes de repli s'associent à une réorganisation, dans les mêmes appareils, du contrôle et de la régulation des agents, en particulier des femmes. Pour celles-ci, l'acceptation plus ou moins volontaire de l'ordre social et familial établis, se manifeste chaque fois par l'amnésie collective. Ainsi, chaque nouvelle génération de militantes est convaincue de prendre le premier départ. Les féministes des années 1970 gémiront sur « nous qui n'avons pas d'histoire, les femmes », faisant écho mot pour mot, aux saint-simoniennes françaises des années 1840, citées par Laure Adler ⁶.

Des conditions de production des femmes

[Retour à la table des matières](#)

Définir et analyser l'oppression à laquelle les femmes sont collectivement soumises (et contre laquelle elles se révoltent) et, en même temps, comprendre les variations et les différences liées aux classes, aux types de société et aux stades de leur développement, affectant les formes, les degrés et les mécanismes de cette oppression, réclame une problématique théorique à laquelle, à ma connaissance, aucune des théories majeures dans les sciences humaines n'est capable de fournir, seule, l'ensemble de ses éléments. Divers courants théoriques offrent des problématiques qui visent à rendre compte de la position sociale inférieure des femmes dans leur ensemble, par rapport aux hommes dans leur ensemble : la différenciation et l'inégalité liées au sexe. D'autres problématiques, d'origines théoriques diverses, s'appliquent à l'explication de la différenciation et de l'inégalité sociales, économiques, politiques, entre les agents sociaux, quel que soit leur sexe : ce qu'on appelle la stratification sociale ou les classes sociales, selon les écoles de pensée. Le défi majeur qui se présente à la sociologie, dans ce domaine, est la réalisation d'une synthèse permettant de rendre compte des diverses formes de la différenciation et, donc, de l'inégali-

⁶ Laure Adler, *À l'aube du féminisme : les premières journalistes (1830-50)*, Paris, Payot, 1979, p. 213.

té et de l'oppression, et aussi, de comprendre la manière dont toutes ces formes sont liées.

À partir d'un certain stade de développement, les sociétés se produisent, se reproduisent et se transforment sur la base de la différenciation de leurs agents en classes sociales et en sexes. Ce sont deux modes de différenciation différents et distincts, dont aucun ne peut être considéré comme la cause ou le fondement de l'autre. Ils entretiennent plutôt des relations de solidarité, d'interdépendance réciproques. Les procès de la production et leur régulation sont organisés sur la base de systèmes de places ; à ces places, correspondent des ensembles d'agents et des relations d'inégalité (d'exploitation, de domination, d'oppression) entre ces ensembles. Les classes sociales et les sexes sont de tels ensembles. Ils relèvent de systèmes différents de places, dans des procès différents de la production et de sa régulation. Cependant, ces systèmes sont interreliés, imbriqués les uns dans les autres : tous les agents appartiennent aux ensembles liés à leur sexe et aux ensembles liés à leur classe. Chacune des dimensions de la différenciation, la classe et le sexe, doit donc être prise en considération dans l'analyse des conditions de la production des agents. La réflexion féministe récente s'est engagée dans cette voie, ce qui la place à l'avant-garde de la recherche théorique en sciences humaines ⁷. Cependant, elle n'est pas encore parvenue à une synthèse critique des théories existantes, qui engloberait leurs éléments pertinents en dépassant leurs limites sexistes (phallogocentriques en général, et parfois « gynécocentriques »).

Pour analyser les conditions de production des femmes, il me semble utile de distinguer et de définir deux sphères ou secteurs de la production sociale - celle de la production domestique et celle de la production non-domestique - et de caractériser leurs rapports, c'est-à-dire

⁷ On trouvera les meilleurs exemples de cette démarche théorique d'avant-garde, dans la revue française *Questions, féministes*, (trimestrielle), Paris Éditions Tierce, dans le recueil sous la direction de Zillah R. Eisenstein, *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*, New York/London, Monthly Review Press, 1979, en particulier le texte de Eisenstein ; et dans le recueil sous la direction de Ann Marie Wolpe et Annette Kuhn, *Feminism and Materialism*, London, Routledge and Kegan Paul, 1978, en particulier le texte de Rolsin McDonough et Rachel Harrison.

le mode d'articulation de ces deux sphères. Ce sont des critères relatifs à l'organisation de la production - à la nature des places et des relations entre les agents de la production, dans leurs places - qui permettent d'établir la distinction entre ces deux sphères de la production sociale, plutôt que des critères relatifs aux moyens de la production, aux tâches qu'elle comporte ou aux produits. Dans la sphère domestique, les agents de la production sont affectés à leur place sur la base de leur sexe. Hommes et femmes, en tant qu'agents sociaux, sont produits dans et pour ces places. Dans diverses sociétés, les agents de la production domestique sont affectés à leur place également sur la base de leur âge, c'est-à-dire de la génération à laquelle ils appartiennent ou de leur rang dans la famille. Toutefois, on s'intéressera surtout aux places basées sur le sexe des agents, qui sont propres à toutes les sociétés. Dans toutes celles qui ont atteint un certain stade de développement, la production domestique effectuée par les femmes est appropriée par les hommes ; ces derniers en assurent également la régulation - le contrôle général. Dans ces procès de la production domestique, les femmes sont à la fois des agents de production et, en ce qui concerne la procréation, des moyens de production. Une femme est un capital, c'est le seul agent de production capable de produire, physiquement, d'autres agents de production ⁸.

Les relations domestiques - qu'on peut qualifier d'exploitation et de domination d'un sexe par l'autre - dépendent d'un ensemble de conditions économiques, politiques, juridiques et idéologiques, définissant la nature des places et les fonctions qui leur sont propres. Ces conditions se résument à l'attribution aux hommes de la propriété - de droit ou de fait - des femmes et de leurs enfants et de l'autorité - de droit ou de fait - sur les femmes et sur leurs enfants. Cette propriété et ce contrôle, d'une part, assurent aux hommes collectivement, l'usage, la disposition et la direction de la production domestique ; d'autre part, chargent les hommes collectivement, de la jonction de la production domestique et de la production extra-domestique - jonction qui doit rendre possible la cohérence du procès de la production sociale. Les relations domestiques de production prennent la forme de liens personnels, dans le cadre du mariage et de la famille : telle femme tra-

⁸ Sur la question des femmes en tant que capitaux, Claude Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1977.

vaille pour tel homme qui est son père, son mari, son fils ... (La relation de type personnel entre les agents de la production est propre aussi à certains modes d'organisation de la production non-domestique, par exemple, l'esclavagisme, le servage.) La famille est un appareil, c'est-à-dire le cadre juridique et idéologique dans lequel s'organisent la production domestique et sa régulation. À l'instar de tout appareil, la famille repose sur le consentement des dominés et sur la force des dominants.

La production domestique des femmes comprend, minimalement, la procréation des enfants, et aussi la production de biens et de services nécessaires, utiles ou agréables aux hommes et aux enfants ; par exemple : alimentation, entretien, soins de santé, récréation, relations sexuelles, surveillance, éducation, etc. Il ne faut cependant pas confondre la production sur la base des places sexuées et la division du travail domestique. En effet, les tâches assumées respectivement par des femmes et par des hommes, dans la production domestique, diffèrent beaucoup selon les époques, les sociétés, et selon les classes dans chaque société. Par exemple, les tâches des femmes peuvent inclure le travail aux champs dans l'agriculture, à l'atelier dans l'artisanat ; elles peuvent exclure le travail manuel dans les classes privilégiées, etc. Entendue ainsi, la production domestique des femmes ne recouvre, ni toute la production faite par les femmes dans une société, ni toute la production effectuée à domicile plutôt que dans un lieu de travail différent. Les caractères distinctifs de la production domestique sont, en premier, l'organisation de cette production sur la base de places sexuées, de manière à entraîner des relations d'exploitation et de domination des agents de sexe féminin, par les agents de sexe masculin ; en second, la double propriété féminine d'agent de production et de capital productif ⁹.

⁹ Les questions relatives à la production domestique des femmes sont l'objet de débats théoriques qu'on ne peut rapporter, dans le cadre de cet article. Un nombre considérable de travaux sont consacrés à ces questions ; on peut en citer quelques-uns seulement, parmi les plus récents et les plus représentatifs des différents courants de pensée : Maxine Molyneux, « Beyond the Domestic Labor Debate,, *New Left Review*, 116, 1979 ; Ann Oakley, *The Sociology of Housework*, New York, Pantheon, 1974 ; Margaret Benston, *The Political Economy of Women's Liberation*, New England Free Press pamphlet ; Peggy Morton, « Women's Work is Never Done., *Women Unite*, Toronto, Canadian

On considère souvent que la production domestique des femmes s'inscrit dans les procès de reproduction, notamment la reproduction de la force de travail future - par la procréation et l'éducation des enfants - et la reproduction de la force de travail quotidienne des hommes. Cette caractérisation n'est pas fautive, mais, à mon avis, elle ne permet pas de cerner ce qui fait la spécificité des fonctions exercées par les agents féminins. Cette spécificité ne tient pas tant à ce que les femmes produisent, qu'à la place qu'elles occupent dans les procès de production. En outre, définir le travail des femmes par la reproduction, entraîne des ambiguïtés théoriques car, en général, toute production s'inscrit, d'une certaine manière, dans le procès de la reproduction et, réciproquement, la reproduction s'accomplit dans le procès de production. Même si l'on s'en tient à l'acceptation courante de la notion de travail reproductif, il demeure qu'une part importante des biens et des services nécessaires à la reproduction, en particulier à la reproduction de la force de travail, sont produits (ou l'ont été dans le passé) en dehors de la sphère domestique, aussi bien par des hommes que par des femmes. Enfin, il faut considérer que dans les classes privilégiées, une bonne part de ce travail, dit de reproduction, est (ou a été) effectué par des domestiques ou des esclaves des deux sexes, pour les hommes et les femmes de ces classes. Souvent, les femmes des classes privilégiées sont chargées seulement de donner naissance à des héritiers et de superviser le travail des domestiques ; tous ces services s'inscrivent quand même dans les procès fondés sur des places sexuées et elles subissent l'exploitation et la domination qui leur sont propres. Une dernière précision s'impose concernant la rétribution du travail domestique des femmes. On affirme couramment que parce qu'il n'est pas rémunéré, le travail domestique est gratuit, par définition. Certes, il ne s'échange pas contre un salaire, néanmoins, on peut affirmer qu'il comporte une rétribution lorsque les femmes en tirent leur subsistance. La forme de cette rétribution dépend de la relation interpersonnelle qui organise la production domestique, et l'importance, de même

Women's Educational Press, 1972 ; Mariarosa Dalla Costa et Selma James, *le Pouvoir des femmes et la subversion sociale*, Genève, Librairie Adversaire, 1973 ; sous la direction de Andrée Michel, *les Femmes dans la société marchande*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978 (en particulier les articles de Andrée Michel et de Christine Delphy).

que la qualité de la rétribution, sont fonction de diverses variables, principalement de la classe sociale des agents. Cependant, on peut considérer que le travail domestique des femmes est gratuit, si ces femmes assurent autrement leur subsistance.

Ce que j'ai appelé la sphère non domestique de la production, est le lieu de multiples procès de production et de leur régulation. Ils sont organisés aussi sur la base de systèmes de places. Les agents y sont produits dans et pour ces places : par les relations de production. Ces relations, comme celles de la sphère domestique, comportent l'exploitation et la domination de certains ensembles d'agents par d'autres ensembles, on a qualifié ces ensembles de classes sociales. Certaines des conditions propres à leurs places, assurent aux agents de la classe dominante, la propriété et le contrôle de droit ou de fait, des moyens de la production, des agents et des produits. Les relations entre les agents de la production non domestique ont pris, historiquement, des formes diverses : liens personnels, contractuels, et autres. La propriété et le contrôle des composantes essentielles de la production non domestique, permet à la classe dominante d'assurer la jonction des deux sphères de la production. De cette jonction dépend la cohérence du procès de la production sociale. Divers appareils fournissent le cadre juridique et idéologique dans lequel s'organise la production non domestique, à des niveaux multiples : structures administratives, étatiques, religieuses, associations, etc. Les places dans les procès de la production non domestique ne sont pas sexuées, les agents sont affectés à leur place sur la base de qualités et de caractères autres que leur sexe. Dans un grand nombre de sociétés, les femmes sont (et ont été dans le passé) engagées dans la production non domestique ; elles y sont associées aux classes dominantes et aux classes dominées. Cependant, il est fréquent que la division du travail, dans les procès de la production non-domestique - la répartition des tâches plus exactement - s'effectue, en partie du moins, suivant le sexe des agents. La répartition sexuelle des tâches ne détermine pas la place des femmes dans la production non-domestique ; elle peut affecter les femmes quelle que soit leur classe, c'est-à-dire leur place dans la production non domestique. Ce recoupement partiel des deux sphères est un des mécanismes de leur articulation.

Le mode d'articulation des secteurs domestiques et non domestiques diffère selon les sociétés et selon les étapes de leur développement. Son évolution recouvre, pour paraphraser Engels, l'histoire de la propriété, de la famille et de l'État, qui est aussi bien l'histoire des femmes. Des sociétés se distinguent par la prédominance de la production domestique sur la production extra-domestique, et la subordination de cette seconde sphère à la première. Dans d'autres sociétés, les deux secteurs présentent une relation inverse. On peut situer l'évolution réciproque des deux secteurs le long d'un axe bipolaire, en reconnaissant qu'il s'agit là d'une représentation idéale du développement social. Au premier pôle, la part la plus importante des ressources et des moyens de production est détenue, contrôlée et utilisée, dans le cadre domestique. La famille est l'unité principale de la production sociale et, aussi, l'appareil principal de régulation des procès sociaux. Une forte proportion des sociétés connues se situent assez près de ce pôle ; avant l'an 1000 de notre ère, on estime que 90% de la production (économique au sens strict) s'est faite dans le cadre domestique ¹⁰. Dans ce contexte, la production est organisée sur la base de multiples systèmes de places. On y observe, non seulement des places attribuées en fonction du sexe des agents et des places attribuées en fonction de l'âge et du rang dans la famille, mais aussi des classes, au sens où on les a définies : maîtres et esclaves, ou serviteurs, etc. Historiquement, ces systèmes de places se recouvrent, dans une certaine mesure, tant que la production organisée sur la base des classes ne s'est pas détachée, nettement, du cadre familial. Le terme latin « *puer* », désignant les enfants et les serviteurs, indique un tel recouvrement ¹¹.

À l'autre pôle de l'axe idéal, c'est dans la sphère non-domestique et dans le contexte des relations entre les classes seulement, que la plus grande part des ressources et des moyens de production est mise en oeuvre. Les instances majeures de la régulation sont extra-domestiques ; la production domestique est assujettie aux besoins de

¹⁰ Élise Boulding, *op. cit.*, p. 9.

¹¹ À propos des structures familiales dans les sociétés européennes, avant l'époque industrielle, voir en particulier : Philippe Ariès, *op.cit.* ; et Peter Laslett, *Family Life and Illicit Love in Earlier Generations*, Cambridge University Press, 1977.

la production non-domestique et soumise à la logique de son développement. La famille prend place dans le réseau hiérarchique et, le plus souvent, centralisé, des appareils du contrôle, dont elle devient un des multiples relais. La famille est reliée aux appareils qui occupent une position supérieure et centrale dans le système de contrôle, par l'intermédiaire de sa structure politique propre : les relations de domination, dans les places domestiques fondées sur le sexe et sur l'âge. En simplifiant, on peut dire en termes concrets, que ce sont les hommes comme sexe dominant qui assurent la soumission des femmes et de leurs enfants à la classe dominante. On a vu, du double point de vue de la production domestique et de la production extra-domestique, que cette jonction est une des conditions de cohésion de l'organisation sociale, de cohérence de l'ensemble des procès de la production et de sa régulation. Historiquement, les rapports entre la famille et le système de contrôle extra-familial, prennent des formes variées, qu'on peut situer le long d'un axe bipolaire semblable au précédent. Par exemple : à un pôle, le droit de vie et de mort du *pater familias* sur l'ensemble de sa domesticité - esclaves, serviteurs, femmes et enfants ; à l'autre pôle, l'obligation légale au père de répondre à l'État du bien-être, de la santé et de la sécurité de ses enfants. Entre ces pôles, on trouve diverses modalités de partage du pouvoir entre les agents domestiques et les agents extra-domestiques du contrôle.

Contradictions sociales et possibilité du féminisme

[Retour à la table des matières](#)

Pour rendre compte de la transformation des systèmes de places qu'on a, jusqu'ici distingués et caractérisés, il est nécessaire de repérer et d'analyser certaines des contradictions qui peuvent les affecter. Il ne suffit pas que les places comportent des conditions qui entraînent l'exploitation et la domination de certains ensembles d'agents, pour que ces agents aient le sentiment que leur situation est injuste et intolérable, qu'ils s'engagent dans des mouvements de protestation et de contestation, catalyseurs de changement. Peut-être faut-il, en plus, que

ces conditions réunissent des éléments incompatibles, antinomiques. Ainsi, la possibilité du féminisme dépend-elle peut-être davantage, selon moi, du caractère contradictoire de certaines conditions vécues par l'ensemble des femmes, que de la nature même des places assignées aux femmes. En effet, les femmes peuvent avoir l'impression que leurs places sont naturelles, normales, satisfaisantes, privilégiées même, si les conditions propres à ces places présentent une relative cohérence. Dans cette perspective, on peut penser que le féminisme, au moins dans sa version moderne, est tributaire de contradictions majeures dans les conditions de production des femmes. Ces contradictions résultent, à mon avis, de l'expansion progressive de la sphère non-domestique de la production sociale, au détriment de la sphère domestique. Le développement du mode de production capitaliste accélère le rythme de ce processus qui tend vers une situation-limite : l'élimination de la sphère domestique de la production et la suppression de sa structure de contrôle. Ces contradictions se manifestent, principalement, sous la forme d'une opposition entre, d'une part, ce que les femmes font en tant qu'agents de la production domestique et de la production non-domestique, et d'autre part, ce qu'elles sont dans l'idéologie, en tant que produits des procès d'éducation et d'inculcation.

Depuis longtemps, les femmes sont définies, principalement, par leur place dans la production domestique, c'est-à-dire comme épouses, mères, maîtresses de maison. Les agents-femmes sont produites selon le modèle de la féminité ; celle-ci se présente, paradoxalement, comme un discours hautement variable, suivant les époques, les sociétés et les classes, sur une nature féminine - « l'éternel féminin ¹² ». Nonobstant ces variations, la féminité énonce l'ensemble des qualités physiques et psychologiques, des aptitudes et des dispositions, qui sont associées à l'accomplissement des tâches et à l'exercice des fonctions domestiques des femmes, compte tenu des relations d'exploitation et de domination qu'ils comportent. Il ne faudrait pas croire que la participation des femmes à la sphère non domestique de la production

¹² La meilleure analyse du discours sur la féminité, à mon avis, est celle de Simone de Beauvoir, *le Deuxième Sexe*, Paris, Gallimard, 1949. Il faut souligner aussi, à ce propos, les travaux de Julia Kristeva, *Des chinoises*, *op. cit.*, et *Polylogue*, Paris, Le Seuil, 1977.

soit inconciliable avec la féminité, au sens où on l'a définie. Il est possible que les femmes aient participé, de tout temps, à la production non domestique ; à tout le moins, elles y ont participé bien avant l'avènement du capitalisme, et ce système n'a pas inventé ce qu'on appelle la double journée de travail pour les femmes. D'autres modes de production aussi, ont permis de tirer profit de la féminité dans la production non domestique, en faisant le prétexte à diverses formes de discrimination et de ségrégation ¹³. En revanche, le développement du capitalisme a entraîné une participation numériquement supérieure des femmes à la production non domestique. Il est intéressant, d'ailleurs, de noter que cette extension du travail féminin salarié a d'abord affecté les classes populaires, paysannes et ouvrières. Dans un premier temps, le capitalisme a permis d'augmenter le temps libre des femmes appartenant aux diverses couches de la bourgeoisie ; plus tard seulement, le travail salarié a absorbé aussi une partie des femmes de ces milieux privilégiés ¹⁴. Cependant, cet accroissement de la participation des femmes à la production non domestique n'est pas la source des contradictions qui s'associent, pour les femmes, au développement du capitalisme. Selon moi, ces contradictions résultent surtout des changements que le développement capitaliste a provoqués dans la sphère de la production domestique. En effet, il a comporté une réduction importante de la production domestique, y compris de la procréation, et parallèlement, la réorganisation des relations entre la sphère domestique et la sphère non domestique, c'est-à-dire du mode de subordination de l'une à l'autre.

Ce double mouvement a modifié les tâches et les fonctions des agents de la production domestique et, par conséquent, les relations entre ces agents, dans leurs places respectives. Des appareils autres que la famille ont assumé progressivement l'organisation, d'une part considérable, de l'activité de production et de régulation, précédemment exercée dans le cadre de la famille, sur la base des systèmes de

¹³ Pour une synthèse des données concernant la participation des femmes à la production domestique et extra-domestique, à partir de l'ère paléolithique, voir Élise Boulding, *op.cit.* ; pour le Moyen Âge, voir Eileen Power, *op. cit.* ; pour la période initiale du développement capitaliste, voir entre autres, Sheila Robotham, *op. cit.*

¹⁴ Voir Edward Shorter, *The Making of the Modern Family*, *op. cit.*, chapitre 7.

places sexuées. Les hommes et les femmes sont touchés par ce changement, mais, pour celles-ci, il prend la figure d'un paradoxe. Les femmes sont produites selon le modèle de la féminité, qui s'applique à leur place dans les procès de la production domestique. Or, ces procès ne comportent plus les tâches et les fonctions que supporte cette place. En outre, les conditions de la participation des femmes à la production non domestique et à sa régulation, sont affectées négativement par la féminité, c'est-à-dire par la place des femmes dans la sphère domestique, et ce, quelle que soit la classe à laquelle elles appartiennent, quelle que soit la place dans les procès non domestiques qui leur est assignée. On ne peut se surprendre de ce qu'au cours des deux derniers siècles, un nombre croissant de femmes aient jugé leur condition sociale absurde, aliénante et injuste, et revendiqué l'amélioration de cette condition. On peut toutefois s'étonner davantage de ce que cette revendication ait été satisfaite, sans que les contradictions qui la provoquent aient été résolues ou dépassées.

De la famille bourgeoise à sa contestation

[Retour à la table des matières](#)

On peut situer vers la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e, la première étape du processus de réorganisation de la famille, dans le contexte du capitalisme. Cette réorganisation conduit à la formation de la famille bourgeoise. Elle coïncide, par ailleurs, avec l'émergence de la première vague du féminisme moderne. Plusieurs travaux récents d'histoire sociale ont reconstitué et documenté cette période importante ¹⁵. Elle représente l'aboutissement d'un changement profond

¹⁵ Mes remarques s'inspirent principalement des ouvrages suivants : Michel Foucauld, *Histoire de la sexualité : la volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976 ; Jacques Donzelot, *la Police des familles*, Paris, Éditions de Minuit, 1977 ; Philippe Meyer, *l'Enfant et la raison d'État*, Paris, Le Seuil, 1977 ; I. Joseph, P. Fritsch, A. Battegay, « Disciplines à domicile : l'édification de la famille- », *Recherches*, n° 28, 1977 ; sous la direction de Michael Gordon, *The*

dans les mentalités que révèlent, en particulier, la distinction et la séparation graduellement établies entre la vie publique et la vie privée. La seconde recouvre l'ensemble des relations conjugales et parentales, au sein de la famille nucléaire. La première, l'ensemble des relations extra-familiales, dans l'activité professionnelle, politique, civique, religieuse, etc. Une nouvelle formation de l'idéologie se construit sur cette distinction du privé et du public, la renforçant. Elle comprend le modèle du mariage fondé sur l'amour romantique et le modèle du lien parental fondé sur l'amour aussi, en particulier l'amour maternel. Elle comporte, en plus, de nouveaux critères d'esthétique et de rationalité, en matière d'architecture, d'urbanisme, d'habitation ; des normes d'hygiène et de santé physique et mentale ; enfin, des règles morales, s'appliquant surtout aux relations d'ordre affectif et sexuel. La famille bourgeoise se trouve organisée comme lieu du privé : elle se perçoit comme une cellule autonome, isolée du milieu ambiant, protégée contre l'extérieur, auto-suffisante en ce qui a trait à l'affectivité et, dans le cas du couple, à la sexualité. Sont exclus de la famille, en pratique ou de manière symbolique : domestiques, clients, parents éloignés, voisins, associés, confrères, compagnons, etc., ce qui empêche l'osmose, la pénétration réciproque de la famille et de son environnement habituel.

C'est l'État, paradoxalement, qui orchestre cette opération de « privatisation » de la famille. Il est l'auteur de lois et de politiques dont la famille est la cible principale. Elles sont mises en application par différents corps de fonctionnaires publics et parapublics, par divers groupes privés, séculiers et religieux, agissant sous la tutelle de l'État : travailleurs sociaux, médecins, hygiénistes, éducateurs publics, instituteurs, clergé, communautés religieuses, sociétés de bienfaisance et de réforme sociale, etc. Cet essaim d'intervenants auprès de la famille opère ce que Foucault et d'autres historiens ont appelé la « normalisation » des pratiques relevant du domaine privé. Là où l'Église catholique détient une place importante dans la hiérarchie des appareils du contrôle (en France, en Italie, en Espagne, par exemple), elle assume pour une large part, l'encadrement de la famille et dispose, à cette fin,

American Family in Social historical Perspective, New York, St. Martin's Press, 1973 ; Edward Shorter, *op. cit.*

d'une autonomie importante relativement à l'État ¹⁶. Là où le réseau du contrôle n'est pas centralisé seulement dans l'État (aux États-Unis, par exemple), certaines interventions « normalisatrices » sont spontanément et librement organisées par des groupes et des organismes privés, d'inspiration religieuse, civique, politique et autres. L'État (local, régional et central) fournit tout de même à ces organisations une partie des ressources techniques, légales et financières nécessaires. Les stratégies de « normalisation » varient suivant les classes et les milieux où elles sont mises en oeuvre ; néanmoins, elles imposent uniformément ce modèle de la famille bourgeoise, qui est vu par les classes dominantes comme une garantie de prospérité et d'ordre social.

La famille du modèle bourgeois se constitue donc, dans et par l'État. D'unité de production économique, elle devient une unité de contrôle des agents sociaux, étroitement imbriquée dans le réseau des appareils du contrôle de cette société bourgeoise. Ce réseau se différencie et se spécialise : certains appareils exercent des fonctions de police et de répression ; d'autres organisent la distribution de ressources et les services, et ce faisant, réglementent, supervisent, surveillent, encadrent les agents. Tels sont les systèmes scolaire, hospitaliers, l'assistance sociale, etc. L'articulation de la famille et des instances centrales du contrôle social, par l'intermédiaire de ces appareils, implique un affaiblissement de sa propre structure de domination. En effet, le caractère absolu de l'autorité domestique, maritale et paternelle, est largement tempéré par le droit bourgeois, en vertu des principes de la liberté et de l'égalité entre les personnes. Le modèle du mariage et de la famille fondés sur l'amour réciproque entre les personnes, exige d'ailleurs leur liberté et leur égalité, du moins relative ¹⁷. Ces nouvelles conditions comportent le maintien, et même le renforcement, de la responsabilité masculine, paternelle et maritale. Dans plusieurs sociétés, au cours de la période de transition vers la société bourgeoise, les femmes, particulièrement celles qui sont mariées, perdent certains

¹⁶ Concernant le partage du contrôle de la famille entre l'État et l'Église, voir Nadia Fahmy-Eid et Nicole Laurin-Frenette, « Théories de la famille et rapports famille-pouvoirs dans le secteur éducatif au Québec et en France (1850-1960) », *la Revue d'histoire de l'Amérique française*, automne 1980. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹⁷ C'est une des hypothèses de Edward Shorter.

droits relatifs à la propriété et à la disposition de leurs biens. Elles deviennent, en maintes circonstances, des mineures au regard de la loi. La responsabilité masculine constitue la charnière entre la famille et les appareils supérieurs du contrôle social, qui s'exerce ainsi dans le privé, sous la forme de l'autorité personnelle ¹⁸.

Le féminisme, dans sa forme moderne, apparaît à l'époque des grandes révolutions démocratiques. Il prendra une envergure considérable dans la première moitié du XIXe siècle ¹⁹. Les groupes et les organisations de femmes, prolétaires et bourgeoises, se multiplieront, de même que les journaux, revues et livres féministes. En France et en Angleterre, le mouvement aura -tendance à se lier au socialisme, en particulier au socialisme utopique. Aux États-Unis, il fera montre d'une plus grande neutralité politique, s'associant toutefois aux forces progressistes. Il deviendra rapidement un groupe de pression important, faisant l'admiration des féministes européennes. Dans ce contexte, divers aspects de la réorganisation de la famille, qu'on a décrite dans ses grandes lignes, se présentent (et sont considérés) comme une amélioration de la condition des femmes.

À l'époque, le discours féministe dénonce, en particulier, les conditions et les conséquences physiques et morales de la participation des femmes à la production non domestique, par le travail à domicile et à l'usine : les heures de travail trop longues, les salaires trop bas ; la difficulté d'accumuler une dot, de trouver un mari « solvable », de prendre soin des enfants ; les problèmes de santé, d'hygiène, de moralité, etc. Le soulagement de cette misère ouvrière féminine devient un des objectifs de l'assistance, gouvernementale et privée, aux classes populaires. Dans cette voie, le modèle de la « conjugalité » et de la « domesticité » bourgeoises est la solution proposée pour résoudre les problèmes des femmes. Il représente aussi l'envers des

¹⁸ Au sujet de la transformation des relations domestiques par le droit civil et le droit ecclésiastique, du XVIe au XIXe siècle, voir Jean-Louis Flandrin, *op. cit.*

¹⁹ Pour la première période du féminisme moderne, voir : Elise Boulding, *op. cit.* ; M. Albistur et D. Armogathe, *op. cit.* ; Laure Adler, *op. cit.* ; Sheila Robotham, *op. cit.* ; ainsi que les trois premiers chapitres de l'anthologie publiée sous la direction de Miriam Schneir, *Feminism, the Essential Historical Writings*, New York, Random House, 1972.

lois et des politiques qui limitent et réglementent le travail rémunéré des femmes et des enfants. Aux enfants, on impose l'obligation d'aller à l'école et l'interdiction de vagabonder, la surveillance paternelle et la sollicitude maternelle, sous le regard vigilant du travailleur social et celui de la dame patronnesse. Aux femmes, l'union et la procréation légitimes, l'assignation à domicile, la responsabilité du travail ménager, du soin et de l'éducation des enfants (incluant l'allaitement maternel qui est le cheval de bataille de toutes les campagnes de réforme sociale et morale) ; enfin, la tutelle maritale et la surveillance du médecin outre celle du curé. Pourtant, les féministes de l'époque condamnent, radicalement, le mariage et l'ensemble des conditions domestiques des femmes, qu'elles assimilent à un asservissement, un esclavage, une forme de prostitution²⁰. Ce point de vue est mis en échec par la revalorisation de la « conjugalité » au nom de l'amour romantique, par la revalorisation de la maternité au nom de l'amour maternel et du mythe de la vocation féminine d'éduquer. Dans un autre domaine, la scolarisation obligatoire et les différents programmes d'éducation destinés aux adultes, en particulier aux mères et aux maîtresses de maison, viennent apparemment combler le manque d'instruction, l'ignorance des femmes, dont les féministes ne cessent de s'affliger.

Après les premières décennies du XIXe siècle, le féminisme présente certains signes d'essoufflement. En France, par exemple, plusieurs revues et journaux féministes se transforment peu à peu en magazines féminins, offrant recettes de cuisine et instructions en puériculture²¹. Aux États-Unis, se forme une alliance entre le clergé des dénominations protestantes influentes et les femmes de la bourgeoisie. Ils élaboreront de concert - les pasteurs dans leurs sermons et les da-

²⁰ Le langage des féministes est très explicite. Par exemple, le titre de l'ouvrage influent publié en Angleterre, en 1825, par W. Thompson et A. Wheeler : « *Appeal of one half the human race, women against the pretensions of the other half, men to restrain them in political and thence in civil and domestic slavery* » ; de même, le manifeste présenté par des femmes à l'Assemblée Nationale française, pendant la révolution de 1789, affirmant : « Vous allez abolir tous les privilèges, abolissez aussi les privilèges du sexe masculin... Treize millions d'esclaves sont honteusement enchaînés par treize millions de despotes.

²¹ Laure Adler, *op. cit.*

mes dans leurs romans - un discours moral, religieux et littéraire qu'on a qualifié de culture du sentiment : conservatrice, pieuse et familialiste ²². Cependant, la fin du XIXe siècle et le début du XXe marquent un nouvel essor du féminisme, qui prend une ampleur sans précédent ²³. Son idéologie et ses activités sont axées sur la lutte pour la reconnaissance des droits des femmes, principalement le droit de vote, l'accessibilité aux professions et aux métiers, l'accessibilité à l'éducation secondaire et universitaire. Or, cette période de lutte coïncide, une fois encore, avec une phase de ré-organisation de la famille. Opération qui s'effectue dans l'État et dans les réseaux modernes du contrôle, centrés dans l'État. Cette réorganisation de la famille répond aux changements affectant la production domestique, la production extra-domestique, et leurs rapports réciproques. On y a fait allusion précédemment : d'une part, la fabrication industrielle et la commercialisation d'une proportion croissante des biens et des services traditionnellement produits dans le cadre domestique, de même que l'investissement du secteur domestique par la nouvelle technologie, appliquée aux travaux ménagers ; d'autre part, l'intégration croissante des femmes à la main-d'œuvre salariée, du secteur de l'industrie d'abord, et plus tard, des secteurs du commerce, de la finance et de la fonction publique. Entre autres conséquences de cette tendance, l'entrée des femmes dans les professions libérales, notamment l'enseignement, mérite d'être soulignée de même que la diminution du nombre de servantes et d'aide-ménagères, reconverties au travail en usine. Le maintien, en général, de la tendance à la baisse des taux de natalité, obser-

²² Ann Douglas, *The Feminization of American Culture*, New York, Avon Books, 1977 ; Barbara Welter, « The Cult of True Womanhood : 1820-1860 », *American Quarterly*, 18, 2, 1966.

²³ Il existe plusieurs ouvrages sur l'histoire des femmes et du féminisme, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Mes remarques s'inspirent principalement des ouvrages suivants : M. Albistur et D. Armogathe, *op. cit.* ; William L. O'Neill, *Everyone Was Brave : the Rise and Fall of Feminism in America*, Chicago, Quadrangle, 1969, Peter G. Filene, *Him, Her, Self : Sex Roles in Modern America*, New York, Harcourt, Brace, Jovanovich Inc., 1974 ; Carol Hymowitz et Michael Weissman, *A History of women in America*, Bantam Books, 1978, le chapitre 5 de l'anthologie publiée sous la direction de Miriam Schneir, *op. cit.* ; et pour le Québec, les travaux historiques regroupés dans le recueil publié sous la direction de Marie Lavigne et Yolande Pinard, *les Femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1977.

vable depuis le XVIIIe siècle, s'inscrit aussi dans cette transformation globale des conditions de la production des femmes.

À cette « socialisation » croissante de la force de travail des femmes, de leurs moyens de travail et, en général, des procès de la production domestique, s'associe paradoxalement, la « privatisation » croissante des femmes, en tant qu'épouses, mères et maîtresses de maison, dans la cellule familiale. Cette « privatisation », déjà accomplie au siècle précédent, au nom des principes de la « domesticité » bourgeoise, est renforcée par des mécanismes idéologiques nouveaux. C'est au début du XXe siècle qu'apparaît le mythe du professionnalisme dans le travail ménager et le soin des enfants. Un discours largement répandu élève les fonctions domestiques des femmes au rang de tâches professionnelles, devant obéir à des normes strictes de rationalité, de qualité et de rendement, exigeant des connaissances scientifiques et une formation spécialisée. D'une part, cette propagande offre une réponse aux féministes qui continuent à revendiquer l'éducation et l'instruction des femmes. D'autre part, elle satisfait, symboliquement, le besoin d'avoir une identité et une valeur, exprimé par bien des femmes surtout de la bourgeoisie. Le mythe du professionnalisme domestique couronne une nouvelle idéologie de la féminité. Cette nouvelle féminité place une lourde responsabilité sur les épaules des femmes, en particulier celles de la classe ouvrière qui auront du mal à trouver le temps et les ressources nécessaires pour être à la hauteur de leurs obligations. En pratique, la nouvelle féminité va conduire les femmes à accepter la double carrière (simultanée ou partagée en segments) qui sera le lot d'un nombre croissant de femmes. En plus, l'importance et la valeur symboliques redonnées aux fonctions domestiques des femmes va faire augmenter le temps et la quantité d'énergie qu'elles consacreront à l'accomplissement de tâches domestiques réduites. Pour caricaturer : il sera plus onéreux et plus difficile d'élever trois enfants, de faire la cuisine et le ménage pour une maisonnée de cinq, au XXe siècle, qu'il l'aurait été d'élever dix enfants au Moyen Âge ou de nourrir et d'entretenir toute une tribu dans l'Antiquité.

Progressivement, la fonction de la production domestique va donc relever davantage de l'ordre politique, C'est-à-dire de la régulation, du contrôle de ses agents de production, que de l'ordre économique, au sens strict. De plus en plus, c'est le mécanisme même de la « privati-

sation » domestique qui assure ce contrôle, plutôt que la structure de domination familiale, liée au système des places domestiques sexuées. Il peut être opportun de rappeler qu'au début du siècle, le principe de la collectivisation du travail ménager connaît une vogue notable, et que sont tentées des expériences d'organisation communautaire de la vie dite privée, en particulier aux États-Unis. Pourtant, ces faits historiques laisseront peu de traces dans la mémoire des générations suivantes. De même, d'ailleurs, que tout le mouvement féministe des premières décennies du siècle, exception faite des suffragettes. Est-il besoin de rappeler la longue éclipse du féminisme, des années 1930 à 1960 et même 1970. Triomphe de la nouvelle féminité : la « privatisation » et la « domesticité » alliées aux droits civiques et au travail salarié ²⁴. On a tendance à obscurcir la réalité du travail salarié, lorsqu'on fait allusion à la période 1930-60, placée sous le mythe de la bonne-femme renvoyée à ses fourneaux. Or, c'est dans l'imaginaire surtout que les femmes ont été renvoyées à leurs fourneaux, après la dépression et la deuxième guerre mondiale. En pratique, la majorité des femmes salariées le sont demeurées ; leurs effectifs dans la main-d'œuvre salariée se sont même accrus, pendant ces trois décennies. Seulement, la « vraie » féminité était ailleurs ...

Au début du XXe siècle, les revendications et les luttes féministes les plus importantes ont pour objet le droit pour les femmes de participer à la vie politique et à la vie dite publique, en général, notamment le droit de vote, l'égalité devant la loi, l'accessibilité aux professions et aux études avancées, la possibilité de disposer de leurs biens, de faire du commerce et des affaires sans autorisation maritale, de briguer des charges publiques, etc. Tôt ou tard, les différents États occidentaux reconnaîtront officiellement ces droits. Cependant, l'exercice de ces droits - la participation des femmes à la vie publique - sera organisé de manière à entretenir la « privatisation » des femmes. En outre, cette participation sera mise au service de la reproduction sociale ; elle sera

²⁴ Pour cette période, aux États-Unis, voir en particulier, Betty Friedan, *The Feminine Mystique*, New York, W.W. Norton, 1963 ; pour la même période, en Europe, voir la remarquable analyse du rapport entre les femmes et l'État totalitaire, de Maria A. Macciocchi, « Les femmes et la traversée du fascisme », dans l'ouvrage publié sous sa direction, *Éléments pour une analyse du fascisme*, Paris, 10/18, 1976.

canalisée dans les processus du changement fonctionnel. Considérée comme un prolongement des fonctions domestiques de l'épouse, de la mère et de la ménagère, cette participation sera limitée au temps libre (les heures et les années) que permettent le travail domestique et la procréation. Les objectifs de cette participation seront fixés, en bonne partie, par différentes organisations se consacrant à la réforme morale de la société et à la charité publique. Nombre de femmes seront embrigadées dans des activités de bienfaisance aux pauvres, de réforme des déviants : dans des combats pour la tempérance et la moralité publique, contre la prostitution et la pornographie - sans oublier la propagande de guerre. Dans le domaine de l'éducation, la permission de fréquenter les collèges et les universités sera accordée aux femmes mais la « filière » féminine y sera rapidement aménagée, comme en témoigne, par exemple, la vogue extraordinaire des études ménagères et para-ménagères, spécialement aux niveaux secondaire et universitaire (diététique, *home economics*, puériculture, etc.). Dans le domaine des professions, les ghettos féminins vont être créés, principalement dans l'enseignement et le nursing. Plus tard, s'y ajouteront les emplois de bureau et d'autres métiers et professions que les hommes céderont aux femmes. De ce simple fait, ces emplois deviendront alors féminins : les qualités et les activités qui leur sont propres étant féminisées par l'idéologie.

La canalisation de la participation publique des femmes dans des activités utiles à la conservation de l'ordre social est l'œuvre des états, des églises et de leurs courroies de transmission : partis, associations, sociétés, comités, confréries de toutes sortes. Ces appareils font explicitement appel aux femmes pour la défense de l'ordre ; ils diffusent le mythe de la vocation réformatrice des femmes ; ils encadrent, orchestrent et orientent, dans le sens de leurs intérêts, l'engagement social et politique féminin. En même temps que l'activité publique des femmes permet de réduire leur subordination domestique aux maris et aux pères, cette activité rend possible, paradoxalement, la subordination directe et immédiate des femmes aux instances centrales et supérieures du contrôle social. Elles deviennent souvent un des relais privilégiés de ce contrôle, par l'intermédiaire de leurs professions, de certaines de leurs organisations et de leurs interventions. Le mouvement des femmes, dans le contexte de ses relations actuelles avec l'État, est victime de semblables paradoxes. Avant d'aborder l'analyse de cette conjonc-

ture, je voudrais, toutefois, écarter les objections et apaiser les inquiétudes que les remarques précédentes peuvent soulever.

Souvent, on explique que les femmes ont été récupérées (dit-on), parce qu'elles se sont fixé des objectifs de lutte réformistes, tel que le droit de vote. Ou parce que leur prise de conscience n'a pas atteint la racine profonde de l'oppression. c'est-à-dire ce que les féministes, actuellement, croient être la racine de l'oppression - le mode de production capitaliste ou les rapports de force entre les sexes, etc. Je n'estime pas ces opinions entièrement fondées. La forme des revendications féministes, dans le passé, est différente de leur forme actuelle, par la force du contexte et de la conjoncture dans lesquels elles s'inscrivent. Pour moi, le sens des luttes féministes demeure néanmoins le même, aujourd'hui comme hier : libérer les femmes de la contrainte qu'elles subissent, parce qu'elles sont des femmes, dans le mariage, la vie familiale, le travail, la politique, les relations sexuelles, l'activité intellectuelle, culturelle... Aucune des revendications qui visent cette cible, directement ou indirectement, ne laissent intacte la féminité, qui est la matrice de toutes les figures et modalités de cette contrainte. Toutes ces revendications - qu'elles soient jugées réformistes ou révolutionnaires, fondamentales ou secondaires - démontrent et dénoncent, implicitement ou explicitement, le caractère dysfonctionnel de la féminité pour les femmes elles-mêmes : la contradiction insoluble entre ce qu'elles font et ce qu'elles doivent être. La récupération du féminisme, c'est la capacité dont le pouvoir dispose, d'imposer aux femmes des pseudo-solutions, symboliques et pratiques, de cette contradiction. Ces solutions laissent entière la contradiction, mais elles assurent la reproduction de l'organisation sociale qui la génère. Ainsi, tout bouge et rien ne change... On ne peut éviter de considérer comme un acquis fondamental les droits dont les femmes ont obtenu la reconnaissance, les changements qu'elles ont imposés, les solidarités qu'elles ont construites. Mais on ne peut refuser de constater que cet acquis n'est pas irréversible, parce que les conditions de sa réversibilité - ce que j'appelle la féminité - se sont conservées tout en se modifiant. C'est le rocher de Sisyphe auquel le mouvement des femmes est enchaîné.

Le déclin de la production domestique

[Retour à la table des matières](#)

Dans le contexte actuel, les fonctions de la production (et la régulation de cette production) dans la sphère domestique, sont réduites à tel point que plusieurs caractères traditionnels des procès domestiques, notamment les places fondées sur le sexe des agents, ont perdu une bonne part de leur nécessité et de leur fonctionnalité²⁵. Toute personne adulte est parfaitement capable de reproduire, matériellement, sa vie ou sa force de travail (pour employer l'expression consacrée), sans formation ou expérience préalable et en y consacrant relativement peu de temps. La préparation des repas, le nettoyage et l'entretien, l'habillement, l'approvisionnement et les autres tâches nécessaires ont atteint un grand degré de simplicité et de facilité, parce que les produits, les services et les instruments de travail nécessaires sont disponibles dans le commerce et sont d'un usage relativement aisé. Les jeunes enfants ne peuvent pas accomplir ces tâches, mais les adultes peuvent pourvoir aux besoins des enfants, moyennant un peu de temps et d'effort, compte tenu des facilités mentionnées et compte tenu du petit nombre des enfants qui sont à la charge des adultes. En bref, la société n'a plus besoin du travail, à plein temps, d'un agent spécialisé dans les tâches domestiques, pour chaque unité familiale et pour toute la durée de l'existence de cette unité.

²⁵ Les faits sur lesquels s'appuie mon analyse des transformations de la sphère domestique, ont été relevés par quelques auteurs, qui les interprètent toutefois dans une perspective différente de la mienne. Il n'est pas possible dans ce texte, de citer tous les travaux pertinents et d'en faire le compte-rendu critique. J'ai consulté avec profit le texte de la communication de Carol A. Brown, intitulée « The Political Economy of Sexual Inequality », au congrès des Sociologists for Women in Society, en août 1979, à Boston ; de même que Albert Szymanski, « The Socialization of Women's Oppression : a Marxist Theory of the Changing Position of Women in Advanced Capitalist Society », *The Insurgent Sociologist*, 6, 2, 1976 ; et concernant l'appropriation par l'État de certaines fonctions familiales, Mary McIntosh, « The State and the Oppression of Women », dans A. Kuhn et A. M. Wolpe, *op. cit.*

En outre, la procréation des enfants - autre dimension de ce qu'on appelle la reproduction de la force de travail - n'exige plus des femmes un investissement considérable de temps et d'énergie. Les conditions du procès général de la production sociale, aux niveaux mondial et régional, incluent un taux de croissance démographique faible ; le degré zéro de croissance est en voie de devenir l'idéal. On assiste ici à l'aboutissement d'un changement qui commence avant la révolution industrielle et qui représente l'inversion d'un phénomène peut-être millénaire : pour la société, les enfants n'ont de valeur qu'en nombre très limité ; ils coûtent cher à leurs parents et à la collectivité et « rapportent » très tard. Il s'ensuit que les femmes, en tant que capital productif, ont perdu une grande partie de leur valeur. Pour les hommes, la propriété des femmes-capitaux et de leurs enfants n'est plus tellement profitable. Et ce, même dans les classes possédantes, l'héritage n'étant plus le mécanisme privilégié de leur reproduction.

Les enfants de la croissance-zéro sont tout de même mis au monde ; ils doivent être nourris, protégés, soignés, surveillés, amusés, socialisés, éduqués, etc. Mais ces tâches n'incombent que pour une part à la famille, et que pour un temps limité. Ces tâches sont partiellement prises en charge par l'État et par des appareils, étatiques et privés, autres que la famille : garderies, écoles, cliniques, hôpitaux, agences et organismes divers, sans oublier les media, comme la télévision, en ce qui concerne la socialisation et les loisirs. En exagérant un peu, on pourrait dire que désormais, une des responsabilités majeures des parents est d'acheminer leurs enfants vers les instances et les services appropriés, au moment opportun. Cette tendance s'est manifestement accentuée partout, dans les dernières décennies. Quant aux adolescents, non seulement leur instruction est-elle assurée hors de la famille, mais l'essentiel de leurs activités est encadré par le *peer group*, lequel assume aussi la satisfaction de besoins affectifs et sociaux ²⁶. La fameuse notion de sous-culture des jeunes est un autre nom de la socialisation des fonctions domestiques. Aussi bien, la nouvelle notion de sous-culture du troisième âge, référant à une catégorie

²⁶ Une littérature sociologique abondante est consacrée à ce sujet et à celui du troisième âge mais il est impossible d'en donner un aperçu critique dans le cadre restreint de cet article.

d'agents encore plus nettement détachés de la famille et rattachés à l'État ainsi qu'à d'autres appareils extra-domestiques. Les tâches liées à la présence dans la famille, d'enfants, de jeunes et de personnes âgées, ne justifient plus le travail à plein temps d'un agent, dans chaque unité familiale, pour toute la durée de l'existence de cette unité.

Les familles qui se situent dans les catégories socioéconomiques les plus désavantagées, font exception à cette règle, jusqu'à un certain point. Non seulement parce qu'elles ont parfois davantage d'enfants, mais parce qu'elles ne disposent pas du revenu nécessaire pour se procurer toutes les ressources qui permettent la réduction du travail domestique. Par contre, dans d'autres catégories sociales, on observe une tendance paradoxale à gonfler et à multiplier artificiellement les tâches et les activités ménagères - changer les draps deux fois par semaine et faire reluire l'argenterie, faire ses confitures et ses gâteaux, broder les vêtements, accompagner les enfants aux leçons de danse, de musique, d'équitation, de voile, etc. Cependant, cela ne recrée pas les fonctions. De tels mécanismes de compensation sont d'ailleurs assez répandus pour que le nombre d'heures que consacrent, supposément, au travail ménager, les femmes qui n'ont pas d'emploi salarié, demeure relativement élevé : le double du nombre d'heures qu'y consacrent les femmes qui ont un emploi, le nombre et l'âge des enfants tenus constants ²⁷.

En résumé, la sphère de la production domestique existe encore et la famille est le cadre des activités qui s'y déroulent mais, comme on l'a remarqué précédemment, bon nombre des tâches relatives à cette production ont été peu à peu assumées par des appareils qui appartiennent à la sphère extra-domestique. En outre, les fonctions que la

²⁷ Andrée Michel, « Problématique nouvelle de la production domestique non marchande », dans A. Michel, *op. cit.* Dans les articles du recueil pré-cité, on trouvera des faits et des interprétations concernant le travail ménager et ses variations suivant les classes et les différentes situations conjugales et familiales. À propos de ces questions, on consultera aussi avec profit le recueil publié sous la direction de Karen Wolk Feinstein, *Working Women and Families*, Beverly Hills/London, Sage Publications, 1979. La dimension existentielle ou « vécue » des fonctions domestiques des femmes est mise en lumière par l'enquête menée par Helena Z Lopata, *Occupation Housewife*, Oxford University Press, 1971.

sphère domestique continue à exercer, sont soumises à une régulation extra-domestique. Cette situation résulte de plusieurs facteurs, associés au développement du capitalisme. Ainsi, l'intégration massive des femmes à la main-d'œuvre salariée, la commercialisation profitable de la production de divers biens, services et instruments de travail relevant des procès domestiques, le genre de formation et d'entretien que requiert la force de travail du capitalisme, la centralisation du contrôle des agents dans l'État, etc. À mon avis, ces facteurs entretiennent des relations de causalité réciproque. La conséquence principale de cette situation, on l'a souligné, est la modification du système des places sexuées propre aux procès domestiques : modification des tâches et des fonctions respectives des agents et des relations entre les agents, dans leur places. Les places attribuées sur la base du sexe existent encore, mais la place d'épouse-mère-maîtresse-de-maison est privée, pour une part, des fonctions qu'elle supporte ; de même, la place d'époux-père-chef-de-famille-maître-de-maison.

Les places et les relations qu'elles impliquent - particulièrement l'exploitation et la domination des femmes par les hommes - ont tendance à apparaître comme arbitraires aux agents et surtout, aux agents-femmes. La force des dominants se trouve partiellement sapée ; le consentement des dominés leur est partiellement retiré. Pour ne donner que quelques exemples, on dit des femmes qu'elles « découvrent » le caractère gratuit du travail domestique, des enfants qu'ils ne « reconnaissent plus » l'autorité parentale, des hommes qu'ils « perdent- le sens de la responsabilité. En réalité, il n'est ni possible, ni profitable et par conséquent, il est inacceptable pour une femme qui exerce un emploi salarié, d'assumer au foyer toutes les tâches ménagères. Pour un homme, il n'est plus rentable et par conséquent, il n'est plus souhaitable de supporter une femme financièrement durant toute sa vie d'adulte, en échange de services domestiques. En effet, c'est un luxe que peu d'hommes peuvent se permettre ; pour les femmes, c'est une condition de plus en plus difficile à supporter lorsqu'elles n'ont pas (ou plus) d'enfants d'âge pré-scolaire. Dans la sphère extra-domestique, par ailleurs, il est de moins en moins rationnel et par conséquent, de moins en moins acceptable, de donner aux femmes une instruction différente de celle des hommes et une rémunération moins élevée que la leur, comme de leur confier des responsabilités professionnelles ou sociales moins lourdes, sous prétexte que leur carrière

domestique requiert le meilleur de leur temps et de leur énergie. Cependant, cela est souvent rentable pour les employeurs, comme la double journée de travail des femmes est utile à leur mari.

Peut-être les femmes ne sont-elles pas divisées, partagées, comme on l'affirme souvent, entre les exigences et les obligations de leur rôle d'épouse, de mère et de maîtresse de maison d'une part, et celles, contradictoires, de leur engagement professionnel, social et politique d'autre part. Ne seraient-elles pas plutôt divisées entre la féminité, le discours qui les constitue comme femme, et la pratique aussi bien dans la sphère domestique que dans la sphère extra-domestique. Dans les deux secteurs, la féminité est la source de sentiments de déception, de dévalorisation, d'aliénation. Les multiples formes de contradiction entre le modèle de la féminité et l'existence réelle des femmes. nourrissent le discours et la pratique féministes. Elles nourrissent aussi la réaction anti-féministe, qui est le fait des hommes et d'une partie des femmes : le retour en arrière et la fuite en avant peuvent paraître séduisants mais ils sont également impossibles. En outre, la contradiction ne cesse de s'aggraver, dans la mesure où les solutions qu'elle a appelées dans le passé, ont épuisé leur efficacité pratique et symbolique. La famille bourgeoise de l'époque victorienne a vécu. Sa version de l'après-guerre, la famille banlieusarde de classe moyenne à l'américaine, achève son règne. Nous sommes déjà catapultés dans l'ère de la famille d'État, de la famille étatisée.

Vers la famille étatisée

[Retour à la table des matières](#)

La notion de famille. d'État présente une contradiction dans les termes ; elle ne semble pas davantage pensable que la notion d'État familial. En effet, la relation d'ordre politique et la relation d'ordre familial sont antinomiques, dans la logique de l'idéologie qui les distingue et les définit. D'un point de vue sociologique, elles sont l'envers et l'endroit du procès d'ensemble de la régulation. La transformation respective de l'État et de la famille et du mode d'articulation de ces deux instances, dans la société actuelle, dessine un double champ de

contrôle social, partagé par la ligne de démarcation du privé et du public, dont les pôles sont l'État-famille et la famille-État. Un État qui aura progressivement absorbé les fonctions familiales, les convertissant en fonctions politiques. Une famille qui restera l'unique refuge et la gardienne des relations entre les personnes : base même du fait sociopolitique, réduite à la portion congrue de l'existence et convertie en fonction familiale.

Cette restructuration du contrôle social s'effectue par l'intermédiaire de l'État et des appareils reliés à l'État ²⁸. À certains égards, elle se fait au nom et sous le couvert de principes féministes et, pour une part, avec le consentement et la participation des femmes. Cette opération est plus ou moins avancée dans les différentes sociétés et les différents États. Elle s'appuie sur le processus qui tend vers l'élimination de la sphère domestique comme lieu de procès de production de biens et de services, articulés au procès général de la production, et elle favorise la transformation de cette sphère domestique en un lieu privilégié de la production du sens, c'est-à-dire de la signification et du sentiment. Le privé s'estompe en tant que cadre de la nécessité matérielle : subsistance, procréation, santé, sécurité. Il est recréé en tant que cadre de la gratuité et de la spontanéité : identité, affirmation et épanouissement du moi dans l'échange inter-personnel. La famille correspond à ce pôle du champ de production du sens. Elle organise, dans les formes de la subjectivité, ce niveau de l'échange associé à la dimension privée des rapports sociaux. Leur dimension publique est organisée principalement dans l'État : l'autre pôle de ce champ de production du sens. Le sens y est généré dans les formes de l'objectivité, s'y référant à l'association des intérêts inter-individuels et à l'association des intérêts de classes : le « nous » de la nation - l'ensemble ethnique, territorial, politique, économique, culturel.

Les relations entre les agents dans la sphère domestique demeurent fondées sur le système des places sexuées. Cependant, le déclin des

²⁸ Sur la restructuration actuelle de l'État, en général, les travaux les plus stimulants sont, à mon avis, Henri Lefebvre, *De l'État*, Paris, 10/18, 1977 ; Cornelius Castoriadis, *la Société bureaucratique*, Paris, 10/18, 1973 ; Jürgen Habermas, *Legitimation Crisis* ; Boston, Beacon Press, 1975 ; James O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, New York, St. Martin's Press, 1973.

fonctions traditionnelles de ces agents domestiques entraîne la diminution graduelle de l'exploitation et de la domination des femmes et des enfants par les hommes et, donc, l'égalité domestique relative entre les agents - égalité de fait sinon de droit. Pour les femmes, l'égalité domestique est un gain. Elle est garantie par l'autosuffisance financière (même relative) que permettent l'emploi salarié et/ou les prestations de l'État²⁹. Elle favorise une certaine « déprivatisation » des femmes, par l'activité professionnelle, l'engagement social, politique et autre. Pour les hommes, l'égalité domestique est une perte, de pouvoir et de bénéfices divers. Elle implique un certain degré de « privatisation », une forme de « domestication », qui peut être ressentie comme un gain affectif dans le contexte des relations familiales. À bien des égards, on peut considérer que cette nouvelle égalité domestique est l'ultime condition de satisfaction des exigences et des attentes que génèrent le modèle de la relation conjugale fondée sur l'amour romantique, et le modèle de la relation parentale fondée sur l'amour, maternel et paternel. À la limite, ces modèles supposent la suppression de tout intérêt utilitaire ou instrumental, susceptible de s'allier au choix affectif (ou érotique) et, éventuellement, de devenir le ciment du rapport conjugal et familial. La monogamie sérielle est la conséquence la plus manifeste de cette évolution ; elle a tendance à devenir la forme générale de la pratique conjugale. En effet, l'amour romantique, purifié de tout alliage utilitaire, implique le couple et aussi, l'instabilité du couple dans le temps.

L'égalité domestique s'étend aussi à la relation parent-enfant, qui a tendance à se dépouiller de toutes les motivations et les attitudes instrumentales traditionnelles. La procréation des enfants est désormais

²⁹ À propos du rapport entre l'égalité domestique et les variables salaire et prestations sociales, voir les analyses socio-économiques de Elizabeth Durbin, « The Vicious Cycle of Welfare : Problems of the Female headed Household in New York City » et de Shirley B. Johnson, « The Impact of Women's Liberation on Marriage, Divorce and Family Life-style », dans l'ouvrage publié sous la direction de Cynthia B. Lloyd, *Sex, Discrimination, and the Division of Labor*, New York, Columbia University Press, 1975 ; voir aussi, Diana Pearce, « Women, Work and Welfare ; the Feminization of Poverty », dans l'ouvrage dirigé par Karen Wolk Feinstein, *op. cit.* ; pour le Québec, voir Francine Barry, *Travail de la femme au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977.

tenue pour un acte gratuit : un choix guide surtout par des considérations sentimentales. La nature des moyens contraceptifs en usage rend les femmes, objectivement, responsables de ces décisions subjectives. Aussi, la cible du contrôle social de la fécondité n'est plus le couple ; ce contrôle s'exerce directement sur les femmes sans recours à l'autorité et à la responsabilité maritales. C'est l'État qui a le pouvoir de régler, dans le cadre de ses politiques démographiques, la diffusion des contraceptifs et la disponibilité des services relatifs à l'avortement. Pouvoir qu'il exerce de concert avec les médecins, les administrateurs des hôpitaux, des services sociaux, etc. Ce pouvoir peut aussi bien interdire la fécondité aux femmes que la leur imposer. En ce qui concerne les enfants, on a déjà évoqué la prise en charge croissante de diverses dimensions de leur existence, par des institutions étatiques ou des institutions privées, subventionnées ou réglementées par l'État : soins aux futures mères, services de garde, scolarisation à multiples paliers, soins de santé physique et mentale, dépistage et traitement de l'anormalité et de la déviance, loisirs, culture ... La démarcation du privé et du public commence dès la naissance. La relation parentale organise seulement les composantes privées de la vie des enfants. Elle prend donc une forme amicale et spontanée, se dépouille de son caractère autoritaire et contraignant. La famille monoparentale, corollaire de la monogamie sérielle, accentue ces diverses tendances de l'évolution du rapport parental. Les chefs de famille monoparentale sont, en grande majorité, des femmes. Leur situation rend manifeste le transfert graduel aux femmes de la responsabilité de fait sinon de droit, en ce qui concerne les enfants : responsabilité de leur vie et surtout, de leur insertion dans les réseaux institutionnels. L'État est le sommet du triangle familial basé sur la relation mère-enfant. Figure d'où le père est absent, actuellement ou de manière virtuelle.

Réforme et régulation

[Retour à la table des matières](#)

C'est l'État qui initie, implante, oriente, régleme, encadre, directement ou indirectement, les politiques, programmes et services d'éducation, d'accueil, de santé, de garde, de récréation, de réhabilitation et autres, qui sont destinés aux femmes et à leurs enfants. Il est responsable des différentes formes d'aide et de soutien, financier et autres, aux familles monoparentales et aux familles en difficulté, tout comme des mesures sociales concernant la grossesse, la contraception, l'avortement. Il n'est pas besoin de démontrer que les instances responsables de l'établissement, l'orientation et la distribution de ces services et de ces ressources, s'assurent par là, le contrôle des personnes qui y ont recours, notamment les femmes et les enfants. Nombre de ces services et de ces ressources sont nécessaires aux femmes ; dans bien des cas, elles ont lutté pour les obtenir. Il n'en demeure pas moins qu'ils permettent une régulation plus centralisée et plus efficace des agents, dans et par l'État.

À bien des égards, les formes nouvelles de la « domesticité » et de la « conjugalité » sont imposées aussi par les appareils centraux du contrôle. Bien souvent, elles le sont sous couvert de satisfaire les besoins, les demandes et les revendications des femmes. C'est la stratégie qui inspire les politiques, les législations et les interventions relatives au mariage, au divorce, aux droits, obligations et charges réciproques des époux, des parents, des enfants. Ces mesures prescrivent et reproduisent, implicitement ou explicitement, la séparation du privé et du public, de même que le nouveau modèle familial dont le privé est le cadre. Ce modèle, on l'a signalé, implique une « privatisation » extrême des rapports inter-personnels et le confinement de la signification et de l'affectivité dans la cellule familiale. La famille agit comme un mécanisme de compensation du public par le privé. Elle divise et isole les agents - ceux qu'elle ne regroupe pas - de tous les autres, femmes, hommes et enfants. La forme la plus courante de la solitude moderne est sans doute le couple, avec ou sans enfant. La

nouvelle « domesticité » entraîne un certain affaiblissement de la solidarité masculine, traditionnellement liée au milieu de travail. Elle entraîne aussi l'affaiblissement de la solidarité féminine, traditionnellement liée au voisinage, même en milieu urbain. Les deux fonctions familiales - de compensation et de confinement - ont pour effet, en particulier, d'accroître l'efficacité du contrôle exercé sur les agents dans l'État et dans les autres appareils qui organisent leur vie publique : leur travail, leurs loisirs, leurs activités civiques, politiques, religieuses et autres.

D'autres éléments constitutifs de la nouvelle « domesticité », paraissent répondre, plus spécifiquement, aux besoins actuels et à venir de l'organisation économique des sociétés capitalistes. Le couple et la famille, même étatisés, demeurent l'unité de consommation de base dans le système économique ³⁰. Ils sont aussi la cible principale de la publicité : l'analyse des messages publicitaires permet de constater que le bonheur conjugal et familial est encore ce qui « se vend » le mieux ³¹... Dans la conjoncture économique actuelle, ce potentiel de consommation est maintenu, voire accru, par le travail salarié des femmes. Dans bien des cas, il est accru aussi par le partage plus égalitaire du travail domestique entre les conjoints, qui réclame une infrastructure mécanisée et l'usage abondant de produits et de services commerciaux. Par ailleurs, l'autonomie relative des adolescents par rapport à la famille est liée à l'organisation d'un marché spécialisé qui crée et satisfait à la fois les besoins et les goûts de ladite sous-culture adolescente.

L'intégration des femmes au travail salarié répond à la demande de main-d'œuvre. L'État aménage les conditions qui facilitent cette intégration, au rythme que lui imposent les fluctuations de l'économie. Ce phénomène n'est pas nouveau mais il prend une ampleur sans précédent depuis quelques décennies. L'armée de réserve que constitue, de-

³⁰ À ce sujet, Batya Weinbaum et Amy Bridges, « The Other Side of the Paycheck : Monopoly Capital and the Structure of Consumption », dans Z R. Eisenstein, *op. cit.*

³¹ Cette question, et plus particulièrement l'utilisation de la libération des femmes à des fins particulières, est analysée par Anne-Marie Dardigna, *la Presse Féminine* », Paris, Maspero, 1978.

puis des siècles maintenant, la force de travail des femmes « libérées » par la réduction progressive de la production domestique, a fourni au système capitaliste un mécanisme efficace de régulation des flux de main-d'œuvre. On a souligné que la place des femmes, dans la sphère de la production domestique, a permis d'imposer aux travailleuses, dans la production extra-domestiques des conditions pires dans leur ensemble que celles que subissent les travailleurs ³². La modification des fonctions domestiques des femmes peut entraîner l'amélioration de certaines de leurs conditions de production extra-domestique. La reconnaissance du droit des femmes au travail, à un salaire égal pour un travail égal, à la sécurité d'emploi, à la maternité sans perte de bénéfices, à la syndicalisation, etc., est difficile à obtenir et fait l'objet de luttes acharnées. Pourtant, la reconnaissance de ces droits n'est pas dysfonctionnelle, à long terme, pour les employeurs, et elle sera acquise avec le temps. On peut cependant prévoir que l'intervention de l'État sera requise pour obtenir et conserver ces droits, ce qui lui donne une prise sur les femmes et sur leur mouvement. Situation comparable à celle du mouvement ouvrier et syndical, que l'État a emprisonné dans une législation permettant de le contrôler, à l'avantage des employeurs, tout en améliorant les conditions de travail dans leur ensemble.

La division sexuelle du travail - la répartition sexuelle des tâches - dans les procès de la production non-domestique, demeure à l'abri des mesures législatives et même, dans bien des cas, à l'abri de la contestation féministe. Or, c'est précisément cette division sexuelle des tâches qui est fonctionnelle et avantageuse, à court et à long terme, pour les employeurs et pour l'économie capitaliste dans son ensemble. D'une part, cette division du travail crée, dans toutes les classes - exploitantes et exploitées, dominantes et dominées -, des professions, métiers et spécialités de femmes, qui sont typiquement des catégories d'emploi intérieures aux autres, moins lucratives, offrant moins de sécurité et de possibilité d'avancement. D'autre part, elle permet d'assigner aux femmes de toutes les classes, dans tous les métiers et professions, dans tous les secteurs de travail et à tous les échelons profes-

³² Pour l'analyse socio-économique de divers aspects du travail salarié des femmes, voir les articles des deux premières sections du recueil de Cynthia B. Lloyd, *op. cit.*

sionnels, des tâches qui sont définis et conçues comme féminines, implicitement ou explicitement. Ces tâches correspondent habituellement à des fonctions subalternes, qui comportent des conditions pratiques et symboliques désavantageuses. La division sexuelle du travail extra-domestique est un mécanisme essentiel de régulation de la force de travail, intrinsèque au système économique. Elle est rendue possible par l'idéologie de la féminité, c'est-à-dire le discours sur les femmes et la structure caractérielle des agents-femmes. Ce sont, pour une bonne part, des décisions et des choix volontaires des agents, engageant leurs attentes, orientations et préférences personnelles, dans le contexte des relations entre les sexes, qui permettent de reproduire la situation créée par cette division sexuelle du travail. Par conséquent, la transformation de la féminité peut seule empêcher cette reproduction. Mais la féminité est ancrée ailleurs, dans les places sexuées des procès domestiques.

Les formes nouvelles de la « conjugalité » et de la « domesticité » qu'on a précédemment invoquées, supportent un nouveau modèle de cette féminité : le modèle de la « femme libérée ». Il s'agit, bien entendu, du genre de libération qui convient surtout à l'économie capitaliste et à la politique de l'État. Le principe de cette féminité est l'égalité dans la différence. D'une part, les femmes auraient les mêmes droits, obligations et privilèges que les hommes, dans le mariage, la famille, le travail, la vie sociale et politique en général. D'autre part, leur différence spécifique devrait être conservée et valorisée, voire revalorisée. Cette spécificité réfère à un ensemble de traits physiques, intellectuels et affectifs, qui sont conçus comme des propriétés de la nature féminine. L'étude de la féminité en tant qu'elle structure la personnalité des agents-femmes, relève de la psychologie et de la psychosociologie ³³. On se limitera à la mention des principes qui organisent cette féminité, en tant que discours sur les femmes. Ce discours, par définition, n'est jamais adéquat à ce que sont les femmes ; il

³³ Pour deux exemples très différents d'étude psychologique de la féminité, voir Elena Gianini Belotti, *Du côté des petites filles*, Paris, Les Éditions des femmes, 1976 et Nancy Chodorow, *The Reproduction of Mothering*, The University of California Press, 1978. On trouvera un bon exemple d'étude psychosociologique de la féminité, à partir des valeurs formulées par les femmes, dans l'enquête de Colette Carisse, *les Femmes innovatrices*, Paris, Le Seuil, 1974.

énonce et prescrit la norme qu'on impose aux femmes. Hétérosexualité, passivité, narcissisme, masochisme et sentimentalité, sont encore les composantes fondamentales du modèle. Mais elles sont redéfinies de manière à s'accorder aux nouveaux caractères qu'édicte aussi le modèle : individualisme, autonomie, force, maîtrise, rationalité.

Nonobstant ses contradictions, le complexe caractériel normatif qui définit la féminité rend psychologiquement possible la relation conjugale et le lien maternel, tels qu'ils sont organisés dans la sphère privée des rapports sociaux, c'est-à-dire par la famille. Celle-ci, on l'a vu, est le cadre des procès fondés sur des places sexuées, en fonction desquelles les agents sont socialement constitués en sexes. Procès en déclin de la traditionnelle production domestique, dont les fonctions sont partagées de manière relativement égalitaire entre les agents ; procès nouveaux de la régulation, soumettant directement les femmes et les enfants à l'État ; procès de la production du sens, dont le récent transfert dans le cadre domestique crée des formes nouvelles d'oppression mutuelle entre les agents. La nouvelle féminité rend psychologiquement possible aussi la division sexuelle des tâches dans la sphère publique des rapports sociaux, c'est-à-dire dans les procès extradomestiques, dont on a indiqué les nouveaux modes de raccordement aux procès domestiques. Un nouveau modèle de la masculinité répond aux conditions actuelles de la production domestique et extradomestique ; il faudrait l'analyser aussi ³⁴.

Dans le contexte politique, la féminité et l'objet d'une négociation entre le mouvement des femmes et les appareils qui produisent, diffusent et inculquent l'idéologie : l'État, les media, les appareils de la culture - appareils scolaire, scientifique, religieux et autres. Le modèle de la « femme libérée » reflète l'état actuel du rapport des forces entre les partenaires de cette négociation. Non seulement la nouvelle féminité rend-elle possible les formes « avancées » d'oppression des femmes « libérées », mais encore, est-elle aussi l'élément clé de réversibilité du mouvement d'émancipation des femmes, tel qu'il se produit

³⁴ Certains des éléments sexuels et affectifs de la « nouvelle masculinité » sont exposés « naïvement » dans l'essai de Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut, *le Nouveau Désordre amoureux*, Paris, Le Seuil, 1977.

dans l'État ³⁵. J'ai déjà remarqué, dans l'introduction, que l'histoire des femmes comporte une succession de progrès et de reculs. À certaines époques, les femmes ont acquis des droits, formels et informels, qu'elles ont perdus par la suite ; elles en ont regagné d'autres, sous des formes différentes, dans des contextes différents et ainsi de suite. Tout changement important de l'organisation économique, sociale et politique, affecte positivement ou négativement les conditions des femmes. Le changement ne s'accomplit souvent qu'en mobilisant et en utilisant de diverses manières le dynamisme des femmes, qui se nourrit des contradictions de cette organisation. L'idéologie de la féminité reflète les variations, dans le temps et dans l'espace, de cette supposée essence immuable : « l'éternel féminin » ... Elle est la toile de fond de ce déplacement fonctionnel qu'on impose périodiquement aux femmes et dont elles vivent, maintenant, le plus récent avatar. À mon sens, l'efficacité du féminisme, à court et à long terme, dépend donc de sa capacité d'empêcher la formation et l'institutionnalisation de nouvelles variantes de « l'éternel féminin », fussent-elles assimilées à la libération des femmes.

Féminisme et anarchisme

[Retour à la table des matières](#)

Je pense que le dynamisme des femmes peut être mobilisé et employé pour leur libération si le mouvement féministe s'engage dans la révolution, c'est-à-dire le changement de l'ordre social plutôt que le changement dans l'ordre social. La forme anarchiste d'organisation et de lutte révolutionnaires peut seule permettre l'actualisation du potentiel subversif du féminisme. À sa source, le féminisme remet en question le pouvoir, sous sa forme élémentaire et fondamentale : le contrôle inter-personnel par le jeu de la force et du consentement. La

³⁵ Sur les conditions actuelles d'un détournement du mouvement féministe, voir l'analyse de Maria A. Macciocchi, « Le post-féminisme », dans l'ouvrage publié sous sa direction, *les Femmes et leurs maîtres*, Paris, Christian Bourgois, 1978 et l'analyse de Julia Kristeva, « La femme, ce n'est jamais ça », dans *Polylogue*, *op. cit.*

force de cette contestation féministe peut être retournée contre les femmes si, dans leur lutte contre la domination, elles s'allient à des instances du pouvoir, à des appareils du contrôle : les partis, les sectes et les églises de toutes sortes, l'État ... Par contre, si la lutte des femmes n'est pas entravée et détournée, elle peut se propager aux autres niveaux de la domination et s'étendre aux autres formes du pouvoir.

L'État se présente comme l'interlocuteur privilégié du mouvement féministe moderne, depuis le début de ce mouvement et, en particulier, à l'étape actuelle. S'adressant à l'État, le mouvement des femmes a formulé ses revendications principales dans le langage de l'État. Ainsi, les femmes ont réclamé des droits que l'État peut accorder, des réformes que l'État peut accomplir, des ressources que l'État peut distribuer ³⁶. On l'a vu, il se montre même capable de garantir les changements qu'il ne peut lui-même réaliser, dans l'ordre du privé : des rapports sexuels et affectifs entre les hommes et les femmes. Comme jadis le mouvement ouvrier, en particulier son aile syndicale, le mouvement féministe est constamment contraint de négocier avec l'État parce que, seul, il semble pouvoir imposer le respect des principes que défend le féminisme aux adversaires directs et immédiats des femmes dans leur lutte : les hommes - maris, pères, concitoyens, collègues, patrons, administrateurs, penseurs ...

D'un point de vue sociologique, cette interaction entre le mouvement féministe et l'État est conforme à la logique du système social actuel. En effet, la fonction principale de l'État, dans ce système, est d'enregistrer et de résoudre les tensions et les conflits que suscite la division entre les agents sociaux, notamment celle des classes et celle des sexes. Tout mouvement de contestation, d'un palier à l'autre de sa

³⁶ À titre d'illustration, trois documents importants et récents dont on pourrait citer de multiples analogues : Caroline Bird and the members and staff of the National Commission on the observance of International Women's Year, *What Women Want, From the Official Report to the President the Congress and the People of the United States*, (National Women's Conference, Houston, Texas, novembre 1977), New York, Simon and Schuster, 1979 ; *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, rapport du Conseil du Statut de la femme au Gouvernement du Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978 ; *le Programme commun des femmes*. (Choisir), présenté par Gisèle Halimi, Paris, Grasset, 1978.

lutte, est nécessairement renvoyé à l'État et sommé de s'entendre avec lui. En revanche, l'État dispose des ressources nécessaires au contrôle de la contestation. Il peut la réprimer d'une manière plus ou moins violente. Il peut aussi effectuer et déterminer des modifications fonctionnelles du système social qui réduisent ses tensions sans compromettre sa reproduction. L'histoire du mouvement ouvrier, de la lutte des Noirs américains, de la contestation étudiante, illustre abondamment les modes de fonctionnement de la régulation étatique des sociétés capitalistes.

Ainsi, les femmes ont obtenu, de l'État principalement, la reconnaissance de certains droits et l'amélioration de diverses conditions. Dans la plupart des cas, ces victoires des femmes sont aussi des victoires de l'État ; elles ont accru sa capacité de contrôler, dans une certaine mesure, les femmes et leur mouvement. Certaines des institutions que l'État a mises en place, depuis quelques années, ressemblent à s'y méprendre à des mécanismes permanents, intégrés à l'appareil étatique, de régulation des femmes et de leurs organisations. Tels sont les divers conseils, bureaux, commissions, dont le mandat est d'étudier les femmes et d'enquêter à leur sujet ; d'entendre et de juger leurs opinions, leurs protestations, leurs revendications ; de préparer, d'élaborer, de présenter des solutions à leurs problèmes et des réponses à leurs questions ; même, dans certains cas, de subventionner des projets féministes et de favoriser leur réalisation. Ces organismes pullulent dans les sociétés où le mouvement féministe a le plus d'impact ; ils ont aussi leurs analogues aux niveaux régional et international. Les femmes y sont associées, en particulier à titre professionnel ; certaines organisations féministes y sont représentées, parfois même certaines figures éminentes du mouvement. Les relations entre les femmes et l'État ne sont pas harmonieuses pour autant ; elles ne l'ont jamais été, au demeurant. Car l'État n'a pas résolu dans le passé - et il n'est pas en voie de résoudre - les contradictions qui nourrissent la révolte et la résistance des femmes. Cependant, il a assuré une écoute au féminisme et il a canalisé le dynamisme des femmes, en émoissant la capacité de subversion du mouvement, c'est-à-dire sa puissance de libération.

Le mouvement féministe a proclamé, comme son principe, que la vie privée est politique. La relation deux fois séculaire, entre les fem-

mes et l'État, qu'on a tenté d'analyser dans ce texte, montre que cette proposition est vraie, à tous égards. Quelle conclusion faut-il en tirer ? Que le privé doit faire irruption sur la scène publique et le public se glisser dans les coulisses du privé ? Rien que de normal, prévisible, contrôlable. Tant que subsiste, dans l'idéologie, la démarcation entre les deux champs : le lieu du désir et de la vie, celui de la contrainte et de l'ordre. La contrainte toujours appelée au secours du désir, le désir placé au service de l'ordre. Puisqu'il s'agit du désir que l'ordre a programmé, de la contrainte que le désir a prévue et, par avance, respectée. Subvertir ce système, serait briser l'axe imaginaire qui constitue le public et le privé comme l'endroit et l'envers de l'existence, dans l'État-famille et la famille-État. Libérer le sens qui, dans ces lieux de solitude et de division, est la monnaie d'échange de la régulation. Entre autres figures du sens à libérer, celle que j'ai dénoncée, la féminité, en montrant que c'est du pouvoir qu'elle procède et que ce sont les femmes qu'elle contraint.

Femmes : pouvoir politique, bureaucratie (1984)

“Réflexions désordonnant les femmes du pouvoir.”

(extr. de Femme et politique, Québec, Le Jour, 1981).

Yolande Cohen

[Retour à la table des matières](#)

Les réflexions et interactions multiples que les mouvements de femmes ont suscité ces dernières années en arrivent aujourd'hui à une phase critique. L'énergie libérée par l'intense activité des femmes dans les années 70 a contribué à provoquer des changements majeurs dans les comportements des individus. L'aspect radical du mouvement et des revendications présentées a servi de moteur à ce changement : le droit de contrôler son corps et sa fécondité s'est d'abord exprimé sous la forme du slogan « Avortement libre et gratuit ». Depuis, les manifestations grandioses ont cessé et la polémique s'est accrue. On parle désormais de maintenir nos acquis : ces gains immenses, ce progrès formidable que nous avons effectué dans cette période faste des années 70. Aujourd'hui, l'ère de crise économique généralisée nous fait craindre le pire ; le pire c'est déjà peut-être les annonces d'un Reagan contre l'avortement, contre l'E.R.A. ; mais le pire c'est surtout la conviction qu'ont de nombreuses femmes que l'excès des années 70 leur a nui, et qu'il faut maintenant rétablir une certaine harmonie entre les hommes et les femmes. Qui dit harmonie pense compromis : des mouvements dits de femmes appuient la lutte anti-ERA et anti-gay, et on parle d'une large percée des idées conservatrices parmi l'électorat

féminin. Qu'est-il advenu de la vague de radicalisme de la décennie précédente ? Qu'est-il advenu du mouvement féministe ? Plutôt que faire de la prospective douteuse sur l'avenir possible du mouvement féministe en l'an 2000, ce que je voudrais aborder dans ce texte, c'est en quoi ce mouvement a représenté et représente encore une force subversive non négligeable. La vision que je développerai ici n'est guère innocente. Elle vise à valoriser les comportements des femmes dans ce qui fait à la fois notre force et notre faiblesse et qui rend notre mouvement profondément ambivalent : je veux parler de notre capacité de procréer et de notre attachement à certaines valeurs qui en découlent. Pourquoi la famille et les sphères dites naturelles ont-elles représenté et représentent encore dans une large mesure, le lieu privilégié non seulement d'activité des femmes mais de la force des femmes ? Comment ce processus s'est-il réalisé au cours des XIXe et XXe siècles ? Et que signifie-t-il concrètement en termes de gain ou de perte d'autonomie et d'indépendance pour les femmes ? Je voudrais contester la validité d'une théorie tellement répandue qu'elle marque nos vies quotidiennement, celle qui fait des femmes d'éternelles opprimées. La réalité de l'oppression des femmes ne fait plus de doute : tout un chacun peut régulièrement la vérifier : le travail ménager non reconnu et les emplois subalternes, la ghettoïsation de certaines branches d'activité, les salaires inférieurs et les conditions de travail dégradants, la double journée de travail sont le lot commun de la plupart d'entre nous. Ce que je conteste, c'est la manière dont une certaine vision du féminisme a réduit le féminisme à une lutte pour l'égalité, un combat uniquement centré contre l'oppression. Or c'est cette tendance qui aujourd'hui triomphe, par la reconnaissance que les pouvoirs publics lui confèrent. Ce que je voudrais rétablir, c'est la place qu'ont tenue les femmes dans l'histoire ; place non négligeable, d'acteurs sociaux aussi conscients et aliénés que les hommes. Or il ne suffit pas de dire que les femmes étaient économiquement et politiquement défavorisées, quand on sait que le partage des tâches leur attribuait une autre sphère d'influence. C'est cette autre sphère, qui relève du social et du culturel, que je voudrais donc découvrir, car c'est là que les femmes sont. Le pourquoi de cette division des tâches et de l'assignation de ces rôles particuliers est encore un problème controversé ; mais je ne tenterai pas ici de résoudre cette question ³⁷. Mon objectif est plutôt

³⁷ Cette question de l'origine de l'inégalité entre les sexes a été le mieux docu-

de voir en quoi les femmes ont développé des réseaux de solidarité et des formes d'intervention sociales à partir des lieux où elles se sentaient confortables et à l'aise. Ce qui me conduira éventuellement à valider des types d'action que les femmes ont utilisés et qui ne relèvent pas forcément de la normalité reconnue par la politique.

Les années 70 : une situation propice à l'écllosion de mouvements de femmes

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement de contestation des années 60-70 a libéré des énergies neuves et explosives. Propulsées à l'avant-scène de la vie politique, les contestataires de tout ordre se voient attribuer les rôles à la fois du berger et du porte-drapeau, du héraut de la société future et du révolutionnaire romantique à la manière du XIX^e siècle. La tâche est ardue ; l'espérance qui porte cet espoir l'est tout autant. Au-delà de ces images d'Épinal, éléments importants de toute symbolique sociale, il reste une réalité autrement complexe : celle d'une transformation radicale des critères et valeurs fondant et légitimant notre société. Les soldats refusent de se battre pour une quelconque cause d'intérêt national ³⁸ ; les étudiants ne se sentent plus particulièrement attirés par l'étude et surtout par l'apprentissage forcé des mécanismes sociaux dans lesquels on veut les intégrer ; les jeunes ne veulent plus ressembler à leurs parents ; le mouvement ouvrier revendique plus haut et plus fort ; les femmes ne veulent plus rester à la maison, ou travailler au rabais, ou reproduire plus et plus encore d'enfants. Le système bien huilé de la reproduction sociale semble s'être détraqué. La révolte gronde sans qu'on sache bien ni pourquoi ni comment « tout ça » s'est

mentée par les anthropologues (Mead, Rosaldo, Meillassoux, entre autres).

³⁸ On évalue à près de 200,000 les déserteurs de l'armée américaine pendant la guerre du Viêt-Nam. L'objection de conscience, démarche individuelle, chantée en son temps par Boris Vian, devient par son étendue une démarche collective aboutissant à un renversement durable de la situation.

déclenché. Alors on crie au non-sens, à l'anarchisme, à l'égotisme (la *me-generation* des années 70), à la perte des valeurs essentielles à la reproduction minimale de rapports sociaux cohérents. Car ce qui est précisément en cause durant ces années 70, fastes à bien des égards, c'est l'individu. La révolte/révolution n'a plus pour objet de jeter à terre des systèmes, des États ou des sociétés ; elle vise d'abord à réaliser « ici et maintenant ³⁹ », les désirs d'accomplissement total des individus. La subversion émanerait des individus en ce qu'ils se réapproprieraient le social. Tout est donc à inventer même si des relents d'humanisme chrétien et de libéralisme classique marquent profondément les discours soixante-huitards. L'expérience totalitaire intervenue entre-temps suffirait cependant à rendre toute comparaison abusive, caduque. Il reste néanmoins que « l'imagination au pouvoir » fut le slogan chéri et favori de toute ma génération, et qu'en ce sens les modèles anciens de transformation sociale par la prise d'assaut du pouvoir politique furent bel et bien relégués aux oubliettes. À la place, se profilait cette chaude et chaleureuse coopération spontanée et volontaire d'individus travaillant à créer d'autres conditions de vie, *donc* d'autres conditions d'existence en société - l'un n'allant pas sans l'autre, bien sûr. Cette inversion des priorités est remarquable : en privilégiant les instances culturelles, communautaires et sociales, les mouvements de contestation des années 70 ont délimité un autre champ d'intervention que le champ du politique et contribuent ainsi à le discréditer. Dans la foulée, on discrédite tout ce qui peut ressembler à une politique traditionnelle : les partis et les syndicats de gauche et de droite sont débordés ; les grèves sauvages font pendant aux happenings ; les mouvements et actions spontanés remplacent l'organisation et la discipline. On veut tout faire à la base, dans une sacro-sainte haine de toute hiérarchie ou manipulation bureaucratique. Une chose restait claire dans ces renversements chaotiques : on faisait comme si le pouvoir n'existait pas ; ou plutôt on contestait toutes les ramifications de ce pouvoir tentaculaire. En aucun cas ne savait-on ou ne voulait-on le remplacer par une autre forme de pouvoir. Seuls les groupuscules et les partis, occupés qu'ils étaient à se tailler une place dans la mouvance, et tirillés par les nécessités du recrutement, ont essayé de récupérer « le mouvement » avec des objectifs politiques et des

³⁹ Selon une expression bien connue des soixante-huitards et que Mitterrand reprend allègrement comme titre de son livre.

stratégies appropriées. Invariablement, celles-ci étaient contestées, pratiquement au même titre que tout le reste.

Alors, révolte utopique d'enfants gâtés par une société d'après-guerre en pleine expansion ⁴⁰ ? Conflit de génération passager ⁴¹ ? Archaïsme de l'Université impériale ? Révolution sexuelle ? Les qualificatifs sont nombreux, leur multiplication contribue à isoler ces mouvements les uns des autres, et ainsi à masquer les effets globaux de cette décennie sur les sociétés occidentales.

Comment en effet parier d'une révolution qui n'en fut pas une, en termes positifs ? Que reste-t-il de ce changement majeur, et dont on ne consigne aujourd'hui rien d'autre que peut-être, dans le meilleur des cas, l'arrêt de la guerre au Viêt-Nam ? Les gouvernements ne sont pas tombés : au contraire ils se sont renforcés et ont même évolué vers la droite. Après le chaos, on veut des régimes et des hommes forts. Les institutions et les partis n'ont ni déperî, ni éclaté. Est-ce donc pure illusion que de croire et d'écrire que quelque chose a changé en 1970 ? Car, je prétends que ma génération fut au centre d'événements majeurs qui ont durablement marqué notre histoire, et ce qui fonde ma conviction, c'est le changement, ténu certes, mais déjà perceptible, que les héritiers naturels de nos sociétés nous ont fait entrevoir. Les jeunes et les étudiants non seulement refusent de se conformer aux modèles de leurs aînés, mais n'imaginent même pas les remplacer. Autrement dit, ils produisent une sub-culture, bien souvent contre-culturelle mais pas toujours, à laquelle ils se rapportent et se conforment ; mais ils ne tentent pas d'en faire une valeur ou une culture de remplacement. Si elle le devient, comme dans le cas de la musique rock, c'est à leur corps défendant, et parce qu'elle comble un vide impressionnant. Il n'y a pas de volonté délibérée de la part des jeunes de prendre les places des adultes car celles-ci sont dévalorisées. La société adulte aurait plutôt

⁴⁰ Flacks et Feuer voient dans la conjoncture d'abondance survenue après la guerre un des éléments expliquant la possibilité de la révolte étudiante. Richard Flacks : *The Liberated Generation : An Exploration of the Student Protest*. A.M. ORUM ed. : *The Seeds of Politics : Youth and Politics in America*, Prentice Hall, 1972.

⁴¹ EISENSDADT, S.N. *From Generation to Generation : Age Groups and Social Structure*, Collier McMillan, Londres, 1957.

tendance à valoriser les comportements de la jeunesse et à s'identifier à elle ⁴². En termes sociologiques donc, la transmission des valeurs et donc le mode de renouvellement du corps social ne se fait plus à partir des modèles déjà élaborés par le groupe adulte. Ceux-ci coexistent avec ceux du *peer-group* (groupe de pairs) adolescent.

C'est cette même reproduction sociale qui est mise en cause par les mouvements de femmes, mais à un autre niveau. Parce que les femmes détiennent le pouvoir de procréer, elles agissent directement sur les flux démographiques et donc sur la survie de nos sociétés - virtuellement en tout cas. Que ces deux couches de la population se retrouvent dans une contestation commune du pouvoir mâle et adulte, me semble suffisamment important pour qu'on en analyse les causes et les effets. Non pas pour voir en eux les nouveaux ⁴³ acteurs ou moteurs de l'histoire et en faire les prochains sauveurs de l'humanité, mais pour définir leur part dans le devenir de notre histoire. C'est dans ce contexte spécifique que j'aborderai l'analyse du mouvement des femmes.

Femmes et Politique

[Retour à la table des matières](#)

Ayant refusé dans leurs slogans de remplacer un pouvoir par un autre, les femmes se sont situées d'emblée en extériorité par rapport au pouvoir politique. Notre manière de nous réapproprier la politique était d'amener la politique sur notre propre terrain. Ainsi quand tous les autres groupes criaient « tout est politique », nous disions « le privé est politique ». C'était notre façon de faire « descendre la politique de ses hautes sphères ; et de donner à nos moindres actions quotidiennes une envergure politique. En même temps, plus que pour les autres

⁴² Voir à ce sujet mon article sur les mouvements étudiants dans les années 70. *Le Mouvement Social*, numéro spécial à paraître en 1981.

⁴³ Bien que je n'aime pas utiliser ce terme « nouveau », galvaudé et ambigu à bien des égards, je n'en vois pas d'autre qui résume autant cette tendance sociologique et philosophique qui prétend, grâce à cette découverte, renouveler la pensée et la praxis sociale.

groupes contestataires, les femmes ont été tout au long de leur histoire exclues du politique ; elles reproduiront dans leur intervention cette marginalité intrinsèque. De cette constatation, le mouvement féministe conclut traditionnellement à l'oppression des femmes, à leur exclusion des sphères politiques par les mâles qui les occupent et à leur réclusion dans les domaines privés.

Mon hypothèse, telle que j'essaierai de la développer dans cet essai, c'est que les femmes, exclues du pouvoir politique ont tissé une infinité, une multitude de pouvoirs marginaux par lesquels elles s'expriment. Elles donnent un sens autre au privé et au politique. Aujourd'hui, tenter de codifier ou de canaliser cette multitude en Fun, serait une erreur. C'est pourquoi je pense que l'attitude des femmes envers le pouvoir politique est une ruse suprême pour s'en tenir écartées, plutôt qu'une oppression :

- a) les femmes n'ont pas eu/voulu de ce pouvoir politique ;
- b) elles ont développé des réseaux de solidarité au sein d'une mouvance communautaire et familiale de laquelle elles tirent un certain type de pouvoir. Au moment où les groupes sociaux sont à la recherche d'alternatives nouvelles au pouvoir politique dévalorisé, les « pratiques féminines » apparaissent alors comme viables, ou en tout cas comme susceptibles de fonder une autre légitimation de la société. De là, on peut mieux comprendre pourquoi les femmes se sont retrouvées projetées à l'avant-garde d'un mouvement social dont l'ampleur initiale ne laissait aucunement prévoir de tels effets. C'est autour de ces deux points que je voudrais orienter mes premières réflexions.

De quoi sommes-nous exclues, au juste ?

L'exclusion des femmes de la politique appelle certes quelques commentaires. Constatation immédiate dès qu'on regarde les gouvernements, les États libéraux et totalitaires, maintenant et par le passé : la présence des femmes y est réduite, sinon totalement inexistante.

Cette représentation semble tenacement ancrée à la réalité : des études dites scientifiques le démontrent ⁴⁴. Mais à cela s'ajoute la profonde incapacité que nous avons à nous voir en politique, à nous y définir une place et un rôle. Nous avons ainsi intériorisé ce rejet de la politique dans toutes nos pensées et comportements. La façon dont s'est réalisée cette intériorisation est non moins pernicieuse et tenace. J'aimerais illustrer cet état de fait à l'aide d'expériences marquantes, témoignage de mon vécu de ces deux dernières années. Ayant choisi d'enseigner deux cours sur les Femmes et la Politique, j'aimerais ici présenter quelques-unes des réflexions que ce travail m'a inspirées.

À l'UQAM, le cours fut donné dans le cadre d'une série de cours que le Groupe interdisciplinaire d'étude et de recherche sur la condition des femmes, organise ; six à sept cours sont donnés chaque session dans plusieurs départements. J'étais chargée de celui concernant les Femmes et la Politique. 80 à 90 personnes y ont assisté régulièrement, dont 60 m'ont remis des travaux. C'est à partir de ces travaux, dont les sujets étaient librement choisis, que je tirerai quelques remarques. Les étudiants réguliers de l'UQAM pour moitié, libres pour l'autre moitié, avaient entière latitude pour définir leurs sujets d'étude. Évidemment, l'organisation même du cours leur en suggérait la teneur. Le cours, que j'avais divisé en trois parties, comprenait une première partie qui s'intitulait « les théories politiques sur et pour les femmes », une deuxième, « quelles voies pour la libération des femmes » et une troisième, « vers une anthropologie du pouvoir des femmes ». Ce qui revenait à dire qu'on voulait couvrir, à partir d'un seul et même cours,

⁴⁴ Cet aspect de la question est le plus largement documenté. C'est à partir de cette évidence que la plupart des analyses féministes concluent à l'oppression des femmes (entre autres Helga Novotny) ; *Where the Power Is, Women Are Not* », *Feminist Review*, London, 1980). Pour le Québec, je ne connais que très peu d'études particulières qui illustrent cet état de fait : Christiane Noisieux-Bacave a présenté une communication s'intitulant « Le Recrutement politique des femmes au Québec » (mai 1979) dont la méthodologie autant que l'argumentation laissent à désirer. Francine Fournier a écrit un texte : « Les femmes et la vie politique au Québec », dans M. Lavigne et Y. Pinard, *les Femmes dans la société québécoise*, Boréal Express, 1977, qui résume la situation.

Une dizaine de thèses sur les femmes sont recensées en Science Politique au Québec depuis 1929. C'est plutôt les questions légales, juridiques et institutionnelles qui captent l'attention des politicologues.

l'ensemble de l'existence publique des femmes. Or il nous est très vite apparu que, de fait, nous n'y parvenions pas, et qu'au contraire c'était une connaissance éclatée que nous pouvions faire jaillir. Une connaissance extrêmement partielle qui tentait d'appréhender tour à tour et pêle-mêle les mouvements politiques de femmes dans leurs revendications électorales ou syndicales, les attitudes gouvernementales et légales par rapport à elles ; les nécessités clairement définies ou non d'organisations autonomes des femmes pour revendiquer ou exiger l'« égalité, l'indépendance, bref la reconnaissance pleine et entière de l'individualité féminine. Tout cela se faisant dans la plus grande confusion des termes et des sujets. Des sujets traités par les étudiants, pas un n'abordait le problème des rôles politiques attribués ou non aux femmes. Rien sur le vote ou les postes gouvernementaux par exemple.

Ce qui revenait le plus souvent, c'est la discussion sur les mouvements politiques de femmes : mixtes ou pas, autonomes par rapport aux organisations traditionnelles ou pas, comités syndicaux de la condition féminine, etc. Sortis de ce champ qu'on ne savait d'ailleurs pas trop comment aborder, l'autre mode de réflexion s'attachait à critiquer les recommandations du conseil du Statut de la femme dans son ouvrage « *Égalité-Indépendance* ». Le seul travail dans lequel nous nous sommes impliquées de façon massive, c'est dans *J'expérience* du recueil des récits de vie de femmes. Mais j'y reviendrai plus loin.

Ce qui ressort donc de cette expérience, par ailleurs passionnante, c'est l'incapacité que nous avons de poser les problèmes en termes de politique traditionnelle. Au départ, comme à la fin du cours, la sphère du politique nous restait étrangère ; tout au plus pouvions-nous la contester, mais jamais ne l'avons-nous vraiment pénétrée. Cela restait un domaine entièrement, pour ne pas dire exclusivement étranger, autre, sans doute alors masculin.

Deuxième expérience, à l'Université Laval ; ce fut un séminaire de maîtrise qui promettait enfin de faire la lumière sur même sujet. Fonctionnant en petit groupe de treize personnes, nous vous promettions de dévoiler tous les secrets que les femmes avaient envers la politique. Nous avons donc choisi collectivement d'aborder le problème par le biais des thèmes qui nous paraissaient centraux : corps, famille, travail.

Brièvement, ce qui s'est alors passé c'est qu'on a tout simplement tenté d'interpréter la réalité sociale, en inversant les rapports dominants et en les relisant à la lumière de l'intervention des femmes.

L'avenir de la famille dans les rapports sociaux actuels, l'inégalité dans le travail, l'oppression sexuelle étaient certes des sujets importants à aborder, mais en aucun cas ils ne pouvaient remplacer une analyse centrée sur le pourquoi et le comment de la domination mâle en matière de politique, d'État, de fonctionnement global du corps social.

Que faut-il en conclure ? Doit-on y voir l'incapacité du milieu universitaire à identifier et analyser les problèmes politiques ? Étant très critique par rapport aux milieux universitaires en général, je n'aurais guère hésité à choisir cette explication et à me trouver moi-même un autre sujet de recherche.

Mais le problème me semble bien plus complexe que cela, car cette incapacité de définir l'intervention des femmes dans la politique ne nous est pas spécifique. D'autres que nous partagent cet aveuglement. Des vingt femmes que nous avons rencontrées et interrogées, aucune n'a pu nous dire qu'elle faisait de la politique, ou même qu'elle y portait un quelconque intérêt. Un mot sur cette troisième expérience.

Peut-être sommes-nous seulement exclues de la Politique ?

Dans le cadre d'un projet de recherche que je dirige sur la perception de l'histoire du Québec par les femmes, j'utilise la méthode dite autobiographique qui consiste à établir des récits de vie et à les analyser pour mesurer aussi bien le changement social que les itinéraires individuels pour comprendre mieux le tissu social ⁴⁵. Ces entrevues permettent de mesurer l'évolution personnelle et comment elle est vécue puis racontée. À partir d'une vingtaine de récits, ce qui ressort, c'est l'incapacité totale des femmes interrogées à comprendre ou

⁴⁵ Ce projet a fait l'objet d'un rapport de recherche au conseil de Recherche en sciences humaines qui m'a octroyé une subvention (nov. 1980), et d'un article résumant la problématique, à paraître dans *Recherches sociographiques* (mars 1981).

même à entrevoir et à fortiori à s'insérer dans « la politique ». Domaine à priori exclu, dont on perçoit seulement les formes ponctuelles du vote, de la lecture du journal, et des nouvelles à la télévision. Et encore.

Les femmes de 60 ans et plus n'ont pas d'habitude de vote et pour cause : le droit de vote est obtenu tardivement, ici, en 1940 ; et pour leur premier vote, elles s'efforçaient soit de ne « pas annuler le vote de leur mari » en leur demandant pour qui il votait, soit encore de voter comme la famille avait toujours voté (c'est-à-dire comme le père votait), soit de s'abstenir complètement. Il est rare de voir les convictions électorales nettement affirmées, ou si elles le sont, c'est en rapport, contradictoire ou complémentaire, aux hommes. Dans la classe d'âge des femmes entre 35 et 60 ans, il est plus fréquent de trouver les tendances habituelles des rouges et des bleus se démarquer chez les femmes. Mais là, il y aurait tout un travail à faire pour en définir les zones, pourquoi et comment ces habitudes de vote se sont prises. Dans la classe d'âge de 18 à 35 ans, le désintérêt pour le vote est presque total. Chez les jeunes femmes interrogées, elles nous disent presque d'emblée ne pas s'intéresser à la politique. Mais s'il est impossible de conclure à partir de si maigres échantillons, il est important de poser des questions.

Comment se fait-il qu'environ cent personnes, étudiants et moi-même inclus, d'âges et de milieux socio-professionnels différents, aient tant de difficultés à définir leur rôle dans la vie politique ? Pourquoi les femmes, même quand elles ont accès au domaine public, accèdent-elles rarement au pouvoir politique ? Quels rapports entretiennent-elles avec ces monstres que sont le pouvoir, l'autorité, la politique, la violence ⁴⁶ ? Comment arrivent-elles à établir un *modus vivendi* avec le pouvoir politique duquel elles sont majoritairement exclues,

⁴⁶ Une excellente présentation du problème « *Women and Power* », issue d'un colloque du même nom est publiée par Joan Kelley dans *Feminist Studies*, printemps 1979, vol.V. n°1, intitulée « The Doubled Vision of Feminist theory : a Postscript to the Women and Power » Conference » pp. 216-227. Cf. également deux très bons articles que Berenice A. Carroll, organisatrice de ce même colloque, a produit par ailleurs pour la revue d'études féministes *Signs* ; « Political Science, Part II : International Politics, Comparative Politics and Femenist Radicals », pp. 449-458. *Signs*, vol. V, n° 3, printemps 1980.

dans leurs vies de tous les jours ? Deux voies au moins peuvent être distinguées, dans le mouvement des femmes actuellement.

La première qu'on qualifie à tort de réformiste, est celle qui est sortie majoritaire du mouvement féministe des années 60. C'est celle qui revendique l'accession des femmes à l'égalité juridique, sociale, politique. Les femmes ne sont pas des enfants ; elles sont des individus à part entière. L'*Equal Right Amendment* américain et les tentatives similaires partout ailleurs dans le monde occidental, tendent à rectifier les oppressions les plus criantes. Ouverture de tous les postes décisionnels aux femmes, action positive, droits de la personne, ouvertures des ministères ou d'organismes spécialistes de la question de la femme... D'une importance fondamentale, ce mouvement vers l'égalitarisation ou vers l'interchangeabilité des rôles nous est à toutes, bénéfique. Mais on peut dire après quelques années d'expérience que cela est loin de résoudre le problème que les femmes, par leurs revendications, posent à l'ensemble de la société.

Et si on n'en voulait pas, de leur politique !

Car en fait d'interchangeabilité des rôles, on en vient très vite à occuper la place tenue par le pouvoir mâle. Une étude récente faite sur le personnel féminin d'une Université du Nord-est des États-Unis a voulu tester l'attitude des femmes en position de pouvoir ou d'autorité. L'auteur Sharon S. Mayes tire des conclusions qui peuvent nous intéresser⁴⁷. Elle constate d'abord le désarroi dans lequel sont plongés les subordonnés quand c'est une femme qui occupe le poste supérieur. Nous avons tous pu constater la surprise et l'étonnement autour de nous, quand c'est une femme qui dirige. C'est encore aujourd'hui considéré comme un phénomène spécial, loin d'être intégré à la vie quotidienne. Mais pire encore, les femmes-cadres hésitent à changer l'aspect du poste qu'elles occupent et se conforment entièrement au pouvoir qu'elles doivent assumer. C'est ainsi qu'on voit des femmes s'identifier entièrement aux fonctions qu'elles assument, et devenir encore plus tyranniques que les hommes qui occupent les mêmes fonctions. Il semble que le désir d'en faire plus pour montrer aux au-

⁴⁷ Sharon S. Mayes, « Women in Positions of Authority : a Case Study of Changing Sex Roles, », *Signs*, vol. IV, n° 3, printemps 1979, pp. 556-568.

tres qu'on est compétent amène ces femmes à perdre toute forme d'auto-conscience. Finalement, le poste d'autorité reste un poste de pouvoir, qu'il soit occupé par un homme ou par une femme. Le sexe de celui qui l'occupe n'altère en rien l'oppression qu'il peut produire. Mais l'auteur de cette enquête va plus loin que ces simples constatations. Elle remarque que les femmes, appelons-les cadres ou leaders, apparaissent aux autres comme ayant résolu le conflit famille/carrière. Et c'est cela que je soulignerai. Ces femmes qui ont intégré la sphère du pouvoir public, semblent l'avoir fait au détriment de leur famille et pire encore, au détriment de leur sexualité. Elles apparaissent désormais comme des femmes de carrière. C'est la perte des valeurs attachées à l'univers familial, que les autres femmes ne veulent en aucun cas subir. C'est ainsi que Mayes en arrive à expliquer que le pourcentage des femmes au pouvoir décisionnel n'a pas dépassé le 1% de l'ensemble du personnel dans cette Université. Pour elle, les femmes dans leur grande majorité refusent de remettre en cause ces valeurs qu'elles jugent fondamentales, et préfèrent s'abstenir d'exercer le pouvoir public. Pour elles, pouvoir politique ou public équivaut à une perte de ce qui leur semble être leur identité de femmes, leur pouvoir propre, à savoir celui qu'elles détiennent sur la société à partir de leur famille. On pourrait même aller jusqu'à dire au détriment de leur sexualité : dans le sens où notre sexualité, notre corps, médiatise notre rapport au monde, au corps social.

Cet exemple que j'ai grossièrement schématisé a l'avantage de rendre plus concret le problème que nous nous posons sur le pouvoir. Est-il irrémédiable que la place du pouvoir soit celle de la violence et de l'oppression des autres, et que quiconque l'occupe assume cette fonction ? Les hommes auraient-ils de façon définitive entaché le pouvoir politique de tous ces attributs qui le rendent odieux à l'autre sexe ? Et dans ce cas, quel intérêt avons-nous à lutter pour ce pouvoir ? Si nous sommes condamnées à seulement occuper la place des hommes, que reste-t-il de cette subversion sociale dont le mouvement féministe se dit porter ? Tout cela, ne serait-ce que mots dont nous nous affublons pour prendre tout simplement leur place ? C'est à ce niveau-là du questionnement que je crois la réflexion sur le passé indispensable. Car, si on tente d'expliquer l'histoire de l'humanité en effaçant les femmes des postes et mécanismes décisionnels on aboutit à une histoire tronquée ; celle-là même qui « explique » le nazisme

comme un lapsus historique et qui refuse de voir en quoi le nazisme représente effectivement une partie des aspirations du peuple allemand. L'aliénation de cette population ne peut pas justifier l'acceptation d'une telle barbarie. Des éléments infiniment plus subtils que le tryptique oppression /répression / aliénation ne sauraient entièrement résumer, sont en jeu, qu'il nous appartient de mettre en lumière. D'une autre façon, il ne s'agit plus pour les femmes de crier aux démons pour les conjurer. Il ne suffit plus de dire que la famille est le lieu privilégié de notre oppression, pour que la structure familiale vole en éclat! L'enfantement, et l'enfermement familial qui l'entoure, tient une place prépondérante dans la vie de toutes les femmes, qu'elles s'en libèrent par son refus ou qu'elles s'y complaisent. La persistance de ce problème comme centre de l'ambiguïté des attitudes des femmes, nous oblige à composer avec. C'est à cette investigation que je me livrerai maintenant.

Femmes et Famille

[Retour à la table des matières](#)

Il me semble que l'histoire des femmes, dans la famille, telle qu'on peut la découvrir, est riche d'enseignements ⁴⁸. Loin d'être absentes des mécanismes décisionnels, les femmes sont intervenues de façon importante dans leur fonctionnement. L'État moderne occidental ne s'est pas trompé, qui constamment a tenté de se concilier ou s'annexer leur appui.

⁴⁸ L'historiographie de la famille a subi de nombreux changements : on assiste ces vingt dernières années à un regain d'intérêt pour le sujet qu'on aborde différemment depuis l'étude que Philippe Ariès consacre à *l'Enfant et la vie familiale sous l'ancien régime*. Un numéro spécial des *Annales ESC* de 1972 « Famille et Société » résume bien ces nouvelles tendances (juillet-octobre). Mais il nous reste encore beaucoup de chemin à accomplir pour définir la place spécifique qu'occupent les femmes dans la famille, en tant non seulement que mères, épouses, domestiques, maîtresses, etc. mais comme agents historiques à part entière.

Nous, au XIX^e siècle étions les gardiennes du foyer

Ainsi une des activités principales des gouvernants au XIX^e siècle a-t-elle été de vouloir s'appuyer sur les femmes pour établir et étendre leur contrôle. Jacques Donzelot décrit bien ce processus dans *la Police des familles*⁴⁹. Ainsi les femmes seront-elles le pilier de ces familles bourgeoises, monogamiques, pièces maîtresses de la socialisation souhaitée par un XIX^e siècle entreprenant. Le moyen utilisé est simple : il suffira que le corps social reconnaisse et valorise ces sphères naturelles que sont la procréation, l'enfantement et l'élevage des enfants et assigne à la femme le rôle de gardien et défenseur de ces valeurs. Cette méthode qui n'est pas propre au XIX^e siècle occidental, est néanmoins améliorée et sophistiquée. En effet l'État moderne découvre dans la famille l'élément capable à la fois de médiatiser son pouvoir et d'en être le relais, mais aussi d'être la pièce maîtresse cristallisant la liberté des individus contre lui. Or, et sans être manichéiste, le besoin de légitimer son existence et son pouvoir aux yeux du corps social va pousser l'État à chercher à s'annexer la famille. Là, le partage des rôles et la limitation du réseau familial à une cellule monogame devient le moyen privilégié de cette entreprise. La série de juridictions, de législations qui aboutit au contrôle de plus en plus étroit de la famille par l'État, est l'objet de recherches récentes qui documentent fort bien cet aspect de l'histoire sociale⁵⁰. Mais dans ce processus, et c'est ce qui compte pour nous, l'État troque un certain nombre de ses pouvoirs contre d'autres. En l'occurrence, en s'adjugeant l'autorité suprême sur la famille, l'État se fait patriarcal, c'est-à-dire que « l'autorité visible du père lui est conférée et disparaît donc des instances familiales, laissant à la femme l'entier contrôle des affaires éducatives, juridiques, existentielles⁵¹ ». En fait, en pratiquant

⁴⁹ Édition de Minuit, Collection Critique, Paris, 1977.

⁵⁰ Michel Foucault a initié cette tendance avec son *Histoire de la sexualité, la volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1977. Un peu à contre courant de lui, Michelle Perrot a dirigé un séminaire à Paris VII ainsi qu'un numéro spécial du *Mouvement social* : « Travaux de Femmes », (oct.-déc. 1978) qui contribuent grandement à l'avancement de la réflexion dans ce domaine. Cf. aussi *l'Histoire sans qualités*, collectif. Galilée, Paris, 1979.

⁵¹ J. Donzelot, *ibid.*, p. 100, pp. 33-35, s.q. Cette interprétation de Donzelot me semble rapide et pas assez convaincante du point de vue des femmes.

cette division du travail au sein de la famille, l'État en vient à valoriser le travail privé, domestique des femmes. Aux hommes les sphères publiques, aux femmes le privé, et chacun est roi dans son domaine au plus grand profit d'une harmonie sociale renouvelée, et d'une justification manchesterienne de l'état libéral. Du point de vue strict des femmes, il n'est guère étonnant de voir à quel point cette situation leur semblait certes avantageuse, mais encore insuffisante. Avantageuse à bien des égards : le sort commun des femmes devenait soudain une source importante de reconnaissance sociale. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'importante activité des femmes dans les oeuvres et les mouvements bénévoles à travers tout le XIXe siècle et une partie du XXe siècle ⁵². Il était aisé de promouvoir des valeurs qui leur semblaient si naturelles à réaliser. Les associations hygiénistes mais aussi le très fort mouvement puritain dans le monde anglo-saxon surtout, se sont développés sous la houlette de femmes conscientes de leur nouvelle emprise sur les mœurs et la culture ⁵³. Même si ce mouvement est très entaché d'idéologie petite-bourgeoise et bourgeoise, il n'empêche qu'il eût une importance capitale dans la vie même des couches

Tout en replaçant les femmes dans l'histoire, il les fige dans une histoire très fonctionnelle de la famille. Il reste tributaire d'une vision qui aliène les femmes à leur famille et à l'État. On ne les voit guère actrices de leur propre histoire.

⁵² Une étude ponctuelle permet d'entrevoir les contours de cette interprétation : Richard A. Cloward & Frances Fox-Piven, « Hidden Protest The Channeling of Female Innovation and Resistance », *Signs*, vol. IV, n° 4, été 1979, pp. 651-669.

⁵³ Voir à ce sujet l'excellente étude de Mary P. Ryan : « The Power of Women's Networks », *Feminist Studies* été 1979. À partir de l'étude de *The American Female Reform Society*, elle conclut sur deux points qui me semblent importants : a) elle note l'aspect novateur et formateur que les femmes ont joué dans la constitution du système d'associations américain. En développant des formes d'organisation et de coopération qui sont adaptées à leurs besoins, les femmes introduisent une nouvelle forme d'intervention politique ; b) Ryan définit l'intervention de cette société de femmes comme décisive dans la mise sur pied de normes sexuelles régularisant les comportements des jeunes gens et des jeunes filles. L'institution et la défense de ce code moral, très rigide, leur permet d'accéder aux décisions locales. « Le « commérage » devient une forme d'intervention sociale. Tel homme irrespectueux envers sa femme devenait l'objet d'une « mauvaise réputation » dans toute la ville et se voyait refuser tout crédit bancaire.

ouvrières et paysannes où la femme, maîtresse du foyer est aussi la garante d'une bonne moralité.

Mais le corrélatif de ces nouvelles fonctions, c'est la conscience nette que certaines militantes féministes auront, que cette valorisation sociale ne peut aller sans une égalité politique et économique. Il n'est pas indifférent de savoir qu'aux États-Unis, le mouvement féministe, surtout suffragiste, sera la composante principale du mouvement général pour la réforme de l'État et sa libéralisation ⁵⁴.

En Europe, le phénomène est quelque peu différent. La revendication du droit de suffrage, mais surtout de l'égalité entre les sexes dans le travail et la rémunération est plus minoritaire. Il s'inscrit de façon plus contingente dans le réaménagement des pouvoirs à la fin du XIXe siècle. La polarisation intense des rapports de force entre classes ne laissait que peu de marge à la constitution d'un mouvement féministe autonome. C'est pourquoi la législation sociale touchant le travail des femmes et des enfants, intervient dans la foulée d'une revendication ouvrière plus globale. En même temps la réduction des heures de travail des femmes et des enfants et l'interdiction du travail de nuit seront des mesures sociales voulues par l'État qui tient à garder la force de travail intacte, et veut donc la protéger.

Mais l'ensemble de ces besoins concourt au même résultat les femmes se retrouvent être les gardiennes des sphères privées, affectives. La socialisation accrue des domaines de l'éducation, de l'assistance publique et médicale entraînera la rémunération graduelle des femmes qui performant ces tâches. Parallèlement à la laïcisation de l'État, l'Église et les religieuses perdront le monopole de ces fonctions au profit de l'État. Mais le domaine du privé perd autant de son autonomie : là aussi l'intrusion de l'État dans l'accomplissement des tâches médicales et éducatives « libère » un contingent de femmes désormais prêtes à entrer dans la force de travail. Les femmes seront désormais payées pour accomplir les tâches qu'elles faisaient dans le privé pour leur famille. Apparaissent alors ces métiers purement féminins que sont ceux d'institutrices, de gardes-malades, de ménagère domesti-

⁵⁴ W. Leach, *True Love & Perfect Union*, Basic Books, 1980.

ques ⁵⁵. Dans le même temps où l'État concède cette sphère d'intervention aux femmes - tout en la dévalorisant dans l'échelle sociale -, les femmes perdent de leur influence au sein de la famille. Ce processus double reste encore peu problématique dans la mesure où, pour les femmes, cette socialisation de leur rôle ne signifie pas une rupture profonde avec l'image qu'elles se font d'elles-mêmes. En effet, elles justifieront leur entrée sur le marché du travail comme le prolongement pur et simple de leur activité privée.

Mais que feront-elles de leur liberté ?

Le conflit carrière-famille se posera avec acuité avec le XXe siècle. Le travail des femmes en usines ou dans les services va être mal vu. Ces femmes aux allures garçonnières, ces veuves aux jupes courtes, ces midinettes dévergondées feront la « une » des journaux, même les plus progressistes. On déplore une telle décadence. Pour les uns, patrons et gouvernants, les femmes sont une source inépuisable d'emplois sous-qualifiés, donc sous-payés, compressibles, qui plus est - puisqu'il est bien connu que les femmes doivent entrer et sortir du marché du travail selon les besoins du profit. Pour les autres, syndicats et partis ouvriers, l'entrée des femmes dans le monde du travail signifie toutes sortes d'ennuis. Depuis les « voleuses d'emploi » aux « briseuses de grèves » les femmes seront traitées de tous les noms.

Ces conditions de vie nouvelles vont entraîner plusieurs types de réactions auxquels la société européenne répondra différemment. Les cas les plus extrêmes sont ici intéressants à examiner. L'Italie fasciste et l'Allemagne nazie seront les prototypes exagérés mais néanmoins bien réels d'un certain type de politique. En réponse à la décadence et à la liberté des mœurs, l'État totalitaire va promouvoir l'image idéale de la Femme-Mère capable de régénérer la nation et lui redonner grandeur et puissance. Les Odes que Mussolini et Hitler diffusent abondamment et qui glorifient cette Femme Salvatrice ne trompent guère. L'entreprise est d'envergure : il s'agit de réhabiliter le rôle naturel de la femme/reine du foyer et procréatrice de beaucoup d'enfants comme *nécessaire* à la survie et à l'expansion de la Nation. Ce dis-

⁵⁵ On connaît de mieux en mieux ces métiers. Cf., Anne Martin-Fugier, *les Bonnes*, Michelle Perrot, déjà citée, et Alain Corbin, *les Filles de noces*.

cours n'est pas un simple fait de propagande démagogique, même s'il est aussi cela. Il s'appuie sur ce sentiment que les femmes ont d'avoir perdu tout ou partie de leur raison d'exister. Ce qu'elles savent faire le mieux n'est pas reconnu comme productif et valable par la société. Cette entrée dans le monde public s'accompagne de surcroît d'une perte d'autorité dans la famille : le contrôle des enfants leur échappe et le réseau étroit des relations parentales se distend. C'est sur ce mécontentement que l'État totalitaire voudra construire sa politique pour s'allier les femmes. Il leur proposera la *reconnaissance politique* en échange de leur appui. Il reconnaîtra la contribution fondamentale que les femmes font à la société en procréant, et définira que sans elles, la Nation n'est rien. Pour la première fois dans l'histoire des sociétés industrielles modernes, le rôle naturel des femmes est valorisé politiquement. L'entreprise, mythique par bien des aspects, fut convaincante. Des milliers de femmes enrôlées dans des ligues de femmes nazies, dans des associations de fermières, de paysannes etc., joueront un rôle important dans l'entreprise de régénération nationale. De fait, leur rôle politique et leur implication sociale dépassaient largement les sphères qui leur étaient assignées. Les « 3 K » (Cuisine, Enfants, Église) étaient la traduction symbolique du rôle mythique imparti aux femmes ⁵⁶. Les travaux récents sur cette partie si dramatique de l'histoire européenne ne concluent ni à un boom de la natalité, ni à une recrudescence de la religiosité, ni même à un enfermement des femmes dans leur foyer ⁵⁷. À part les cas exemplaires de ces femmes qui ont obtenu une médaille du Führer pour avoir accouché de 4 enfants ou plus - elles seront 3 millions en 1932 -, on ne peut guère conclure à l'adoption de ce modèle par l'ensemble des femmes. Au contraire, les femmes sont largement intégrées à la production industrielle et agricole ⁵⁸. Bénéficiant de conditions économiques particulières - l'autar-

⁵⁶ Renate Bridenthal et Claudia Koonz : « Beyond Kinder, Küche, Kirche, Weimar Women in Politics & Work.,, in Berenice Carroll ed., *Liberating Women's History*, Univ. of Illinois Press, Chicago, 1976, pp. 301-329.

⁵⁷ M. A. Macchiochi dans *Éléments d'analyse du fascisme*, Coll. 10/18, Paris, 1976 et *les Femmes et leurs maîtres*, Ch. Bourgeois, Paris, 1978. Les chiffres indiquent même une baisse de la natalité en Italie. Le taux de natalité de 27,5 pour 1000 habitants en 1927 tombe à 23,5 en 1939.

⁵⁸ En Italie les femmes constituent une part non négligeable de la main-d'œuvre industrielle, sous qualifiée et payée moitié moins que les hommes par décret du Duce (75,6 % de l'industrie textile, 50 % de l'industrie du papier, 49,8 % de

cie en matière d'approvisionnement par exemple -, les femmes participent de plain-pied à l'évolution de la société allemande. C'est aussi une femme, Leni Riefenstahl, qui, dans le domaine du cinéma, expérimentera cette extraordinaire fusion de la technique et du message politique. L'ordre totalitaire a réussi, mieux que n'importe quel autre régime bourgeois démocratique, à intégrer les facultés féminines à ses propres besoins. Que cette « aventure » se solde par un génocide démoniaque ne doit pas nous faire sous-estimer ces aspects de la société totalitaire. On ne peut s'empêcher de se demander comment le peuple allemand est entré dans cette mystification. Pourquoi les femmes ont-elles été attirées - ou en tout cas sont-elles restées silencieuses - devant ce qu'on sait avoir été le fascisme ? Je n'ai pas l'ambition de répondre à des questions d'une telle ampleur. Néanmoins, je me permettrai d'avancer certaines hypothèses. Sans vouloir donner l'ensemble des éléments illustrant l'histoire des régimes totalitaires, il est un point qui me semble déterminant. L'extrême instabilité de la société libérale, sur laquelle les mécanismes parlementaires et démocratiques n'ont plus aucune prise, a engendré un remaniement considérable des rôles et des places des individus dans l'ordre social. Les tentatives que certains groupes sociaux, surtout socialistes et communistes, essaient de générer, subissent échecs sur échecs et ce, de 1918 à 1928 au moins. L'alternative totalitaire se présente justement comme la fin du chaos, le retour à la grandeur et à la stabilité. Le modèle des 3K que Hitler et ses propagandistes vont chercher dans le passé allemand correspond à cet ordre nouveau qu'ils préconisent. Même si la situation des femmes n'est plus du tout adaptée à ce slogan, l'idée qu'il évoque représente néanmoins une garantie d'équilibre. Aucun des protagonistes d'Hitler, des libéraux aux communistes en passant par les sociaux et chrétiens démocrates, ne s'étaient vraiment souciés de trouver et de donner une place aux femmes, ni dans leur programme, ni dans leur action ⁵⁹. Les

l'industrie du cuir). En Allemagne le phénomène du travail des femmes est encore plus net puisque entre 1933 et 1945, la population active féminine double. À noter cependant que cette inclusion dans le marché du travail est limitative puisque toutes les professions libérales leur sont interdites. La dévalorisation de leur travail est ici absolument convaincante.

⁵⁹ Je n'oublie pas les femmes socialistes allemandes même si je réduis leur existence à une simple note. Clara Zetkin et Rosa Luxemburg pour ne citer que les plus connues ont été aux avant-postes d'un combat authentiquement révolutionnaire. La Conférence internationale des femmes socialistes qui, en mars

quelques féministes des années 20 désiraient surtout rendre le vote des femmes - octroyé en Allemagne en 1918 en même temps que la constitution de Weimar - plus effectif. L'obtention de postes de pouvoir était pour elles l'objectif majeur pour promouvoir le changement. Dès lors, l'identification des femmes au régime totalitaire va se faire sur la base de la garantie de reconnaissance qu'elles croyaient y trouver. Fondamentalement, ce qui était à l'œuvre dans cette opération, c'est la capacité qu'a eu le régime totalitaire de s'appuyer sur l'extrême ambivalence des femmes en ce qui a trait à leur reproduction. Elles préféreront se réfugier dans la croyance en un mythe, plutôt que d'affronter ce qui leur apparaît comme la dislocation ultime de leur raison d'être et d'exister : leurs enfants et leurs familles. L'industrialisation rapide de l'Allemagne et de l'Italie et la destruction graduelle d'une société rurale qui assurait une certaine pérennité aux institutions et aux individus, a permis au fascisme de s'installer. Les femmes ont cru, en adhérant au fascisme, faire reculer et même arrêter cette machine destructive des valeurs et d'harmonie qu'est la société industrielle. Le modèle qu'elles avaient à leur disposition, c'est celui des 3K. Hitler saura s'en servir pour asservir les femmes.

Il aura fallu une guerre et l'intervention de puissances étrangères pour que les régimes nazi et fasciste soient expulsés.

Alors, liberté dans la contingence ?

Il a fallu l'extension de la contraception à des couches de plus en plus larges de la population féminine, pour que les questions de la reproduction et de la famille nous forcent à changer nos références et nos modèles de vie.

Ce phénomène majeur dans nos vies de femmes et dans l'histoire des sociétés occidentales, qu'est la contraception, consacre notre statut social. L'ambivalence est ici totale. D'une part, on a l'État libéral qui emprunte aux régimes totalitaires ses formes d'intervention sur le

1915, proclame la lutte des femmes pour la paix s'est, bien avant les conférences de Zimmerwald et Kienthal, opposée à la guerre. Mais là encore, le résultat de ce militantisme fut en grande partie canalisé dans la mouvance socialiste plus que féministe.

corps social ; qui ne peut plus se permettre de laisser « la nature », c'est-à-dire les individus dans leur intimité, régler les flux de population. Au nom de toute la société, l'État pourvoyeur du travail et du bien-être des individus se doit également de contrôler le rythme de son développement, donc de leur reproduction. Le *Welfare State*, préparé de bien des façons par les revendications ouvrières et voulu par la conjoncture, s'installe. En même temps que l'État garantit la santé et le patrimoine des individus, il s'arroge le contrôle de toutes leurs fonctions privées. La contraception est une des pièces maîtresses de ce dispositif ⁶⁰. En même temps qu'il « libère » les femmes des corvées de l'enfantement involontaire et des grossesses successives, il les asservit par une nuée de contraintes dont la médicalisation de leur corps n'est pas le moindre aspect. Il n'est donc pas étonnant de voir l'essentiel des revendications du mouvement féministe se cristalliser autour du corps des femmes. Le droit de contrôler son corps, donc sa propre fécondité, sera le credo de la deuxième génération de femmes qui expérimente les bienfaits de la contraception. En même temps ce discours est double : il dit d'une part vouloir enlever à l'État le contrôle du corps des femmes pour se l'approprier, tandis que d'autre part il donne les femmes comme aliénées et opprimées, donc incapables de négocier ce droit sans précisément passer par la protection de l'État : la demande d'être considérées comme des égales en résume la tendance. En ce sens, le mouvement de libération des femmes est étroitement contingent à la conjoncture dans lequel il émerge. Réfractant cette contradiction dans l'action et la quotidienneté des femmes, le mouvement féministe tentera dès lors de définir une sphère *autonome* et *indépendante* de l'État. En quoi il est contingent et comment peut-on définir cette autre sphère, c'est ce que j'essaierai ici de développer.

⁶⁰ La démographie historique est un des outils susceptibles d'éclairer ces problèmes. Angus McLaren a réalisé une synthèse importante « Contraception and the Working Classes : The Social Ideology of the English Birth Control Movement in its Early Years », *Comparative Studies in Society and History*, 1976. Voir également les travaux de William Langer. Pour le Québec, malgré les recherches importantes du Laboratoire de démographie de l'université de Montréal, peu d'études multidisciplinaires ont utilisé ce matériel, riche à bien des égards. Voir *la Fin de la revanche des berceaux* de Evelyne Adamcyck & Jacques Henripin.

Femmes et Pouvoirs

[Retour à la table des matières](#)

Significatif à plus d'un titre, ce qu'on a appelé un peu vite d'ailleurs, le « phénomène des Yvettes », résumera mon propos. « Phénomène » pour les journalistes, mouvement social pour celles qui l'ont vécu, rassemblement politique pour ceux et celles qui ont voulu l'utiliser, cette manifestation des femmes à la veille du Référendum québécois ⁶¹ illustre les nombreux problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui. Sans entrer dans l'analyse intrinsèque de ce mouvement, étudié par ailleurs ⁶² j'aborderai ici ce qu'il dévoile de notre histoire, et en quoi cet événement réfracte aussi bien nos ambivalences que les tâches qui nous reviennent.

Quand Yvette s'en mêle ...

Voilà un mouvement qui naît de ce qui fut considéré, par quelque 70 000 femmes impliquées dans la protestation, comme une insulte à leur statut de femmes. Le ministre responsable de la Condition féminine au Québec, dans une fougue pré-référendaire, traite les femmes qui ne sont pas de son bord, d'Yvettes. Pour notre ministre, emportée par son combat pour l'égalité entre les sexes, toutes les femmes qui restent chez elles sont perdues pour la cause des femmes (l'Égalité) et pour celle de leur nation, le Québec (l'indépendance) ⁶³.

Avant d'avoir des implications politiques, cette déclaration correspond à une démarche historique importante. Elle cristallise un cheminement dont le point de rupture se fait dans les années 60. Jusque-là, ce qui domine la vie des femmes du Québec encore rural, c'est l'in-

⁶¹ Référendum qui s'est tenu en mai 1980, le rassemblement des Yvettes au Forum étant le 7 avril 1980.

⁶² Cf. l'article de R. Dandurand et E. Tardy.

⁶³ Pour reprendre le titre « Égalité-Indépendance », des recommandations faites par le conseil du Statut de la femme au gouvernement péquiste.

fluence du clergé, relayée dans la deuxième moitié du XXe siècle par celle de l'État. La famille, lieu de procréation intense, est le domaine des femmes. Domaine résolument valorisé, puisque c'est là que se joue ultimement la survie de la nation canadienne française. Les femmes canadiennes-françaises seront donc les piliers essentiels d'un nationalisme catholique fervent. Au-delà des discours, qui surtout sous Duplessis ressembleront quelque peu aux exhortations d'un Mussolini, il reste une réalité autrement complexe. Les femmes canadiennes françaises, telles que j'ai pu les entrevoir en dépouillant certains de leurs journaux ⁶⁴ ont intériorisé ce discours, d'une façon qui leur est bien propre. Dans le contexte spécifique d'un nationalisme minoritaire et opprimé, les femmes ont tenu une place centrale dans son maintien et son développement.

Non seulement comme celles qui assuraient la pérennité de la nation, par la procréation et la transmission du patrimoine culturel, mais aussi, et ce n'est pas négligeable, par la constitution de réseaux de solidarité (leur opposition à la conscription par exemple) et la rétention de valeurs émotives et économiques dans la trame sociale. Ainsi ces femmes seront-elles fort conscientes du rôle actif qu'elles jouent dans la constitution et le maintien de la nation. Leur place est fort bien définie : « La politique » avec un grand *P* ne les intéresse pas et elles ne verront guère l'utilité d'aller voter une fois tous les quatre ans quand on peut dans son foyer « quotidiennement influencer l'avenir de son pays ⁶⁵. Hormis le mouvement minoritaire des suffragettes les femmes canadiennes françaises entérinaient dans leur grande majorité la division sexuelle des rôles, pratiquaient leurs droits à la différence et en tiraient une valorisation sociale, sinon politique ⁶⁶. Avec l'affluence économique d'après-guerre, une restructuration décisive a lieu : la rationalisation de la société s'impose. L'État prend la place d'une reli-

⁶⁴ *La Garde-Malade Canadienne-Française, la Bonne Fermière, la Revue Moderne*, ont été dépouillées intégralement (1919-1965) dans le cadre de ma recherche « Les Femmes dans l'histoire ».

⁶⁵ Cet argument est avancé de façon très explicite à plusieurs reprises par les rédactrices de la *Revue Moderne* et repris sous d'autres formes par les deux autres revues, aussi opposées au droit du suffrage pour les femmes. (*Revue Moderne*, n° 2, 1920, p. 56; n° 6, 1933 ; n° 6, 1935).

⁶⁶ De là à dire que la société québécoise était pour autant matriarcale, je ne le crois pas.

gion et d'un clergé contestés, et prend en charge celle du père absent et de la mère travailleuse aussi. Les mécanismes de la consommation matérielle et de la société rationnelle fournissent les substituts aux mythes, aux émotions, aux symboles sociaux. Dès lors le nouveau credo du nationalisme québécois, c'est la viabilité économique : si nous utilisons notre immense territoire et nos énergies naturelles, nous pourrions non seulement survivre mais encore faire établir notre indépendance totale, complète. C'est en termes de chiffres, de statistiques, de technicité, de compétence que se calculent nos droits à l'existence. Le problème de la survie de la population francophone, jusqu'à entre les mains des femmes et de l'Église, ne se posera plus dans les mêmes termes. Les problèmes de fécondité et de reproduction sociale sont remplacés par des problèmes de constitution rationnelle d'une nation francophone. Pour le Québec, il s'agira désormais d'étendre la francophonie - loi 101 et partielle francisation des allophones et de contrôler son immigration. Les femmes québécoises viennent de perdre une partie importante, qui légitimait en grande partie leur situation. Désormais la justification de leur existence n'est pas le foyer et les enfants, mais le travail et la rentabilité économique. En ce sens, le Mouvement de libération des femmes est, à bien des égards, l'écho de cette nouvelle condition des femmes : il faut corriger l'oppression criante des femmes en leur octroyant l'égalité politique que leur travail économique rend indispensable. Comment alors s'étonner que la place des femmes ne soit plus à la maison ? Il est tout à fait évident que ce qui fondait leur pouvoir dans la société s'effondre et n'a plus lieu d'être. L'Institutionnalisation foudroyante que cette revendication a rencontrée s'explique donc aussi bien par l'importance du mouvement des femmes, que par la reconnaissance de l'égalité des individus que l'État libéral entérine. Le ministre responsable de la Condition féminine défendra donc cette position : que l'égalité économique des Québécoises est la condition de leur indépendance et donc, par voie de conséquence de l'indépendance du Québec. c.q.f.d. Mais ce discours, bizarrement, provoque l'effet exactement inverse chez les intéressées. Les Yvettes revendiquent à leur tour la reconnaissance de leur statut. Il leur suffira de rappeler que pendant des dizaines d'années, on n'a cessé de leur dire qu'elles étaient l'indispensable bastion du Canada français *parce qu'elles* procréaient et s'occupaient du foyer. Elles n'accepteront pas de voir leur rôle devenir méprisable, digne des manuels scolaires sexistes, se faire dire d'aller travailler à obtenir l'égalité de

salaires et d'embauche avec les hommes pour que la Nation québécoise soit viable et forte.

Car pour ces milliers de femmes de plus de 20 ans, qui ne sont pas nées dans cet idéal égalitaire, la perte est totale. Non seulement elles ont perdu, avec l'usage de la contraception, leur rôle primordial de « reine du foyer », avec l'urbanisation elles ne jouissent plus du bénéfice de la famille étendue et du réseau communautaire, lieu de toutes ces solidarités et du contrôle qu'elles pouvaient exercer⁶⁷ ; elles ne bénéficient pas encore de ce statut d'égalité puisqu'elles sont confinées à des travaux « féminins », donc peu valorisés socialement et économiquement. En fait, elles n'ont plus de place dans l'édifice social que celle d'une « utopie » égalitaire que le ministre de la Condition féminine leur fait miroiter. Alors, comme c'est de l'avenir de la nation qu'il s'agit, et que le rôle qu'elles ont assumé dans le combat pour qu'elle existe n'a pas été inutile, elles continueront à le jouer. La seule façon qui a réussi est celle qu'elles connaissent le mieux : celle de la différence entre les sexes. La réponse des femmes sera : on est bien chez nous et on y restera : c'est-à-dire la famille est le centre des valeurs sur lesquelles on peut influencer. Comment s'étonner que dans une période où aucun modèle de remplacement n'a vraiment fait ses preuves, un retour à l'ancien modèle ne s'effectue pas ? Que ce soit les forces politiques traditionnelles qui récupèrent immédiatement ce mouvement pour ses propres fins politiciennes, n'est guère plus étonnant. Et de fait, les Yvettes annoncent la victoire de ce courant. Mais plutôt que de condamner ce mouvement comme réactionnaire, il importe pour nous d'être vigilantes et de ne pas « jeter l'enfant avec l'eau du bain⁶⁸ ». L'enfant dans la métaphore étant en l'occurrence la fonction reproductrice des femmes et les conséquences sociales que cela entraîne. Je ne pense pas que le mouvement féministe pour l'égalité puisse faire l'économie d'une réflexion profonde à ce sujet. Jusque-là préoccupé

⁶⁷ Il serait hâtif et faux de conclure à la disparition totale de ce modèle. Les résistances et accommodements à l'urbanisation sont nombreux et variés. D'autres modes d'adaptation, maintiennent encore vigoureuses des solidarités entre femmes. Qui n'a pas fait garder ses enfants par sa belle-mère, sa mère, ses copines, ses voisines, etc. ? Je veux ici simplement souligner que ces réseaux familiaux ne sont plus donnés naturellement : il nous faut les créer par nos soins.

⁶⁸ Conférence « L'État et les droits de l'Homme », (CIEE, nov. 80).

par le statut économique des femmes, ce mouvement a canalisé les énergies des femmes dans un combat certes important, mais de nature réformiste. Je n'ai rien contre les réformes, surtout si elles contribuent, comme c'est leur but, à améliorer notre sort. Il me semble, qu'en l'occurrence, le mouvement pour l'égalité nous a réduit à une sorte d'appendice mercantiliste de l'État. Or, en l'absence d'une stratégie *englobant* la complexité de notre existence et la dualité de nos exigences, il n'est d'autre voie que celle du retour aux vieux modèles. Contribuent à les renforcer, les menaces de cataclysme qu'on brandit maintenant contre nous : notre société incapable d'assurer son renouvellement démographique, ira à sa perte si nous ne reprenons pas nos rôles d'épouses fidèles et de mères. D'où la résurgence perceptible de la famille monogamique, patriarcale, oppressive mais stable, religieuse et croyante mais morale. l'entreprise est encore timide et assortie de toutes sortes d'avantages subsidiaires. Dans le contexte d'une crise profonde du modèle occidental, d'une conjoncture où les comportements marginaux se multiplient comme autant d'expériences individuelles sans pour autant que se dessine un nouveau modèle de vie, la place des femmes reste encore à définir. D'où l'urgence de se donner les moyens de la combler au mieux de nos désirs, et non de leurs volontés.

Devons-nous nous retrouver seules face à l'État ?

Le pôle qui aujourd'hui mobilise l'enthousiasme et qui peut tenir lieu de renouveau, c'est le pôle des individus en quête de la réappropriation de leurs droits. Les droits de l'Homme, dira Claude Lefort ⁶⁹, établissent les contours de la société civile en opposition à l'État centralisateur. Ainsi la société civile se définit-elle aujourd'hui en opposition au politique. Ce qui n'empêche pas son action d'être éminemment politique. Simplement une nouvelle sensibilité émerge-t-elle confusément des mouvements sociaux qui forcera peut-être l'État à adopter d'autres attitudes, d'autres méthodes de gouvernement.

Si la revendication des droits de l'Homme occupe une place de choix dans la remise en cause de l'État totalitaire ⁷⁰ et dans l'établis-

⁶⁹ Pour C. Lefort, Soljenitzin est l'exemple parfait de cette remise en cause.

⁷⁰ Pascal Bruchner et Alain Finkieltraut : *le Nouveau Désordre amoureux*.

sement de nouveaux rapports de force entre les individus et l'État, l'exigence que les femmes posent à l'ensemble de la société pour être reconnues me semble aussi, si ce n'est plus, fondamental. D'où l'importance pour nous de développer le pôle de la différence, car c'est celui de la subversion, de la non-assimilation à ce qui est. La reconnaissance de ce qui fonde la spécificité des femmes, y compris leur ambivalence, est nécessaire à une stratégie victorieuse.

C'est au niveau du quotidien, de l'anthropologique, que les femmes sont fortes. C'est au niveau de ces multiples pouvoirs que les femmes remettent constamment en cause, qu'elles sont un enjeu politique formidable dans les sociétés actuelles. Et il me semble bien que les mouvements de femmes, consciemment ou non, le savent bien. Je m'explique. Quand les femmes exigent le contrôle de leur corps et donc de leur sexualité, elles ébranlent toutes les lois établies du contrôle social sur les individus. Que ce soit par la demande désormais généralisée à tous les pays occidentaux du droit à l'avortement ou par le contrôle de leur propre natalité par la contraception, les femmes abattent les barrières qui séparaient corps social et corps humain, puisque leur propre natalité est ce qu'on appelle la démographie des sociétés. Cette confusion des genres que les femmes par leurs prétentions totalisent, remet en cause l'ordre social établi. En commençant par le corps médical, en passant par l'institution religieuse et en arrivant au corps civil par excellence, l'État, tous les corps constitués se trouvent obligés de méditer sur le corps féminin. Certains disent avec beaucoup d'à-propos que c'est la jouissance - extase féminine ⁷¹ - qui éclate dans le corps social et lui saute aux yeux en même temps qu'elle fait tout sauter. En mélangeant sexualité, travail, reproduction (à la fois d'enfants et de plus-value) les femmes font éclater ce qui a été soigneusement érigé comme l'ordre naturel que nos sociétés prétendent suivre. Voilà que désormais le désordre s'oppose à l'ordre.

Or les implications politiques du désordre sont nombreuses et fâcheuses. On fera tout pour canaliser ce qui peut devenir un véritable raz de marée. Imaginez que tout le monde fasse ce qu'il veut de son corps, et c'en est fait du travail, de la discipline, de la société occiden-

⁷¹ Cf. à ce propos l'ouvrage essentiel à la compréhension de la révolution française : F. Furet et J. Ozouf : *Lire et Écrire*, Éd. de Minuit, Paris, 1978.

tale ! Alors, heureusement pour elle, il y a des garde-fous. Ce sont précisément ceux du partage du pouvoir. Si on assigne aux femmes un lieu de pouvoir et un seul, cela jouera comme soupape de sécurité. Ce lieu a été et est encore la famille. Lieu dans lequel toutes les stratégies peuvent se jouer et se déjouer sans que les interférences politiques ne soient directement ressenties dans l'arène politique.

Mais avec le temps cette sphère du pouvoir féminin devient de plus en plus étriquée. D'abord la famille se resserre et donc les réseaux d'influence diminuent. Il y a moins de monde à orienter, à dominer. De plus cette place en tant que telle est dévaluée de tout pouvoir décisionnel. Tout au plus y garde-t-on le pouvoir de consommer. Donc il faut trouver d'autres lieux à octroyer aux femmes. Dépendant des moyens, on aura souvent recours aux fonctions auxquelles le pouvoir est inhérent, c'est-à-dire où les femmes seront tenues de prendre la même attitude que les hommes pour exercer la fonction. C'est la tendance actuelle. Avec la meilleure volonté du monde et les meilleures intentions, les femmes au pouvoir politique se voient contraintes tout au mieux d'aménager des espaces vivables, mais elles ne peuvent rien changer fondamentalement aux rapports existants, tout au plus les dénonceront-elles. Dans la plupart des cas elles s'y accommoderont et reporteront, comme tout le monde, sur le changement global de la société la tâche du changement radical des rôles sexuels.

Mais il me semble que conjointement à cette attitude et sans l'exclure, il est des façons multiples de faire échec au pouvoir oppresseur. C'est qu'en refusant de se voir imposer une place, un lieu d'où notre revendication pourrait être entendue, nous contraignons l'ensemble du corps social à se définir par rapport à ce que nous voulons, demandons, exigeons. La panoplie des revendications est impressionnante. On n'a pas fini d'en faire la liste. Elles touchent tous les domaines de la vie publique et privée sans distinction, et par là contredisent une des formes d'oppression les plus vicieuses du pouvoir politique : la sectorisation de la vie des individus en catégories fonctionnelles.

Parce que nous n'avons pas un programme politique unique et univoque qui nous promet l'émancipation de l'humanité si on le suit à la lettre, nous ouvrons la voie à une subversion sociale infiniment plus

totale. Parce que nous ne parlons pas uniquement du lieu du politique, nous pouvons aussi ébranler la politique.

En guise de conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi nous en sommes aujourd'hui à une étape ultérieure du mouvement. Après avoir dit combien le privé était politique, après avoir pratiqué une certaine politisation dans nos vies, nous en sommes aujourd'hui à nous demander s'il ne nous faudra pas ériger notre prive en politique. En ce sens cette démarche serait plutôt l'inverse de celle qu'on a bien voulu suivre pendant la deuxième moitié des années 70. Politique d'être où nous n'étions pas, pratique de l'occupation des postes de commande desquels nous avons été exclues. Cette stratégie ayant été amorcée avec plus ou moins de succès, il nous reste désormais à tenter la féminisation de la société en l'obligeant à considérer ce que nous sommes, là où nous sommes. Et c'est là que les problèmes surgissent avec le plus d'acuité. Car, qui dit féminisation de la société, pense valeurs féminines : on a vu comment ces valeurs féminines étaient et sont à la source de notre comportement duel. Valeurs féminines auxquelles on nous renvoie comme les seuls lieux où nous puissions être ; valeurs féminines, moyens de notre oppression. Mais aussi valeurs féminines potentiellement subversives parce que tellement antinomiques de l'ordre établi en dehors de nous. Comment savoir quand nous faisons des enfants, les nourrissons, les éduquons, si c'est pour servir la société ou pour s'en démarquer et peut-être la changer ?

Ainsi, même si les femmes se rient de la politique de l'État patriarcal », elles se retrouvent obligées de négocier chacune de leurs démarches avec lui. Le pôle de la société civile en arrive inévitablement à la confrontation avec l'État. Et on a beau vouloir ignorer sa politique, la critiquer et se placer ailleurs, on ne peut pas toujours différer l'affrontement. C'est pourquoi je ne pense pas qu'il y ait de repli possible dans l'une quelconque de nos sphères, que ce soit la famille, la communauté écologique ou même le féminisme de la différence.

Ces sphères, même si elles représentent les attaches les plus solides que nous avons pu tisser pour accrocher notre existence au corps social, sont traversées de toutes les contradictions et des mêmes ambivalences que le reste de la société. En ce sens, nos valeurs travaillent ces lieux, surtout la famille, de façon privilégiée ; et on peut souvent se méprendre sur les résultats. Ainsi les Yvettes ont cru au pouvoir qu'elles pouvaient avoir en défendant les valeurs féminines. Mais leur manifestation ne s'est pas contentée d'être pour la défense de la famille et de leur rôle de mère ; elle fut aussi celle d'un parti même récupérateur, et celle d'un parti qui n'est pas exactement le plus progressiste. Les Yvettes se trompent quand elles pensent pouvoir arrêter la machine infernale de l'égalité entre les sexes. Elles se trompent quand elles pensent pouvoir revenir au statu quo ante, si elles le pensent. Il me semble utopique, et dans ce cas régressif, de croire qu'il nous suffirait de faire notre *mea culpa* pour reprendre nos places et nos rôles « d'avant ». Les compromis possibles sont ceux qu'on va retourner contre nous. Les valeurs masculines et féminines ont changé et c'est ce qu'il nous faut admettre. Les fondements de la famille et de la société patriarcales sont fortement ébranlés. Les tentatives pour colmater les brèches les plus béantes ne peuvent qu'être pathétiques. Par contre, les tentatives qui fument de toutes parts pour nous proposer un modèle auquel nous conformer, risquent fort de combler aussi un vide. C'est pourquoi il me paraît urgent de définir nos propres priorités et d'esquisser par nos désirs l'accomplissement d'un autre mode de vie. Peu important pour l'instant les contradictions qu'il peut engendrer. Il est vain de croire qu'il puisse exister des changements radicaux qui se fassent en l'espace d'une révolution. La révolution, quand elle existe, ne fait qu'assimiler des processus antérieurs dans le corps social ⁷². La contradiction, l'ambivalence dans laquelle nous nous trouvons ne peuvent guère se résoudre totalement sans engendrer d'autres nœuds. Ce qui importe, à notre échelle, c'est de faire en sorte que l'évolution /changement qui s'effectue se fasse à notre avantage et dans la pleine reconnaissance de notre existence. L'essentiel est d'imprimer dans la vérité des rapports sociaux, nos valeurs. C'est pourquoi, contrairement

⁷² Un groupe éco-féministe s'est créé à Montréal en ce mois d'octobre. Nous avons eu l'occasion de discuter des propositions avec une des instigatrices du mouvement, étudiante dans mon cours : Histoire des femmes dans le monde occidental. UQAM, automne 1980.

à Touraine qui cherche à identifier des nouveaux acteurs sociaux, j'opérerai pour une autre voie. Celle qui permet aux femmes, indépendamment des positions sociales qu'elles occupent, de se constituer en un môle, épars mais néanmoins présent, dans la société civile. Car, comment faire des femmes une classe sociale ou même une entité homogène, alors que visiblement on ne peut guère définir leur place dans la production économique de cette manière. Nous sommes, par contre, entrées dans un mouvement de contestation qui illustre bien les capacités de changement que nous pouvons véhiculer.

Aujourd'hui un mouvement me semble l'héritier de ce changement : je veux parler de l'éco-féminisme. Non que ce mouvement doive englober et annihiler toutes les autres activités des femmes (femmes battues, viol, garderies, etc.). Je ne crois pas même que les féministes impliquées dans cette régénération, veuillent être hégémoniques. Cette tendance actuelle de notre engagement me semble surtout illustrer de façon particulièrement significative mes propos. Au Québec, ce mouvement, bien qu'existant, est encore très peu connu et s'articule beaucoup sur celui de nos voisins américains⁷³. Car c'est effectivement aux États-Unis que le mouvement est peut-être le plus prospère. Le nombre de centrales nucléaires explique en partie ce phénomène ; la vitalité de la recherche d'alternatives féministes à la société occidentale contribue aussi à expliquer l'importance que ce mouvement a pris. Mais de quoi s'agit-il au juste ? De la combinaison heureuse des deux mouvements rescapés des années 70 et arrivés plus ou moins entiers en 1980 ? Est-ce uniquement la composante féminine du mouvement écologique que l'éco-féminisme s'adjoit ? Ce qui compte, c'est l'importance que les femmes ont pris dans la lutte anti-nucléaire⁷⁴ et la manière dont elles veulent intégrer cette lutte à un projet de société plus global. Ainsi, au-delà des peurs d'accident nucléaire catastrophique, l'existence même de centrales nucléaires fonctionnant correctement pose le problème, résiduel pour la société mâle,

⁷³ Un sondage Harris effectué en avril 1979 après l'accident de Three Mile Island indique que 63% des femmes (pour 30% d'hommes) étaient opposées ou hésitantes à propos de la construction d'autres centrales nucléaires aux États-Unis, cité par D. Nelkin.

⁷⁴ Dorothy Nelkin : « *Nuclear Power as a Feminist Issue* », communication à l'auteur, octobre 1980.

d'une technologie menaçant constamment la vie humaine. Les femmes se sentent particulièrement touchées : aussi bien dans leur corps - risques de cancer plus grands -, dans leur maternité - le fœtus est particulièrement sensible aux radiations -, que dans leurs valeurs en tant que créatrices de vie. Dorothy Nelkin, dans un ouvrage en préparation, démontre clairement ces problèmes et les réactions que cette pratique nouvelle du nucléaire suscite. Ce qui ressort, c'est la relation que les femmes établissent entre la vie protectrice de la nature dont elles se disent porteuses, et la société patriarcale, oppressive, dénaturée et porteuse de la mort qu'elles combattent. En assignant aux femmes la tâche de développer un environnement, un monde où l'on puisse vivre, les éco-féministes n'ont pas peur de s'appuyer sur ces valeurs féminines, tant contestées. Elles réalisent en fait une jonction qui me semble capitale : celle de promouvoir nos valeurs comme fondant une démarche collective dans la perspective d'une autre société. Alors si ce n'est pas tout à fait un programme, c'est certainement un début. En s'attaquant à cette fine fleur de la technologie occidentale, les éco-féministes identifient une cible de choix ; leur combat au contraire touche tout le monde. En ce sens la portée de leur mouvement excède largement leur petit nombre.

Il reste qu'en l'absence d'un mouvement social global ascendant, il est tentant de vouloir faire de ce petit groupe de militantes, l'avant-garde salvatrice de l'humanité en déclin. Bien qu'éminemment politique, puisqu'il remet en cause l'ensemble des politiques énergétiques et stratégiques de nos sociétés industrielles, ce mouvement ne peut cependant guère nous émanciper de notre propre *reflex-action*. Un combat quotidien pour valoriser notre façon d'être, notre manière de voir, s'impose. Combat qui définit les contours d'une politique subversive, dénonciatrice des tabous et des préjugés de tous ordres. Entreprise qui n'envisage pas de normaliser les rapports entre les sexes et donc les rapports sociaux suivant des règles et des codes figés d'avance (c'est le cas de cette nouvelle science sexologique avec ses manuels d'éducation sexuelle). Quotidienneté tranquille qui subrepticement entrevoit une trame sociale dans laquelle les conflits ne sont pas établis par le pouvoir d'un sexe sur l'autre, où le confinement de l'un n'est pas requis pour la survie de l'autre.

Affirmer notre individualité relève d'un geste politique encore plus radical que ne le laisse entrevoir cette placide description. Car en fait, ce que cette revendication met en cause, c'est la trame même des rapports sociaux. La famille ne peut guère survivre à l'exigence qu'un de ses membres a, d'être indépendant, libre et égal. Le vieux modèle de la famille patriarcale s'écroule sous la pression de tels comportements, alors, même s'il est aussitôt remplacé par la fixation de règles plus souples par l'État - mariage et union libre, familles mono-parentales, etc. nous nous devons d'être vigilantes. Car, s'il est important pour nous d'avoir inscrit dans la politique des rapports sociaux une certaine présence féminine, il devient nécessaire de veiller à ce que nos désirs ne deviennent pas nos chaînes. Laisser libre cours à notre créativité, sans l'aliéner aux rapports établis, constitue pour un temps notre force, et peut-être notre propre politique.

Note de l'auteur :

Je remercie M.B. Talion, Nicole Laurin-Frenette, Andrée Yanacopoulos et Jean-Marc Piotte d'avoir bien voulu me lire et mettre un peu d'ordre dans ce texte. Je dois aussi aux étudiantes de notre cours Histoire de la Condition des Femmes (HIS 2322, automne 1980, UQAM) ma gratitude pour avoir suivi les circonvolutions nombreuses de ma pensée avec tant de bonne volonté, de patience et d'enthousiasme.

Femmes : pouvoir politique, bureaucratie (1984)

“Bureaucratie et vie publique: la féminisation de l’appareil politique.”

(conf. du 8 mai 1980, colloque sur la problématique
libertaire aux États-Unis, Montpellier).

Kathy Ferguson

*« Traitons bien les hommes et les femmes, traitons-les
comme s'ils étaient réels... peut-être le sont-ils »*

EMERSON

[Retour à la table des matières](#)

Le développement de la théorie féministe au cours des deux dernières décennies a entraîné chez ses défenseurs une série de débats à propos des manières concurrentes de concevoir le pouvoir et des stratégies appropriées au changement. Cependant, malgré de multiples divergences au sujet des questions très réelles de théorie et de pratique, il semble apparaître une orientation généralement anti-hiérarchique qui vise à cicatrifier la brèche entre les domaines privé et public et qui rejette les formes d'organisation bureaucratique. Par exemple dans une récente analyse de la théorie actuelle du féminisme Linda Glennon observe que celui-ci est en général une réponse à la « crise de conscience qui découle de la modernité » ; c'est-à-dire, à la fragmentation tant de la vie individuelle que de la vie collective, résultant de la stricte séparation des domaines privé et politique « qui a dé-

chiré la société depuis l'aube de l'ère de l'organisation technologique » ⁷⁵. De même, Robert Denhardt et Jan Perkins observent que le féminisme conteste le cœur même des formes d'organisation moderne « en affirmant que la domination sous la forme de modèles d'autorité hiérarchique n'est pas essentielle pour réaliser des objectifs importants, mais qu'en fait elle restreint la progression du groupe et de ses membres individuels » ⁷⁶. Il est évident aussi que quelques-unes des organisations les plus féministes telles que NOW * et les assemblées de femmes de profession libérale s'écartent d'une structure hiérarchique traditionnelle pour emprunter des formes d'organisation où la participation est plus équitablement répartie. La tendance majeure de l'analyse féministe contemporaine est donc une appréhension non hiérarchique de l'action collective ⁷⁷.

Le but de cet exposé est d'expliquer et de défendre cette position en montrant qu'une attitude antihiérarchique et antibureaucratique est centrale à une analyse féministe logique. L'illusion selon laquelle la libération résulterait de l'intégration des femmes dans les organisations économiques, politiques et sociales existantes a des conséquences qui vont bien au-delà de l'accusation courante de « capitulation ». Une telle politique parviendrait à étendre à d'autres sections de plus en plus grandes de la population le processus par lequel les femmes et les autres populations subordonnées ont été écartées de la vie active et de la vie publique authentique. Ce processus est ce que j'appelle « la féminisation » ; j'utilise le mot dans le même sens qu'Ann Douglas l'utilise dans son dernier livre *La Féminisation de la Culture Américaine* ⁷⁸. En observant la progression du « culte de la domesticité » dans l'Amérique Victorienne, Douglas utilise le mot « féminisation » pour parler de la progression du sentimentalisme dans la culture de masse, sentimentalisme qui plaçait les valeurs de pureté, bonté, « ma-

⁷⁵ Lynda M. Glennon, *Women and Dualism* (N.Y. : Longman Inc., 1979), p. 18.

⁷⁶ Robert B. Denhardt et Jan Perkins, « The Coming Death of Administrative Man », *Women in Public Administration* (July/August, 1976), p. 382.

* *NOW : National Organization of Women, fondée en 1965 par Betty Friedman et dont l'objectif est de mettre fin aux inégalités et aux discriminations juridiques dont sont victimes les femmes.*

⁷⁷ Glennon, p. 10 ; Delmardt et Perkins, p. 381.

⁷⁸ Ann Douglas, *The Feminization of American Culture* (N.Y. : Alfred A. Knopf, 1977).

ternage », compassion, patience, dépendance, etc... sur un plan moral plus élevé que celui occupé par l'éthique expansionniste du capitalisme de laissez-faire. Dans l'analyse courante, « féminisation » se réfère à la diffusion d'un ensemble de caractéristiques et de traits apparentés mais quelque peu distincts, qui sont traditionnellement associés au rôle de la femme. On dit traditionnellement que les femmes sont réconfortantes, maternelles, qu'elles ne s'affirment pas et qu'elles s'expriment « affectivement », alors que l'on considère les hommes comme étant indépendants, rationnels, dotés du sens de l'analyse et de l'esprit de compétition, bref « efficaces » ⁷⁹. Bien que ce type d'analyse ait subi des attaques sur plusieurs plans dans les dernières années, les images traditionnelles d'un comportement déterminé par le sexe restent intactes. La féminisation actuelle implique l'extension des phénomènes de dépolitisation et de privation traditionnellement réservés à la femme, à des secteurs de la population qui sont les « victimes » des organisations bureaucratiques et hiérarchiques - les administrateurs aussi bien que la clientèle.

De nombreuses caractéristiques que l'on attribue par convention aux femmes peuvent être subsumées sous le titre « maîtrise de l'image que l'on offre ». Ces caractéristiques n'ont pas grand chose à voir avec le fait d'être biologiquement une femme, comme le prouvent les écrits d'anthropologie et les études sur les préjugés attribués au sexe féminin ; par contre elles sont en rapport direct avec le fait d'être politiquement impuissant, et d'apprendre à jouer le rôle de subordonné dans

⁷⁹ Les études se rapportant aux premières évaluations des différences de rôle selon le sexe sont assez nombreuses pour être inépuisables : elles comprennent : Nancy Chodorow, « Family Structure and Feminine Personality », de Rosaldo et Lamphere, eds., *Women, Culture, and Society*. (Chodorow analyse les différences de comportement des parents envers les petites filles et les petits garçons et montre qu'elles sont liées à l'image des adultes hommes et femmes) ; David Gutmann, « Women and the Concept of Ego-Strength », *Merrill-Palmer Quarterly of Behavior and Development*, 2 (1965), pp. 229-240. (Gutmann suggère que la socialisation féminine se traduit chez les femmes par « des limites du moi plus flexibles », et des distinctions soi-autrui moins rigoureuses, de telle sorte que les femmes adoptent plus facilement le rôle de l'autre) ; Rae Carlson, « Sex Differences in Ego-Functioning : Exploratory Studies of Agency and Communion », *Journal of Consulting and Clinical Psychology* 37 (1971), pp. 267-277. (Carlson confirme Gutmann par les tests empiriques).

les relations sociales ⁸⁰. Les femmes sont supposées être plus réceptives aux autres que ne le sont les hommes ; leur « intuition féminine » leur permet de ressentir les besoins et motivations des autres, et elles peuvent entretenir des interactions sociales en « ménageant des relations interpersonnelles » ⁸¹. Par exemple, des études récentes du comportement interpersonnel entre les sexes ont révélé que les participants du sexe féminin aux interactions de groupe réagissent généralement davantage aux signes non-verbaux des autres que les sujets masculins. Les hommes sont davantage censés provoquer des interactions, puis les contrôler quand elles sont amorcées, et ils sont davantage supposés entamer des discussions sur des sujets intimes que ne le sont les femmes. Cependant, on attend des femmes qu'elles soient plus plaisantes à voir, qu'elles révèlent davantage leurs émotions et leur personnalité.

Les femmes de notre société sont censées révéler non seulement une plus grande partie de leur corps mais aussi exposer davantage d'elles-mêmes. La révélation de soi est un moyen de renforcer le pouvoir d'autrui. Lorsque quelqu'un a plus facilement accès à des informations sur une autre personne, il dispose alors d'une ressource que l'autre n'a pas. Donc, non seulement le pouvoir donne le statut, mais le statut donne le pouvoir. Et ceux qui ne possèdent ni l'un ni l'autre doivent contribuer continuellement aux pouvoirs et statuts des autres ⁸².

⁸⁰ L'étude classique de Margaret Mead *Sex and Temperament in Three Primitive Societies* (N.Y. : William Morrow and Company, 1935) étaye l'énorme variété de comportement fondé sur le sexe, tout comme Ruby R. Leavitt, « Women in Other Cultures » in *Women in Sexist Society*, Vivian Gornick and Barbara K. Moran, ed., (N. Y. : Basic Books, 1971) pp. 383-430. La remarquable étude de la société de Colin Turnbull montre que les idées conventionnelles d'amour maternel et nourricier sont culturelles et non biologiques. Voir Colin Turnbull, *The Mountain People*, (N.Y. : Simon and Schuster, 1972). Suzanne J. Hessler et Wendy McKenna affirment dans leur étude récente *Gender : An Ethnomethodological Approach* (N.Y. : John Wiley and Sons, 1978), que des considérations définies culturellement concernant le genre et le sexe prennent le pas sur les caractéristiques biologiques.

⁸¹ Elizabeth Janeway *Man's World, Woman's Place* (N.Y. : Delta Books, 1971), p. 112.

⁸² Nancy Henly et Jo Freeman, « The Sexual Politics of Interpersonal Behavior », dans Jo Freeman, ed. *Woman : A Feminist Perspective*, (Palo Alto, California : Mayfield Publishing Company, 1975), pp. 394-395.

En outre, ces études ont révélé que les hommes sont davantage censés provoquer l'interaction de diverses autres manières ; les hommes sont plus susceptibles de toucher les femmes que vice versa, et les hommes parlent davantage que les femmes, aussi bien entre personnes du même sexe que dans les groupes réunissant les deux sexes. Il est plus vraisemblable que les femmes regardent les hommes dans les yeux que vice versa ; les auteurs affirment qu'en général les subordonnés entretiennent davantage un contact oculaire avec ceux dont ils attendent ou réclament l'approbation, et qu'un tel contact oculaire est une méthode pour obtenir des signes non-verbaux et distinguer l'attitude qu'il convient de prendre de celle à éviter. (Cependant les femmes sont censées se dérober à ce contact oculaire dès que ce « regard » devient un signe de domination) ⁸³.

Les femmes sont généralement considérées comme des êtres qui apportent un soutien aux autres par « la douceur » ; elles sont censées entretenir la solidarité dans les groupes en offrant un réconfort à leurs membres, en faisant leur éloge et en élevant leur statut ⁸⁴. La plupart des femmes sont douées dans l'art de plaire aux autres ; comme l'a montré Elizabeth Janeway, c'est un don politiquement important : « les puissants n'ont pas besoin de plaire. Ce sont les subordonnés qui doivent faire en sorte de séduire (ou du moins ce sont les subordonnés qui sont condamnés s'ils ne le font pas) et particulièrement les subordonnés qui vivent en contact avec leurs supérieurs » ⁸⁵.

Comme Leonore Weitzman l'a fait remarquer dans son résumé sur le rôle du sexe dans la littérature sociale, la définition de la féminité dans notre culture est telle qu'aucune femme ne peut savoir si elle réussit à être « féminine » à moins d'obtenir une réaction d'une autre personne. la féminité exige une interaction continuelle d'aller-retour avec les autres, afin que la femme puisse « savoir » si elle est suffisamment réconfortante, maternelle, attirante, etc... ⁸⁶. Le rôle féminin

⁸³ Ibid., passim.

⁸⁴ Jessie Bernard, *Women and the Public Interest* (Chicago/New York Aldine Atherton, 1971), pp. 88-102, passim.

⁸⁵ Elizabeth Janeway, *Man's World, Woman's Place*, p. 114.

⁸⁶ Leonore J. Weitzman, « Sex-Role Socialization », in Jo Freeman, ed. *Women : A Feminist Perspective*, p. 118.

exige, comme critère de succès, une reconnaissance continuelle de la part des hommes. Il n'est donc pas surprenant que de nombreuses études au sujet des interactions dans les petits groupes arrivent à la conclusion que, dans les organisations et les groupes, les femmes se préoccupent davantage d'entretenir des relations personnelles satisfaisantes, alors que les hommes se préoccupent davantage de favoriser leurs aspirations professionnelles⁸⁷. Étant donné que celles-ci sont davantage susceptibles de dépendre de l'approbation d'autrui, il semble que leur souci d'entretenir des relations de groupe positives soit une réaction réaliste aux exigences et aux contraintes de leur situation. Ceux qui n'ont pas de pouvoir prennent toujours grand soin d'être attentifs aux souhaits de leurs supérieurs ; lorsque l'on dépend du bon vouloir de ceux qu'on ne contrôle pas, il est important de s'adapter avec précaution à leurs dispositions d'esprit et à leurs réactions, de prendre une attitude appropriée, d'offrir une bonne image de soi, etc... Les femmes doivent être aptes à maîtriser l'image qu'elles offrent afin d'affronter les contraintes de la subordination.

La place traditionnelle des femmes des classes moyennes au sein de la famille nucléaire a contribué à leur dépendance⁸⁸. La structure de ce type familial isole les femmes au foyer par rapport à la vie quotidienne de la communauté. Les qualités requises pour réussir à tenir une maison et pour élever des enfants sont complexes et précieuses, mais ce ne sont pas les qualités associées à l'action politique ; le rôle traditionnel des femmes dans la famille ne leur apprend pas à devenir autoritaires, sûres d'elles et indépendantes. Il se peut que les types les plus communs d'emplois offerts aux femmes en dehors du foyer (les emplois de col rose, les occupations domestiques ou les « fonctions d'assistantes »), conduisent la femme à des activités extérieures, mais d'un autre côté, ils renforcent encore son rôle conventionnel.

⁸⁷ Rosabeth Moss Kanter, « Women and the Structure of Organization Explorations in Theory and Behavior » in Millman and Kanter, eds *Another Voice* (N.Y. : Doubleday and Co., 1975, p. 54.

⁸⁸ C'est un facteur extrêmement complexe de la subordination des femmes et il varie de façon significative suivant la race et la classe sociale. Pour une analyse approfondie, voir Zillah R. Eisenstein, *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism* (N.Y. : Monthly Review Press, 1979).

Une restriction est de rigueur ici. Je n'affirme pas que les traits de personnalité, ainsi que le rôle et le statut traditionnellement associés aux femmes soient tous indésirables. Comme je l'ai constaté ailleurs, beaucoup de ces caractéristiques sont plus humaines, et peut-être plus vivables que celles traditionnellement attribuées aux hommes, et elles sont essentielles à l'image de la vie individuelle et collective émancipée⁸⁹. Cependant, j'affirme que les conséquences politiques de la féminité sont telles que le second sexe apprend le rôle lié à la subordination, et que ce rôle peut facilement se perpétuer ; les techniques que nous adoptons afin de faire face à notre statut secondaire renforcent donc ce statut. Le rôle féminin est fondamentalement dépolitisant, en ce sens qu'il exige des femmes qu'elles aient d'elles-mêmes une image d'êtres privés plutôt que d'êtres publics. Les femmes ont été des spectatrices plutôt que des participantes de la vie collective, et plus elles se sont adaptées au rôle féminin, plus elles ont été écartées du domaine public. Les femmes ne sont pas impuissantes parce qu'elles sont féminines, au contraire, elles sont féminines parce qu'elles sont impuissantes, parce que c'est une façon de venir à bout des exigences du rôle de subordonné. Lorsque la répartition du pouvoir change, alors les types d'attitudes et d'activités associées aux hommes ou aux femmes changent aussi ; comme le remarquait une analyse : « Le pouvoir efface le sexe »⁹⁰.

Étant donné que les caractéristiques de la féminité ne sont pas liées à la biologie mais plutôt à la politique, on s'attend donc à trouver le même ensemble de caractéristiques dans d'autres populations subordonnées. Comme l'a constaté Elizabeth Janeway « les faibles sont le

⁸⁹ Dans mon prochain livre *Self, Society and Womankind* (Conn : Greenwood Press) j'étudie ces questions ; l'espace qui m'est conféré ici ne me permet pas de le faire. Il est vraisemblable que beaucoup de personnes, y compris certaines féministes, seront choquées par ma description de la féminité en tant que manifestation de la subordination. Je ne peux que répéter que je ne néglige pas la valeur essentielle de nombreuses caractéristiques « affectives ». Compassion, générosité, solidarité, sensibilité, etc., sont des valeurs fondamentales ; le fait qu'on les trouve plus souvent chez les opprimés que chez les oppresseurs indique que c'est l'ordre social dominant qui dévalue ces caractéristiques, et qui les dénature pour servir les intérêts des puissants.

⁹⁰ Rosabeth Moss Kanter, *Men and Women of the Corporation* (N.Y. ; Basic Books, 1977, p. 200.

deuxième sexe »⁹¹. Cette remarque a souvent été faite en ce qui concerne les Noirs, qui ont été définis par les Blancs comme ayant des caractéristiques qui les destinent par convention à la subordination⁹². Si l'on peut dire que le pouvoir efface le sexe, on peut alors affirmer qu'il en est de même au sujet de l'impuissance. L'accroissement du contrôle administratif sur de nombreux domaines de la vie dans notre société suggère que la source la plus nouvelle d'impuissance dans la vie moderne est peut-être la subordination bureaucratique. Les victimes de la bureaucratie comprennent à la fois ceux qui sont les cibles du contrôle, notamment les pauvres, et ceux qui administrent ce contrôle. Ils ont de nombreux traits de « féminité » : ils sont isolés les uns des autres, et en tant que destinataires des services (les pauvres) et de l'approbation (les bureaucrates), ils sont dépendants du bon vouloir

⁹¹ Elizabeth Janeway, *Between Myth and Morning: Women Awakening* (N.Y. William Morrow and Company, 1975), p.188

⁹² John Killens dans *Black Man's Burden* (N.Y. : Trident Press, 1965), et Simone de Beauvoir, dans *Le Deuxième Sexe* ont tous deux noté ce parallèle.

Jo Freeman cite certains témoignages intéressants tirés d'une étude classique de G. Allport, *The Nature of Prejudice* (Reading Mass. : Addison-Wesley, 1954), pp. 1080-1100, dans son chapitre « The Traits of Victimization » : sont ainsi englobés des traits de caractère tels que la sensibilité, la soumission, le fantasme du pouvoir, le désir de protection, la sournoiserie, l'aptitude à s'insinuer dans les bonnes grâces de quelqu'un, l'aptitude à la vengeance mesquine et au sabotage, la solidarité, la tendance à pousser jusque dans leurs extrêmes aussi bien la haine que la glorification du moi et du groupe, l'étalage des symboles clinquants du statut, la compassion pour les défavorisés, l'adhésion aux normes du groupe dominant, et la passivité. Allport s'intéressait essentiellement aux Juifs et aux Noirs, mais nous pouvons comparer sa caractérisation avec l'examen minutieux de la documentation sur les différences liées au sexe parmi les jeunes enfants, de Terman et Tyler. Pour les filles, ils énumèrent des caractéristiques telles que la sensibilité, la conformité aux pressions sociales, la réponse à l'environnement, le fait d'être à l'aise dans les situations socialement régulées, l'aptitude à s'insinuer dans les bonnes grâces de quelqu'un, la solidarité, peu d'ambition, compassion pour les défavorisés, et l'anxiété. Ils découvrirent que les filles, comparées aux garçons, étaient plus nerveuses, instables, névrosées, socialement dépendantes, soumises, avaient moins de confiance en elles-mêmes, une bien piètre opinion d'elles-mêmes et des filles en général, et étaient plus timides, émotives, dévouées, craintives et passives ». Cité dans Freeman, « The Social Construction of the Second Sex » et dans *Roles Women Play* de Michèle H. Garskoff (Belmont, CA :Brooks/Cole Publishing Co., 1971, p. 125.

des puissants. Il leur faut donc offrir la bonne image, de façon à impressionner favorablement leurs supérieurs ; les pauvres doivent offrir une bonne image aux employés des services sociaux, et les employés et les bureaucrates doivent offrir à leurs chefs l'image qui convient. Il leur est souvent difficile de s'organiser contre les puissants, à la fois parce qu'ils manquent de ressources (dans le cas des pauvres, c'est à la fois le temps et l'argent qui manquent) et parce qu'ils sont séparés les uns des autres par les règles et règlements complexes du système. Aucun de ces groupes n'est encouragé ou autorisé à développer les techniques nécessaires à la confrontation politique, qui implique et la perception d'un intérêt commun et l'organisation autour de cet intérêt commun ⁹³. Si la bureaucratie, comme le dit Hannah Arendt, « c'est l'autorité anonyme », il est alors probable que la domination exercée par la voie bureaucratique soit « l'oppression anonyme » : ne pouvant la localiser, on ne peut s'y opposer effectivement (bien qu'elle puisse être quelquefois sabotée ou ébranlée). Cela laisse les subordonnés encore plus démunis, car quand bien même ils se risqueraient à la révolte, ils ne trouveraient pas de cible apparente. La société se bureaucratise de plus en plus, il y a de plus en plus de gens perchés dans cette position précaire ; nous assistons à la féminisation de l'appareil politique à travers un accroissement de l'administration.

La structure de la bureaucratie

[Retour à la table des matières](#)

La bureaucratie moderne est une organisation se caractérisant par une division rationnelle complexe du travail, avec des tâches et des juridictions fixées, une autorité canalisée d'où émanent des règlements, et des lignes directrices de fonctionnement universellement appliquées ; une division horizontale et l'autorité stratifiée (la hiérarchie) et une supervision d'en haut ; un système complexe de conservation de dossiers fondé sur des procédures scientifiques qui standardisent les communications et accroissent le contrôle ; un recrutement

⁹³ Voir : Deena Weinstein, *Bureaucratic Opposition* (N.Y. : Pergamon Press, 1979) pour une approche intéressante de ce processus.

objectif basé sur des critères de compétence impersonnels ; des procédures d'administration prévisibles, standardisées et suivant des règles générales ; et une tendance à exiger une loyauté absolue et complète de ses membres envers « le mode de vie » que l'organisation exige ⁹⁴. En général les bureaucraties modernes sont suffisamment puissantes pour « empêcher les relations interpersonnelles, les face à face entre la plupart de ses membres » ⁹⁵. Elles visent à modeler les individus et les tâches de sorte à assurer la continuité, la stabilité et à dissiper toute ambiguïté dans les relations entre les participants, mais généralement elles sont quand même assaillies par des conflits intérieurs émanant de normes antagonistes (par exemple : l'autorité fondée sur la position, opposée à l'autorité fondée sur la compétence) et de l'anxiété liée au statut. Elles sont oligarchiques (dirigées par la minorité), et le recrutement est fait au moins en partie par la cooptation (la sélection de successeurs par l'élite même) ⁹⁶.

Bien que les organisations hiérarchiques à grande échelle ne soient pas par elles-mêmes des inventions récentes (les anciennes dynasties chinoises et la bureaucratie des tsars russes montrent que ce type d'organisation a de profondes racines historiques), elles revêtent dans la société de masse moderne une importance particulière et centrale. Dans la société de masse, les domaines privés et publics sont tous deux engloutis dans une arène sociale indifférenciée, dans laquelle l'égalité formelle des citoyens est fondée sur une conformité qui, à la fois, masque des injustices sous-jacentes et manipule l'action individuelle pour le profit du système en place. La société de masse « attend de chacun de ses membres un certain type d'attitude, imposant des règles innombrables et variées, tendant toutes à « normaliser » ses

⁹⁴ Max Weber, *The Theory of Social and Economic Organizations* traduit par A.M Henderson et Talcoff Parsons, (N.Y : The Free Press of Glencoe, 1964). Pour un bref examen de la caractérisation de la bureaucratie de Weber voir Ralph P. Hummel, *The Bureaucratic Experience* (N.Y. : St. Martin's Press, 1977), pp. 76-83, ou bien Robert Presthus, *The Organizational Society* (N. Y. : Alfred A. Knopf, 1962), pp. 10-11. Pour une vue d'ensemble des critiques de Weber, voir Peter Blau, *Formal Organizations* (London Koutledge and Kegan Paul, 1963).

⁹⁵ Presthus, p. 11.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 27.

membres, à leur imposer un comportement »⁹⁷. Dans la société de masse moderne, les structures bureaucratiques sont établies pour s'adapter aux besoins de la science et de la technologie, et leur personnel se compose de ces fonctionnaires qui revendiquent un monopole sur la connaissance de tels domaines, à savoir les spécialistes : « Dans une société technocratique, le culte des spécialistes conquiert des adhérents influents, et des secteurs toujours plus vastes de la vie privée sont attirés dans son champ d'action. L'éducation des tout-petits, l'acte d'amour, la sexualité, les langages du corps et de l'âme, les modes d'argumentation et des préoccupations « humaines » similaires sont remises entre les mains du spécialiste dans l'attente d'un diagnostic et d'une prescription »⁹⁸. Cette façon d'organiser la vie sociale véhicule certaines dispositions à la fois sociales, culturelles, psychologiques, politiques et linguistiques qui doivent être maîtrisées par ceux qui dépendent de la bureaucratie, qu'ils soient fonctionnaires ou clients⁹⁹. Dans ce sens la plupart des bureaucraties contemporaines sont de type technocratique, qu'elles soient « publiques » (par exemple le Pentagone, les agences gouvernementales), « privées » (par exemple l'entreprise), ou un amalgame des deux (par exemple l'université).

Il est donc significatif d'envisager la bureaucratie comme un type de système social, un cadre dans lequel certaines actions sociales sont instaurées et maintenues, certains objectifs sociaux mis en valeur, certains types de comportement récompensés et certaines motivations encouragées. Elle a ses propres règles et ses propres normes, distinctes et cependant liées à celles de la grande Société : « les grandes organisations sont conçues comme des satellites autour d'un système social plus grand ; le comportement de leurs membres est façonné par les valeurs de la grande Société... cette grande organisation peut être conçue utilement comme une petite société dont les caractères de spécialisation, de hiérarchie et d'autorité ont une influence similaire sur ses membres »¹⁰⁰. Ces règles et normes sont généralement celles qui

⁹⁷ Hannah Arendt, *The Human Condition* (Chicago University of Chicago Press, 1958), p. 40.

⁹⁸ Glennon, p. 22. Voir aussi Theodore Roszak, *The Making of a Counterculture* (N.Y. : Anchor Books, 1969).

⁹⁹ Hummel, pp.VII-VIII ; passim.

¹⁰⁰ Presthus, pp. 11-12.

répondent aux exigences de l'autosubsistance bureaucratique. Les motivations et comportements compatibles avec cet « impératif institutionnel » sont encouragés et récompensés ; ceux qui sont incompatibles avec lui ne le sont pas. (En d'autres termes, comme le constate d'ailleurs Ralph Hummel dans son livre *L'Expérience Bureaucratique*, « L'héroïsme n'entre pas dans les catégories de l'administration » ¹⁰¹. Conformément à l'impératif institutionnel, les véritables objectifs de la bureaucratie sont ceux qui maintiennent en fonctionnement le mécanisme de l'Institution. Les bureaucraties multiplient les lois pour arriver à leurs fins, et elles insistent sur l'adhésion aux procédures établies dans le but de progresser, de façon sûre et standardisée, vers l'aboutissement de ces objectifs. Mais la situation est telle que les bureaucrates en viennent à considérer l'adhésion aux règles comme l'objectif premier ¹⁰². Ainsi la fonction de la bureaucratie tend à s'assimiler à ses fins ; quelle que soit la chose qu'elle fait, le personnel estime que c'est ce qu'elle devrait faire ; l'existence permanente de l'institution - et du personnel - dépendant du fonctionnement permanent de l'appareil. Ainsi les institutions ont souvent des objectifs apparents (sauver le Vietnam de la Menace Communiste, aider les pauvres, ou distribuer des permis de conduire) qui ne sont pas les mêmes que les véritables objectifs (maintenir l'armée ou le service militaire, multiplier les formulaires administratifs, embaucher du personnel, etc...). Par conséquent, l'objectif officiel que l'on exhibe n'est le but final du processus que d'un point de vue technique, et quelquefois par hasard ; le véritable objectif est de maintenir le processus lui-même, mais aussi les conditions nécessaires à la stabilité et à l'expansion de celui-ci ¹⁰³.

¹⁰¹ Hummel, p. 89. Cependant, Hummel a tort de dire que la bureaucratie est une « organisation sans culture », « la première organisation humaine sans normes » (p. 88). Il existe en fait des normes qui guident à la fois les administrateurs et les clients, et ce sont les normes de la subordination : les normes de la féminité.

¹⁰² Le processus par lequel les valeurs profitables sont transformées en valeurs finales est analysé par Robert K. Merton « Bureaucratie Structure and Personality », dans *Social Theory and Social Structure* (N.Y. The Free Press, 1968), pp. 249-260.

¹⁰³ Robert N. Kharasch, *The Institutional Imperative* (N.Y. : Charterhouse-Books, 1973), passim ; Frances Fox Piven and Richard Cloward, *The Politics of Turmoil* (N.Y. : Random House, 1965), pp. 8-9, passim.

Le déplacement du but, impliqué dans ce phénomène d'auto-maintenance institutionnelle, a de nombreuses répercussions. En examinant la structure des organisations bureaucratiques, on peut déjà entrevoir ces effets et leur impact sur le comportement des individus en cause, c'est-à-dire à la fois les bureaucrates eux-mêmes et les clients que les bureaucraties sont censées servir.

Les structures bureaucratiques recherchent la stabilité aussi bien intérieurement qu'au sein de leur environnement, et tentent d'éliminer l'incertitude par de nombreuses mesures de contrôle. plus on avance dans le temps, plus les bureaucraties développent des systèmes de règles formalisés et extensifs de façon à couvrir le plus de situations possibles que le personnel est à même de rencontrer. Le « désir d'une mémoire organisationnelle »¹⁰⁴ a conduit les fonctionnaires à étendre encore plus loin ces mesures. Celles-ci rendent les comportements du personnel plus standardisés et prévisibles dans le temps ; elles poussent aussi le personnel à considérer de plus en plus la conformité aux règles comme l'objectif premier (c'est le déplacement de l'objectif décrit plus haut) ; elles « augmentent aussi la complexité structurale de l'administration, ce qui par ailleurs renforce son inertie à cause des coûts plus élevés des procédures courantes »¹⁰⁵. Ainsi, plus la bureaucratie vieillit, plus elle devient ferme, inflexible, incapable de s'adapter aux nouvelles circonstances ou de ré-organiser ses efforts. D'après Weber, beaucoup d'études sur la bureaucratie ont révélé que le capitalisme avancé nécessitait des structures administratives bureaucratiques pour imposer prévisibilité et stabilité dans le domaine économique¹⁰⁶. De telles structures administratives garantissent des performances dans le sens de la stabilisation du système de la part des acteurs en question : aussi bien les clients qu'elles administrent que les fonctionnaires qui exécutent les tâches administratives. Un tel système de stabilisation implique le maintien permanent des structures et procédures existantes, en même temps qu'une intervention dans les crises sociales graves, dont les conséquences négatives pour la stabilité sont lourdes et évidentes. La tâche de l'organisation, pour ce qui est d'une

¹⁰⁴ Anthony Downs, *Inside Bureaucracy* (Boston : Little Brown and Company, 1967), p. 18.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 19.

¹⁰⁶ Hummel, p. 75, Kharasch, *passim*.

structure sociale plus grande, revient alors à former des schémas administratifs pour aider à ramasser les morceaux une fois l'orage passé ¹⁰⁷. Ainsi les systèmes capitalistes avancés utilisent-ils les méthodes et techniques les plus sophistiquées de l'administration technocratique « pour permettre une maîtrise prudente de la crise et une stratégie de détour à long terme » ¹⁰⁸.

En plus de l'importance de la bureaucratie comme moyen stabilisateur et régulateur du comportement des individus, les relations sociales bureaucratiques contribuent-elles aussi à la fois à commander et à fragmenter la vie collective dans la société capitaliste avancée. L'image de la vie sociale que présente le marché révèle que les entrepreneurs individuels recherchent sans cesse à maximiser leurs services dans une optique conventionnelle, et les relations sociales sont réduites au minimum nécessaire pour diriger les transactions. Parce que le capitalisme ne procure à ses membres aucun réseau social significatif, les structures administratives formelles viennent remplacer et détruire toutes traces de vie communautaire :

Sous le capitalisme à l'heure actuelle, les institutions bureaucratiques ne sont pas seulement des systèmes de contrôle social ; elles sont littéralement des substituts institutionnels à la vie sociale. Elles comportent la charpente squelettique d'une société qui, ainsi que l'aurait souligné la pensée sociale grecque, frise une situation de désordre inhérent. Aussi loin que la société de marché fasse progresser le niveau des forces productives, elle prend sa revanche historique tant dans la rationalisation qu'elle inflige à la société, que dans la destruction qu'elle inflige à ces relations sociales hautement articulées qui jadis constituaient le tremplin d'une opposition sociale possible. Le trait le plus troublant de la bureaucratie moderne n'est pas seulement la contrainte, la réglementation ou le contrôle qu'elle impose à la société, mais le degré auquel elle est constitutive de la société moderne : la mesure dans laquelle elle se légitime comme étant le domaine de « l'ordre », opposé au chaos de la dissolution sociale... La société ca-

¹⁰⁷ David Schuman, *The Ideology of Form* (Lexington, Mass. : D.C. Heath, 1978), p. 59.

¹⁰⁸ Clause Offe, « Political Authority and Class Structure », *International Journal of Sociology* 2 (Spring, 1972), p. 99.

pitaliste devient bureaucratisée jusqu'à la moelle précisément parce que le marché ne pourra jamais fournir à la société une vie interne propre ¹⁰⁹.

Dans la recherche de la stabilité, sur le plan interne comme au sein de l'environnement, et afin de rendre le comportement des fonctionnaires et celui des clients prévisible et susceptible d'un maniement rationnel, les bureaucraties doivent s'efforcer d'éliminer l'incertitude. Le rêve bureaucratique est « un monde entièrement réduit à la certitude. Nous pouvons contrôler ce que nous connaissons » ¹¹⁰. L'incertitude, que ce soit dans l'organisation ou dans son environnement, menace l'impératif institutionnel de l'auto-maintenance bureaucratique, et sape également les prétentions à diagnostiquer et à normaliser des experts qui ont été désignés pour prédire et contrôler l'aspect du comportement humain dont ils s'occupent. Cependant, il reste toujours quelque incertitude dans l'organisation et son environnement ; en dépit d'apparences tout extérieures tendant à montrer le contraire, les bureaucraties sont pour plusieurs raisons rarement monolithiques ¹¹¹. Primo, un certain pouvoir doit être délégué au sein d'une grande structure administrative, et cela va de pair avec une certaine latitude dans l'exécution de la tâche elle-même. Secondo, les objectifs des individus au sein de l'organisation ne coïncident pas nécessairement avec ceux de l'organisation elle-même ; les normes officieuses les plus coercitives et restrictives de la bureaucratie sont celles choisies pour remédier à ce dangereux manque de convergence entre les objectifs systématiques et individuels. Tertio, en dépit de tous les efforts technocratiques dans le sens contraire, la prévisibilité et l'enrégimentation du comportement humain ne sont en aucun cas assurées. Quarto, l'information qui est passée par les canaux bureaucratiques, subit, en cours de procédure, un filtrage sélectif effectué par diverses personnes. Ces gens peuvent sélectionner l'information pour une quantité de raisons : cela peut être pour éviter les incompréhensions, par souci de plaire aux supérieurs en présentant seulement les nouvelles susceptibles d'être bienvenues

¹⁰⁹ Murray Bookchin, « Beyond Neo-Marxism », Telos 6036 (Summer, 1978), p. 18.

¹¹⁰ Ben Agger, « On Science as Domination », dans *Domination*, Alkis Kontos, ed. (Toronto : University of Toronto Press, 1975), p. 193.

¹¹¹ Downs, p.133, passim.

ou prévisibles, ou encore pour correspondre à un désir de sauvegarder la clientèle etc... Mais le résultat final est que « les failles de l'information sont intégrées dans des complexes »¹¹². Ainsi, une voie courante d'expansion bureaucratique se présente quand les fonctionnaires se tournent vers des catégories de spécialistes de l'information plus diverses et plus nombreuses aux fins d'obtenir une meilleure information.

Bien que l'objectif d'éliminer l'incertitude dans l'organisation et son environnement soit finalement assez vain, beaucoup de caractéristiques les plus logiques des organisations bureaucratiques peuvent être mieux comprises si l'on sait qu'elles font partie de l'effort pour y parvenir. L'effet des divers mécanismes du contrôle social intégrés à l'organisation bureaucratique est d'isoler les individus, de personnaliser les relations sociales, de mystifier les communications et de masquer la domination. En examinant chacun de ces processus intimement liés, on peut présenter une image unifiée de la vie au sein de la technocratie et on peut établir une base pour examiner ses conséquences politiques.

La protection habituelle de la division hiérarchique du travail au sein des structures bureaucratiques repose sur l'attrait d'un plus grand rendement et sur une utilisation plus complète des connaissances techniques dans le processus du travail ; cependant, une fonction toute aussi importante de ces mesures est leur utilité comme stratégie de contrôle. La fragmentation du processus de travail, l'isolement des travailleurs les uns par rapport aux autres, la possibilité de sacrifier n'importe lequel d'entre eux du fait de sa contribution partielle au produit fini, tout contribue à contrôler les travailleurs en les rendant tributaires de la direction dans l'organisation. Une illusion de mobilité ascendante apparaît quelquefois par suite de la cooptation de quelques-uns dans les rangs directoriaux, tandis que la supervision constante, la stricte adhésion aux règles et aux procédures, et l'accumulation des

¹¹² Wilensky, Howard, *Organizational Intelligence* (N.Y. : Basic Books, Inc. 1967), p. 179.

connaissances garantissent le contrôle sur les autres ¹¹³. « Le travail des gens est divisé, non seulement afin de les spécialiser et de les rendre plus rentables, mais aussi pour les rendre dépendants du contrôle directorial » ¹¹⁴. Certains économistes ont été jusqu'à affirmer que la poursuite du rendement camoufle en fait l'objectif de contrôle. Ainsi Stephen Marglin affirme que l'origine de la hiérarchie dans la production capitaliste n'avait pas pour but de stimuler la production effective mais de justifier en fait le rôle des capitalistes, et d'accroître les bénéfices. « La fonction sociale de l'organisation hiérarchique du travail n'est pas l'efficacité technique mais l'accroissement du capital. En jouant le rôle de médiatrice entre producteur et consommateur, l'organisation capitaliste épargne bien davantage pour le développement et l'amélioration des installations et des équipements que ce que pourrait chaque individu s'il lui était possible de contrôler la cadence d'accumulation du capital » ¹¹⁵. La spécialisation des tâches sous le système capitaliste fut instaurée initialement pour assurer au capitaliste une place dans le processus de production en tant que coordinateur et que responsable de la commercialisation, avant que son capital fixe fût exigé par une mécanisation devenue élaborée et coûteuse. De plus, la centralisation du travail dans l'usine n'avait également pas grand chose à voir avec la supériorité technologique d'une mécanisation à grande échelle ; elle était en rapport direct avec le processus même de surveillance du processus de travail. « La clé de la réussite de l'usine, aussi bien que son inspiration fut la substitution du contrôle des capitalistes à celui des travailleurs sur le processus de production ; la discipline et la supervision pouvaient réduire et réduisirent effectivement les coûts sans exiger une supériorité technologique » ¹¹⁶.

L'omniprésence et l'intensité des mécanismes de contrôle bureaucratique ont conduit plus d'un observateur de la société moderne à

¹¹³ Paul Goodman and Donald R. Van Houten, « Managerial Strategies and the Worker : A Marxist Analysis of Bureaucracy », *Sociological Quarterly* 18 (Winter, 1977), pp. 108-125.

¹¹⁴ Hummel, p. 30.

¹¹⁵ Stephen A. Marglin, « What Do Bosses Do ? The Origins and Functions of Hierarchy in Capitalist Society », *Review of Radical Political Economy* 6 (Summer, 1974), p. 62.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 84.

comparer de telles organisations à des systèmes politiques ouvertement totalitaires. Elle partagent une visée commune d'enrégimentation et de manipulation rationalisée de la vie humaine, dans le but de la rendre prévisible et de la diriger vers un comportement, qui soutient, ou du moins ne conteste pas activement les structures de l'autorité en place ¹¹⁷. Ni l'un ni l'autre de ces systèmes n'offre de voie à une dissidence reconnue, et, en l'absence d'une opposition loyale, légitimée, toute opposition est assimilée à de la déloyauté et à de la trahison ¹¹⁸. Lorsque les structures bureaucratiques, comme les régimes politiques totalitaires, ne sont pas en fait monolithiques, et qu'elles assistent effectivement à la croissance périodique d'une dissidence interne, leur étiquette apolitique est également trompeuse : « les organisations ne sont pas auto-correctives et donc elles ne sont pas apolitiques. Elles sont, plutôt, des nids de conflits dans lesquels, la lutte déclarée est souvent exactement comme dans l'État totalitaire, qui déclare lui aussi se passer de politique » ¹¹⁹. La terreur utilisée quelquefois par les régimes totalitaires assume une fonction similaire à celle des structures de contrôle de l'organisation bureaucratique : « la bureaucratisation est la domination devenue routinière ; la terreur s'installe lorsque les routines de domination s'effondrent devant une crise émergente, ou avant que les routines de domination ne se soient encore développées » ¹²⁰. La terreur et les routines de domination sont autant de façons de venir à bout d'une population ouvertement ou potentiellement résistante et de laquelle le groupe dirigeant dépend pour certains services (même si ce service ne consiste que dans un acquiescement aux revendications des puissants) mais qu'il ne peut pas autrement mobiliser ou éliminer. Ces deux systèmes de domination peuvent viser simultanément les administrateurs à l'intérieur de l'organisation et les clients du dehors ; le stalinisme élimina des millions de citoyens ordinaires qui représentaient une menace réelle ou potentielle à son hégémonie et, en même temps, « il se reproduisait structurellement dans une perpétuation grotesque des bureaux tandis que, chroniquement, on exécutait les bu-

¹¹⁷ Roszak, p. 9, passim.

¹¹⁸ Weinstein, passim.

¹¹⁹ Ibid., p. 107.

¹²⁰ Alvin W. Gouldner, « Stalinism : A Study of Internal Colonialism », *Telos* (Winter, 1977-78), p. 43.

reaucraties » ¹²¹. La terreur élimine toute activité politique pouvant engendrer une résistance active et concertée ; la bureaucratie a affaire à une opposition plus passive et fractionnée. La bureaucratie aussi bien que la terreur dépolitisent la société en détruisant le domaine public, en réduisant les individus à la condition d'agents passifs du système ou à celle de détenus, et en leur refusant le statut d'acteurs responsables, capables d'exprimer rationnellement un consensus et d'agir de concert en vue d'objectifs communs.

Bien que moins transparentes dans leurs méthodes que les régimes utilisant le règne de la terreur, les organisations bureaucratiques engendrent une politique d'isolement et de dépendance. La bureaucratie sépare les gens les uns des autres dans leur travail, et d'eux-mêmes dans leurs rôles : nos vies sont fragmentées en activités et besoins partiels (par exemple : comme citoyen distingué du contribuable, distingué du chômeur, distingué de la personne âgée) et notre dépendance par rapport à ces organisations mêmes qui engendrent notre fragmentation se perpétue. Les bureaucraties, quel que soit leur but initial, se muent en structures d'enrégimentation : « les services, comme le nom l'indique, représentent l'impératif externe au nom duquel s'établit la bureaucratie des services publics. La surveillance est l'impératif sous-jacent de toute bureaucratie, publique ou privée. La tendance de toute bureaucratie est de substituer la surveillance intérieure aux services extérieurs » ¹²². Dans la poursuite des exigences de surveillance, de stabilité et de certitude « un nouveau concept technocratique de la politique devient pertinent, concept dont l'intention n'est plus de veiller à des réformes justes et simplement vitales mais de préserver des relations sociales qui se justifient au nom de leur simple fonctionnalité » ¹²³. Étant donné que l'organisation hiérarchique aboutit à la répartition des responsabilités, la possibilité de créer une opposition fructueuse est encore plus réduite dans les bureaucraties parce qu'elle n'a pas de cible claire. Le processus même de prise de décision est vague et impersonnel, il est l'instrument d'une intelligence anonyme et fragmentée » ¹²⁴. La complexité et la fragmentation de ses procédures

¹²¹ Bookchin, p. 18.

¹²² Hummel, p. 62.

¹²³ Off, p. 103.

¹²⁴ Presthus, p. 53.

laissent l'impression que la bureaucratie, selon les mots d'Hannah Arendt n'est « gouvernée par personne » ; ainsi la paperasserie remplit-elle une fonction de soutien du système en dispersant (et en déconcertant) les dissidents potentiels : « Au fur et à mesure que l'espace bureaucratique empiète sur l'espace public, on trouve de moins en moins de personnes responsables. Il semble qu'il n'y ait pas de lieu où l'on puisse présenter ses réclamations, pas de lieu où le pouvoir puisse être effectif. Il semble que personne n'est responsable » ¹²⁵.

Le processus par lequel les structures bureaucratiques manipulent les gens pour servir les besoins de la production technologique et les exigences d'une surveillance rationnelle conduit à l'isolement simultané des individus et à la dépersonnalisation des liens qui subsistent encore entre ceux-ci ; « la production technologique introduit l'anonymat des relations sociales » ¹²⁶. Les contacts entre les membres d'une bureaucraties sont impersonnels et soumis à des règles afin de préserver l'organisation et d'empêcher la désintégration de la structure bureaucratique qui surviendrait si ces rapports étaient remplacés par des relations personnalisées ¹²⁷. Ainsi les administrateurs qui transgressent les règles et cherchent à humaniser les relations dans leurs bureaux froissent-ils certaines personnes, jalouses de telles relations dont elles sont exclues, « et plus fondamentalement bouleversent-ils la structure de base de l'organisation moderne : ils provoquent la remise en question de ce système de valeurs considéré comme acquis et offrant à la plupart des fonctionnaires les voies de la réussite ; ils attaquent l'identité des fonctionnaires telle qu'elle est définie par l'organisation, effrayant ainsi les exclus, et ils engagent ouvertement et légalement à la « corruption », au sens fort du terme, en propageant des relations qui menacent de mort les rapports rationnellement légitimés » ¹²⁸. La nécessité de dépersonnaliser les relations bureaucratiques signifie que les individus sont isolés les uns des autres, et que l'interaction sociale significative est remplacée par l'association officielle. La bureaucratisation du travail aboutit à la perte de contact et d'intimité avec les autres

¹²⁵ Schuman, p. 69.

¹²⁶ Peter Berger, Brigitte Berger et Hansfield Keller, *The Homeless Mind - Modernization and Consciousness* (N.Y. : Random House, 1974), p. 31.

¹²⁷ Merton, p. 259.

¹²⁸ Hummel, p. 16.

dans la production ; la bureaucratisation de la politique aboutit à la perte du contact et de l'intimité dans l'action ; la bureaucratisation du langage aboutit à la perte du contact et de l'intimité dans la pensée et la parole ; et la bureaucratisation de la sexualité aboutit paradoxalement, à la perte d'intimité au sein de l'intimité elle-même ¹²⁹. Si, conformément à l'analyse de psycho-sociologues tels que George Herbert Mead et Charles H. Cooley ¹³⁰, nous considérons que le moi se crée par un processus d'interaction avec les autres, dans lequel les individus parviennent à leur identité propre et unique en s'appliquant l'optique d'autrui et en se considérant selon cette optique de l'autre, alors la destruction des relations personnelles par la bureaucratisation menace le fondement de l'identité du moi :

C'est le sentiment d'isolement qui est la représentation la plus immédiate du caractère de la vie sociale dans la bureaucratie. Les hommes se connaissent et se côtoient uniquement en fonction de leurs rôles. Dans chacun de leurs rôles disparates, ils sont reconnus comme représentants d'un type différent de compétence et de talent. En aucun cas ne se reconnaissent-ils les uns les autres en tant qu'individus à part entière. Si la reconnaissance est l'une des bases de la personnalité, le système des rôles ne peut fournir de support à une définition unitaire de la personnalité ¹³¹.

Pour parler et agir comme des êtres humains autonomes, il faut que nous entretenions dans nos rapports avec les autres des liens sociaux significatifs. L'isolement continu (opposé à la recherche délibérée de la solitude nécessaire à la réflexion) nous laisse muets et inertes, coupés des autres et de nous-mêmes. Les structures qui nous isolent minent la politique même en ce sens qu'elles minent notre sociabilité. Elles sapent notre capacité d'appliquer l'optique des autres à nous-mêmes et à notre situation, d'imaginer des alternatives issues de l'ex-

¹²⁹ Voir Ibid., p. 51, pour une approche intéressante de la bureaucratisation du sexe.

¹³⁰ Voir George Herbert Mead, *Mind, Self, and Society* (Chicago : University of Chicago Press, 1934) et *Philosophy of the Present* (Chicago : Open Court Publishing Company, 1932) ; and Charles Hourton Cooley *Social Organizations* (N.Y. : Charles Scribner's Sons, 1909).

¹³¹ Roberto M. Unger, *Knowledge and Politics* (N.Y. : The Free Press, 1975), p. 184.

périence commune, de projeter différents futurs et de redéfinir les expériences du passé sur la base d'autres possibilités pour la vie individuelle et collective. On ne peut plus sortir de cette dialectique de dépendance/isolement : pour agir socialement on doit vivre dans le même monde que les autres, et contribuer aux champs de significations qui constituent ce monde. Toute originalité de pensée ou d'action demande notre enracinement dans l'existence partagée ; mais plus on est enraciné dans la bureaucratie, moins on est porté à penser différemment, à agir différemment ou à vouloir un nouveau départ. Les exigences de la créativité - la nécessité d'avoir des rapports humains - étouffent la créativité ; le processus même de la réalisation de soi est menacé.

En d'autres termes, les individus, à la fois bureaucrates et clients, dans les conditions de la vie administrée, en viennent à juger les autres et à se considérer eux-mêmes comme les objets de l'administration. Les origines des normes et des règles régissant le comportement au sein des organisations « l'autrui normalisé » (selon la formule de Mead) sont précisément les « règles de l'organisation » elle-même : les processus et procédures qui définissent les fonctions de l'organisation. On exige ainsi du bureaucrate qu'il applique l'optique de l'organisation à la fois à lui-même et au client. Les règles de l'organisation ne considèrent pas les intérêts du bureaucrate en tant que personne à part entière, et elles n'agissent certainement pas dans l'optique du client. Les bureaucrates sont souvent conscients de cela, mais il leur est impossible, de par la composition des structures, de se mettre à la place du client dans une quelconque opération : le bureaucrate doit se rappeler que « la principale relation qu'il doit entretenir doit être entre lui et son directeur, non pas entre lui et son client. Cette relation fonctionnaire-directeur est donc une relation de surveillance » ¹³². Les doléances constantes et multiples des citoyens envers les bureaucrates - « ils sont inhumains, indifférents, rigides, etc... » - et la défense tout aussi constante prônée par le personnel - « je n'y suis pour rien, madame » - sont la conséquence logique de cette structure administrative. Les valeurs de l'organisation sont le rendement et le contrôle, les bureaucrates doivent les adopter ; les bureaucrates qui s'y opposent et les clients qui n'arrivent pas à le comprendre se verront tous infliger des sanc-

¹³² Hummel, p. 30.

tions ; le bureaucrate sera probablement renvoyé, et le client sera perdant dans sa requête auprès de l'organisation » 133.

Les bureaucrates utilisent souvent un langage particulier, à demi mots, afin de consolider leur emprise sur les objets qu'ils contrôlent et sur les procédures dans lesquelles ils sont engagés. Ce langage secret a des fonctions diverses et liées. Il permet à l'organisation de monopoliser l'information et d'empêcher tout acte de protestation de la part de ses membres par une surveillance de l'extérieur. Si l'on veut traiter avec les bureaucrates, on doit entrer en conversation avec eux ; cela implique qu'il faut d'abord apprendre leur langage, jouer leur jeu et marcher dans leur tourbe :

Les fonctionnaires sont autorisés à formuler la déclaration de leur choix, du moment qu'elle est issue du répertoire que lui consacre l'organisation. Il ne leur est pas demandé de comprendre cette déclaration approuvée par l'institution. D'un autre côté, les clients doivent se mettre en quatre pour apprendre le jargon bureaucratique sans quoi ils pâtissent d'un refus de service 134

Puisque généralement les objets et/ou les services que procurent les bureaucrates sont précieux en ce qu'ils impliquent l'écoulement des ressources, il est dans l'intérêt des fonctionnaires de garder ce langage secret et donc de garantir le contrôle sur les ressources en jeu. Le langage bureaucratique sert ainsi à accroître le contrôle ; il n'a pas pour but de faciliter la communication, mais plutôt de canaliser l'information et les directives. « L'absence propre à la bureaucratie de tout besoin de se justifier » fausse une véritable communication. Le langage bureaucratique est directionnel (c'est-à-dire qu'il est difficile de « revenir sur une décision ») et d'origine indéterminée (il est difficile de savoir d'où proviennent les directives, et qui en est responsable) 135. Comme le domaine public est réduit par la bureaucratisation à un réseau stérile d'agences imbriquées les unes aux autres, la parole est réduite à l'échange stérile d'informations procédurières. Le langage de la technique remplace le langage de l'action humaine ; « rétroaction »,

133 Ibid., p. 7, passim.

134 Ibid., p. 37.

135 Ibid., p.150.

« consommation » et « rendement » remplacent dialogue, discussions et jugement ¹³⁶. Les tendances linguistiques de la société technocratique reflètent son « caractère unidimensionnel », et toute politique significative est rejetée avant même d'avoir pu être formulée, car « comment une telle protestation et un tel refus peuvent-ils trouver gain de cause quand les organes de l'ordre établi admettent et proclament que la paix n'est qu'à deux doigts de la guerre, que les dernières armes portent des étiquettes de « tarifs avantageux » et que l'abri atomique peut procurer confort et intimité ? » ¹³⁷. Comment ceux que l'on a privé de leur rôle économique peuvent-ils réclamer une place en tant que participants légitimes au processus politique quand leurs « chefs » déclarent que le « remède » à la récession est le chômage de masse ? La dimension linguistique de la dépersonnalisation rend les bureaucrates autant que les clients muets sur eux-mêmes et sur leur situation en faisant obstacle aux charnières essentielles à la conception et à la poursuite d'une opposition politique.

Une dimension finale du langage de la domination bureaucratique, est que, en même temps qu'il tente (et y parvient partiellement) de rendre ses victimes silencieuses, il masque cet effet en revendiquant sa neutralité politique. Le mythe de l'administration « présente les organisations comme les instruments opérants et efficaces de la réalisation des objectifs publiquement révélés » ¹³⁸. En se déclarant l'instrument rationnel et sans idéologie du progrès technique, la domination bureaucratique peut se cacher sous le nom de la science et se « rendre « idéologiquement invisible » ¹³⁹. Ceux qui acceptent cette version de ce que Marcuse, après Hegel, appelle « la conscience heureuse » (la conviction que le réel est rationnel et que le système remplit ses engagements) sont amenés à se plier au « nouveau conformisme qui est une facette de la rationalité technologique exprimée dans le comportement social » ¹⁴⁰. Ceux qui réellement se révoltent contre la bureaucratie, qui s'élèvent contre l'humiliation, l'injustice à leur égard ou en-

¹³⁶ Bookchin, pp. 18-19.

¹³⁷ Herbert Marcuse, *One Dimensional Man* (Boston : Beacon Press, 64 1964), p. 90.

¹³⁸ Weinstein, p. IX.

¹³⁹ Roszak, p. 8.

¹⁴⁰ Marcuse, p. 84.

vers les autres, contre l'incompétence ou contre une politique généralement immorale, prouvent que selon l'interprétation officielle de la réalité, la bureaucratie n'exerce pas un contrôle total sur les bureaucrates ni sur les clients qui doivent traiter avec elle ¹⁴¹. Mais pour s'engager ouvertement dans une telle voie de protestation, il faut d'abord percer la façade de neutralité idéologique que revendiquent les structures administratives et considérer celles-ci comme des institutions politiques dans lesquelles la domination, la manipulation et le conflit sont des procédures de fonctionnement généralisées.

Caractéristiques des victimes : le bureaucrate en tant que deuxième sexe

[Retour à la table des matières](#)

De nombreux analystes de la bureaucratie ont établi des typologies du comportement bureaucratique afin de décrire et quelquefois d'expliquer les différents types de cheminements qui caractérisent le processus administratif. La plupart d'entre eux établissent des différences parmi les administrateurs d'après l'attitude que les individus adoptent vis-à-vis de la bureaucratie même. Dans son livre *The Organizational Society* *, Robert Presthus classe la population en trois types de personnalités qui sont apparues en réponse aux exigences de l'organisation : ceux qui gravissent les échelons (« ceux qui réagissent positivement à la situation bureaucratique et y réussissent ») ; les indifférents (« la majorité neutraliste qui ne voit dans l'emploi que le moyen d'obtenir des satisfactions extra-professionnelles ») ; et les ambivalents (« une petite minorité perpétuellement perturbée qui ne peut ni renoncer aux revendications concernant son statut ou son pouvoir, ni tenir le rôle discipliné qui lui permettrait d'acquiescer ces garanties ») ¹⁴². Anton Downs présente cinq catégories de bureaucrates en distinguant

¹⁴¹ Weinstein montre la nature et l'étendue de l'opposition bureaucratique vues de l'intérieur de l'organisation ; Francis Fox Piven et Richard Cloward décrivent le même phénomène vu de l'extérieur.

* La Société Organisationnelle.

¹⁴² Presthus, p. 15.

ceux qui considèrent le système comme une source de profit personnel et ceux qui associent ce mobile à la poursuite de quelque objectif plus vaste. Les catégories d'acteurs purement intéressés quant à leur compte personnel sont les « grimpeurs », qui cherchent continuellement à accroître leur pouvoir, leur revenu et leur prestige, et les « planqués » qui recherchent la commodité et la sécurité. Ceux qui ont des mobiles mitigés sont d'une part les « zélés » qui s'adonnent à leur « sacro-sainte politique », d'autre part les « dévoués » qui se consacrent à un ensemble de fonctions plus larges ou à l'organisation elle-même, et enfin les « hommes d'État » qui sont liés par un engagement à « l'intérêt public »¹⁴³. Généralement on trouve le même genre d'individus chez les grimpeurs et chez ceux qui gravissent les échelons d'une part, d'autre part chez les planqués et les indifférents ; on peut considérer ces trois types d'acteurs aux mobiles mitigés comme des variations sur un thème ambivalent.

Le chevauchement considérable de ces typologies tend en effet à montrer que l'on trouve des types de comportements communs à tous les bureaucrates ; cela n'implique pas pour autant que tous les membres des hiérarchies administratives s'ajustent systématiquement à quelque moule ; la relative facilité avec laquelle ces catégories sont caricaturées ne doit pas substituer le sarcasme à l'analyse. La structure des organisations hiérarchiques façonne le comportement de ses membres en facilitant certains types d'activités et de motivations, et en en limitant d'autres. Le comportement bureaucratique est souvent une réponse très rationnelle aux contraintes que le système impose à ses membres, et l'on peut considérer les différentes « catégories » bureaucratiques comme des positions choisies par les individus pour résoudre « les problèmes créés par leur situation dans le réseau des relations organisationnelles »¹⁴⁴. Des analyses telles que celles de Presthus et de Downs tendent à négliger la lutte véritable pour la dignité personnelle, l'autonomie et l'identité qui se cache souvent derrière ces types de comportement. Il devient alors tout simple de substituer la réprimande des bureaucrates à la critique systématique de la bureaucratie. Les caractéristiques des divers acteurs bureaucratiques ne sont pas le

¹⁴³ Downs, pp. 88-89.

¹⁴⁴ Kanter, p. 5 ; voir aussi Hugh Hecllo, *Government of Strangers* (Washington, D.C. : The Brookings Institution, 1977), pp. 143-144.

résultat des imperfections idées de la personnalité ni le manque de caractère moral ; il faut en fait caractériser le bureaucrate simplement comme quelqu'un dont la personnalité a été remplacée par une identité institutionnelle, dont « l'être est essentiellement dissous dans celui de la bureaucratie elle-même » ¹⁴⁵. L'effort des intéressés pour empêcher précisément ce résultat est également une caractéristique du comportement bureaucratique, comme en témoignent la catégorie des « ambivalents » ou celle des « zélés » etc... Et l'attitude de ceux qui d'une certaine façon se dressent contre la bureaucratie prouve que des être humains sont engagés dans une lutte où l'on reconnaît beaucoup de perdants et où certains capitulent complètement, mais dont on ne perçoit pas précisément qu'elle n'est que conformisme aveugle et inintelligent.

Les bureaucraties, comme on l'a montré plus haut, sont des organisations destinées, par leur structure interne et par leur environnement, à rechercher la certitude. La certitude formelle de l'organisation vise à garantir cette condition. Cependant même l'institution la plus rationalisée et la plus réglementée ne parvient pas à éliminer totalement l'incertitude, de sorte que les règles doivent être remplacées par des normes et des types de comportements informels afin de garantir encore plus la stabilité et la prévisibilité dans le comportement de ses membres. Les forces conjuguées de ces normes et de ces règles encouragent le développement et l'application de certains traits de la personnalité qui, dans un autre secteur de la population, sont qualifiés de « féminins ». Un processus courant d'oppression fonctionne dans chaque cas, et son résultat net est de produire une population passive, dépolitisée et contrôlée. Il y a bien ceux qui, au sein de la bureaucratie, se dressent contre le processus, comme il y a toujours eu des femmes qui se sont rebellées contre les contraintes inhérentes à leur rôle féminin ; mais puisqu'il n'y a pas dans les structures bureaucratiques d'instance légitime de recours pour exprimer une opposition à l'organisation, une telle dissidence peut aisément être supprimée.

L'édification réussie d'un consensus des membres d'une organisation quant aux objectifs est un moyen de réduire l'incertitude. Le consensus sur les objectifs réduit la fréquence et l'intensité des conflits

¹⁴⁵ Hummel, p. 138.

au sein du personnel et rehausse la fiabilité des canaux directifs ¹⁴⁶. Les individus recrutés dans l'organisation sont soumis à un processus de socialisation dans lequel ils apprennent soit à adopter les buts de l'organisation, soit à donner l'impression qu'il en est ainsi, soit les deux à la fois. (le second comportement s'estompe souvent au profit du premier).

Si le recrutement n'est fait qu'aux niveaux les plus bas, tous les fonctionnaires les plus haut placés ont dû s'efforcer d'escalader la hiérarchie, vraisemblablement en faisant plaisir sans cesse à leur supérieur. Les supérieurs approuvent d'ordinaire un développement ininterrompu de leur ligne de conduite, plutôt qu'une rupture nette avec la tradition. Par conséquent, la procédure de sélection qui s'opère dans le mouvement d'escalade vers la promotion tend à rejeter les radicaux et produit un groupe relativement homogène à moins que l'organisation ne fonctionne dans un environnement très versatile ¹⁴⁷.

Afin de contenter leurs supérieurs, les bureaucrates enclins à gravir les échelons doivent maîtriser les techniques susceptibles d'impressionner leurs chefs ; ils doivent apprendre à présenter une apparence appropriée, à devancer les exigences de leurs supérieurs ou celles de l'organisation en général et s'y soumettre de façon à obtenir approbation et avancement. Le personnel des organisations bureaucratiques est ainsi appelé à ressembler au personnage décrit par David Reisman, l'individu administré « qui s'adapte aux nuances personnelles et se coule dans l'image de ceux qui sont au-dessus de lui » ¹⁴⁸. Plus l'on s'élève dans la hiérarchie de l'organisation, plus ces techniques prennent de l'importance ; les relations deviennent moins réglementées et plus personnelles au sommet, où l'on trouve une loyauté et un engagement plus intenses à l'égard de l'organisation., Là, les individus ont davantage d'impact sur la prise de décisions parce que, à ce niveau, il arrive souvent que celle-ci ne soient pas couvertes par des règlements

¹⁴⁶ Downs, p. 223.

¹⁴⁷ Ibid., p. 230.

¹⁴⁸ David Reisman, *The Lonely Crowd, A Study in the Changing American Character* chez Nathan Glazer et Reuel Denney (New Haven : Yale University Press, 1961) ; voir aussi George Benello, « Wasteland Culture » *Anarchy* 98 (une, 1968), pp. 168-188.

existants et il est donc nécessaire de formuler un jugement personnel sur la ligne à suivre. Au sommet de la hiérarchie, les fonctionnaires doivent manifester plus de loyauté les uns envers les autres, et à l'égard de l'organisation afin de compenser l'absence relative de règles structures ¹⁴⁹. Ainsi le contrôle efficace de l'image que l'on offre est un critère nécessaire à la promotion au sein de l'organisation ainsi qu'à une opération fructueuse au sommet du pouvoir organisationnel, et cela nécessite une finesse de mots et de gestes et une attention intense aux nuances des relations interpersonnelles.

Les expressions du visage, les réponses verbales, les subtiles espérances inexprimées constituent des signaux...

Celui qui gravit les échelons interprète les signaux que son comportement suscite chez les autres. Bien que la technique varie d'un individu à l'autre, la marque distinctive de l'individu qui monte est qu'il pense en ces termes stratégiques et qu'il est capable de modifier ses actes en conséquence. Un tel comportement est essentiellement rationnel et demande une aptitude à éviter de s'attacher avec passion à des valeurs qui pourraient inhiber la faculté d'adaptation ¹⁵⁰.

Les techniques de maîtrise de leur image de marque permettent aux subordonnés de modeler celle-ci de façon à se rapprocher le plus possible de leurs supérieurs. Étant donné l'aspect impersonnel de la structure bureaucratique, les démonstrations de loyauté se substituent au contact personnel et les administrateurs fondent leur confiance sur la similitude ¹⁵¹. Plus un aspirant présente de similitude dans les caractéristiques apparemment identifiables, telles que la race, le sexe, le vêtement, le langage et le style, plus il est vraisemblable qu'il soit considéré comme « la personne adéquate » et qu'il lui soit permis d'accéder à des fonctions de responsabilité et de pouvoir. Ceci avantage ces postulants capables de gérer les impressions qu'ils suscitent autour d'eux, parce que cela facilite leur accès à la promotion ; cela profite aussi aux supérieurs parce qu'ils ont ainsi le réconfort de remarquer que les objectifs des membres du bas de l'échelle coïncident avec les leurs, ce

¹⁴⁹ Downs, pp. 67-68.

¹⁵⁰ Presthus, pp. 171-172.

¹⁵¹ Kanter, p. 52.

phénomène rend aussi l'organisation plus efficace, et réduit « les possibilités de perte d'autorité ». Cela peut aussi apporter certains avantages psychologiques aux puissants : comme l'a remarqué un défenseur de la bureaucratie, « un bureaucrate ambitieux qui se modèle sur l'image de son chef jouira d'avantages immédiats... Un cadre trouvera cela réconfortant d'être entouré par une centaine de portraits à sa ressemblant » ¹⁵². Ce processus de « reproduction homosexuelle », par lequel « les hommes se reproduisent dans leur propre image » non seulement contribue effectivement à minimiser l'incertitude au sein de l'organisation, mais il sape aussi la pensée, l'action ou le discours indépendants ; il décourage l'innovation et ferme l'accès aux niveaux des prises de décision à ceux qui ne présentent ou ne peuvent présenter une image adéquate. Ceux qui ne correspondent pas à cette image se retrouvent aux points de moindre incertitude de l'organisation, c'est-à-dire dans ces fonctions qui sont plus routinières et réglementées et qui exigent comme critère d'admission des démonstrations de loyauté moins rigoureuses. Étant donné que ces fonctions requièrent aussi moins d'indépendance de jugement et impliquent une autorité moindre, leurs occupants rencontrent moins d'occasions de démontrer leur compétence et de prouver ainsi qu'effectivement ils « s'intègrent » bien. Comme le montre Rosabeth Moss Kanter :

Ensevelie dans tout ceci il y a une prophétie qui s'accomplit d'elle-même. Plus le cercle est fermé, plus il est difficile aux « étrangers » d'en forcer l'entrée. La difficulté même qu'ils rencontrent à y pénétrer peut être considérée comme un signe d'incompétence, un signe faisant la preuve que les initiés avaient raison de serrer leurs rangs. Plus le cercle est fermé, plus il est difficile de partager le pouvoir lorsque vient le moment, inévitable, où d'autres contestent l'autorité détenue par une seule catégorie. Et, à l'intérieur d'un groupe de personnes, plus la tendance à se reproduire suivant les mêmes critères est affirmée, plus l'accent sur la conformité devient contraignant.

L'accent sur la conformité à l'intérieur des hiérarchies bureaucratiques vise à la fois les règlements officiels et les normes officieuses. Dans son célèbre essai sur la personnalité bureaucratique, Robert Merton fait remarquer que le processus de changement d'objectif en-

¹⁵² Downs, p. 223.

courage le fonctionnaire à orienter la loyauté première vers la conformité aux règlements eux-mêmes, ainsi que le montre l'exemple du « bureaucrate virtuose qui n'oublie jamais une seule règle limitant son action, et qui est donc incapable d'aider bon nombre de ses clients ». Les membres situés au bas de l'échelle sont particulièrement vulnérables à cette manifestation du déplacement d'objectif car ils doivent rendre compte de leurs propres actions et dépendre, pour des résultats satisfaisants, des actions de ceux sur lesquels ils n'ont aucune prise. Ainsi « au sein d'une structure autoritaire, les sans-pouvoirs en viennent souvent à devenir formalistes, à chercher dans les règlements un instrument de puissance, en réponse à une situation qui leur laisse peu d'accès au pouvoir ». L'adhérence aux règles officielles se double d'une adhésion aux normes officieuses comme on l'a vu plus haut ; « l'éthique bureaucratique » veut que « l'on fasse son chemin » tout en « se tenant à carreaux » et en créant une atmosphère qui exalte « la collaboration, l'entente et le consensus ».

La contrainte de conformité crée des problèmes particuliers à « l'outsider » *, celui qui se distingue visiblement du lot par le sexe, la race, l'âge, le langage, etc. « L'outsider » est facilement repérable et, par conséquent, il se démarque, attirant l'attention de ses supérieurs, de ses subordonnés et de ses collègues qui d'une part poussent à la performance et d'autre part accentuent le contraste entre l'outsider et le personnel ordinaire. Ce harcèlement ainsi que la perception de cette mise à l'écart isolent l'outsider et d'après son comportement on établit des généralisations sur le « type » outsider. Ceux qui se situent au-dessus de l'outsider dans la hiérarchie ont du mal à s'identifier à lui, et sont moins aptes à lui servir de mentor. Ainsi l'outsider qui réclame encore plus de soutien que ses pairs pour négocier avec la hiérarchie, reçoit celui-ci avec plus de difficulté.

L'ascension dans l'organisation du fait d'une adhésion excessive à ses normes et à ses règles telle est la formule qui semble se vérifier aussi bien à l'usine qu'au bureau. L'ouvrier à la chaîne qui décide de chercher la promotion au grade de contremaître devient un ouvrier

* « Outsider » qualifie un personnage bien placé mais sans pouvoir, que l'organisation a été contrainte de recruter pour des raisons symboliques une femme, un noir, etc.

exemplaire ; cependant étant donné que la routinisation des tâches dans le travail à la chaîne -ainsi qu'au bureau - élimine toute opportunité de faire preuve d'esprit créatif, d'esprit d'entreprise et d'initiative, les efforts tendant à montrer des capacités de travail exceptionnelles sont d'une utilité limitée. Par conséquent, l'aspirant doit façonner son apparence et son comportement suivant les normes directoriales. Un tel individu commence à s'habiller « mieux » - le « bleu de travail » est remplacé par un vêtement décontracté pour les hommes et par « la tenue classique » pour les femmes - ; il ou elle font les émules du comportement directorial de diverses autres façons, par exemple, en ménageant leur vocabulaire, en fréquentant des milieux bien choisis (club de loisirs, loge maçonnique, etc...) et ainsi de suite. D'autres travailleurs à la chaîne observent que l'aspirant est devenu plus amical envers le contremaître et qu'en retour, il jouit d'un traitement de faveur de sa part. Ils remarquent aussi que le contremaître possède des renseignements sur les autres travailleurs à qui il n'a généralement pas affaire, ce qui prouve que quelqu'un a « donné des renseignements ». Ainsi la procédure de promotion filtre les candidats les plus malléables, les moins résistants à la contrainte de conformité et les plus disposés à « fliquer » d'anciens collègues (ou, ainsi que mes informateurs le déclarent sans ménagements, on sélectionne les « plus gros lèche-culs »). De plus, il existe une seconde voie de promotion à la disposition des aspirants de sexe féminin ; une femme travaillant à la chaîne peut chercher, non pas à devenir cadre elle-même, mais à coucher avec les cadres masculins. Une femme qui est « prête à tout » à l'égard d'un directeur choisit de se dispenser d'adhérer aux règles explicites et aux normes implicites de l'organisation même, et en contrepartie elle en appelle à un tout autre ensemble de critères : ceux qui entourent l'image de la femme séductrice. Ces femmes-là adoptent une tenue et des manières plus sensuelles ; elles utilisent l'organisation pour obtenir la promotion qui pourrait, dans le meilleur des cas, les soustraire à la participation directe à l'organisation (si la liaison mène au mariage) on pourrait du moins leur garantir un traitement de faveur dans l'organisation. Paradoxalement, les femmes qui utilisent ce second mode de promotion sapent par là-même la crédibilité de celles qui cherchent à réussir par le premier.

Ceux qui cherchent l'avancement selon les procédures établies exigeant l'adhésion aux normes et règles de l'organisation apprennent en

fait à se donner à l'organisation même comme à leur obligation première. Ainsi que William Whyte le fait remarquer dans son étude classique *The Organization Man* *, les bureaucraties demandent explicitement à leurs membres de faire « acte d'allégeance », et « l'homme de l'organisation » est celui qui s'identifie essentiellement à l'organisation et au groupe, qui suspecte l'anormal, qui n'a souvent pas de racines géographiques, qui suit la compagnie dans ses pérégrinations et qui a un penchant pour une « vie bien réglée » autour de sa résidence (en banlieue), sa famille (nucléaire, patriarcale), et sa tenue vestimentaire (conventionnelle). Pour le bureaucrate bien intégré, La rationalité s'identifie aux objectifs de l'organisation : « la rationalité des membres de l'organisation ne se définit pas par rapport à l'éventail des intérêts de l'individu, mais seulement par rapport à une contribution à l'accomplissement des buts de l'organisation ». Ainsi, dans un article récemment publié dans le *New York Times* sous le titre « Comment Être un Bon Subordonné » *, l'homme d'affaires Roy C. Smith conseille au personnel du bas de l'échelle de ne pas avoir « trop “d'idées nouvelles” » ; C'est-à-dire de ne pas faire de suggestions qui défieraient le mode d'action établi de l'organisation. Lorsque le processus de fusion de l'identité de l'individu avec celle de l'organisation a été accompli « avec succès », (du point de vue de l'organisation), le personnel est souvent incapable de définir ses propres intérêts séparément de, ou en opposition à ceux de l'organisation. Se lamentant sur les barrières que cette fidélité à l'organisation constitue face au syndicalisme, un organisateur observait que « catastrophe, crise et militantisme » sont des mots-tabous du vocabulaire des cols blancs. Ils veulent être des professionnels honorés et aimés. Ils veulent la promotion ; ils veulent la sécurité ; et ils ne veulent pas avoir à se battre. La fusion de l'identité individuelle avec celle de l'organisation n'est pas toujours heureuse ; au lieu d'être disposés à l'allégeance, certains bureaucrates montrent un « étrange stoïcisme » qui consiste en « une soumission désespérée à l'égard d'un ordre-social dont les prétentions sont secrètement méprisées ». Il y a aussi ceux, déjà mentionnés, qui se révoltent, soit en s'opposant ouvertement à leurs supérieurs, soit en s'engageant dans quelque action de sabotage. Dans le cas des ouvriers, les possibilités d'opposition sont souvent plus grandes, puisque les

* L'homme de l'Organisation.

* « How To Be a Good Subordinate ».

relations patron-ouvrier, notamment dans les ateliers d'ouvriers syndiqués, sont reconnues comme des relations conflictuelles. Même là cependant les contraintes imposées par les règles et la soumission sont si grandes qu'un ouvrier qui décide de faire intervenir activement un syndicat contre la direction s'expose à plus de vigilance de la part des autres ouvriers qui voient en lui l'agitateur menaçant la bonne volonté de la hiérarchie et attirant les foudres sur le contremaître.

Un aspect essentiel dans l'art de contrôler son image de marque consiste à apprendre à assumer le rôle du supérieur, à intérioriser cette perspective et à l'adopter comme ligne de conduite. Ainsi, les subordonnés dans la bureaucratie doivent apprendre à plaire, à « flairer les humeurs, les dispositions et les désirs de leurs supérieurs » et à « s'adapter le mieux possible pour répondre à leurs besoins ». Des subordonnés sont bien avisés s'ils apprennent à prévoir les exigences, s'ils comprennent les problèmes que rencontrent leurs supérieurs, s'ils font en sorte de les en soulager, et généralement s'ils « aident un supérieur à bien remplir son devoir et à donner une bonne impression ». Ce désir de plaire aux puissants, alors que l'on est soi-même relativement « sans pouvoir », tend à créer chez l'individu une profonde anxiété. Le désir de plaire est intensifié par le fait que le bureaucrate ne dispose d'aucun critère pour estimer sa performance, mise à part la satisfaction qu'il donne à ses supérieurs en particulier, ou à l'organisation en général.

De plus, les conditions bureaucratiques restreignent les possibilités d'acquiescer un statut tout en attisant le désir d'en avoir un. La séparation instituée entre le travailleur et ses outils, ainsi que sa faiblesse au sein de la grande organisation réduisent les chances d'autonomie individuelle et d'épanouissement. Parallèlement, les subtiles gradations de salaires, de compétence et d'ancienneté intensifient le désir de s'affirmer en tant qu'être unique.

Les traits de caractère soulignés dans le survol du comportement bureaucratique : contrôle de l'impression donnée, désir de plaire, conformisme, identification à l'organisation, dépendance, etc..., constituent une arme à double tranchant pour ceux qui travaillent et vivent au sein de la hiérarchie bureaucratique. D'un côté, l'acquisition de telles aptitudes peut constituer la condition nécessaire à la survie écono-

mique et professionnelle, et peut bien être une stratégie tout aussi nécessaire pour apprendre à se protéger contre l'exercice du pouvoir. Étant donné la structure de la bureaucratie, structure dans laquelle la plupart des individus, en tant justement qu'individus, sont désavantagés par rapport à l'organisation, de telles tactiques de survie peuvent représenter les issues par lesquelles ceux qui n'ont pas de pouvoir tirent le meilleur parti d'une situation malheureuse. Néanmoins, ces tactiques servent à lier davantage l'individu à l'organisation et à sceller sa dépendance à l'égard de celle-ci.

Caractéristiques des victimes : le client en tant que deuxième sexe

[Retour à la table des matières](#)

La seconde dimension du processus de « féminisation » entraînée par l'expansion bureaucratique est celle qui affecte les clients des bureaucraties, c'est-à-dire les bénéficiaires des biens et des services offerts par les structures bureaucratiques. Alors qu'il existe de nombreux exemples de catégories de population bénéficiaires - par exemple les étudiants par rapport aux universités, les citoyens par rapport aux organismes d'État, etc... - la catégorie de population assistée qui est pénalisée de la façon la plus frappante et la plus évidente est la classe des défavorisés des zones urbaines. Au cours des deux dernières décennies, un grand nombre de facteurs - les conséquences à long terme du déplacement démographique des Noirs du Sud rural vers les villes centrales du Nord, la croissance spiroïdale de l'inflation et du taux de chômage, l'expansion des programmes sociaux et d'embauche et bien d'autres encore... - ont contribué à la création d'une classe vivant des subsides du gouvernement et politiquement inerte : les « pauvres des ghettos ». L'effet des barrières sociales et économiques dans les réseaux enchevêtrés d'attribution des ressources urbaines - le marché du logement, les structures de l'emploi, le système politique, le système éducatif et la loi - a été de créer un « filet » de contrôles institutionnels qui vise à isoler de la société environnante les pauvres des zones urbaines, à les contenir et en fin de compte à les rendre politiquement

passifs. Les efforts déployés afin d'organiser les membres de cette classe, tout en étant quelquefois bénéfiques, doivent s'attaquer aux effets dépolitisants d'un statut de client perpétuel.

Le ghetto urbain peut être considéré Pour plusieurs raisons comme une « institution complète », telle que la décrit Erving Goffman dans son étude classique intitulée : *Asylunis* * : « un lieu de résidence et de travail où un grand nombre d'individus dans la même situation, coupés du reste de la société pour une période déterminée, forment ensemble un cercle rigoureusement administré ». Alors que toutes les institutions ont des « tendances d'encadrement », les institutions complètes tiennent leurs résidents dans un encadrement qualitativement plus déployé en ce sens qu'elles « font obstacle aux relations sociales avec l'extérieur », ce qui se traduit souvent physiquement. Par exemple, les camps de concentration, les prisons, les hôpitaux psychiatriques et les maisons de repos sont entourés de fils barbelés, de gardes armés, de portes fermées, de murs élevés etc... Les habitants du ghetto sont embrigadés dans leur statut économique et quelquefois racial ; en période d'agitation, ils ne sont qu'à peine moins cernés par la police et les gardes nationaux, et en temps normal, les barrières politiques, économiques et sociales qui maintiennent la population, freinent l'innovation et renforcent les contrôles. Goffman fait remarquer un peu plus loin que « la prise en charge par l'organisation bureaucratique de nombreux besoins humains de populations entières... est le secret des institutions complètes ». Les défavorisés des zones urbaines sont de plus en plus dépendants des services publics (virements de revenus, garanties alimentaires, allocations logements...) et donc de plus en plus dépendants des bureaucraties du service public qui appliquent ces programmes. Si le ghetto a été fréquemment analysé en terme de colonie de l'intérieur, il vaudrait mieux le considérer comme une institution complète, qui enferme et contrôle sa population en la rendant dépendante, pour les besoins essentiels, de bureaucraties elles-mêmes contrôlées de l'extérieur.

La dépendance croissante des pauvres des zones urbaines à l'égard des services publics se double d'une bureaucratisation croissante de la société dans son ensemble. Comme on l'a déjà vu, les bureaucraties

* Asiles.

recherchent la stabilité aussi bien sur le plan interne que dans leur environnement. Les organismes de sécurité sociale stabilisent, en période de paix relative, les gens économiquement déplacés ; la police et la garde nationale « stabilisent » le ghetto en période d'agitation. Ainsi qu'Alvin Gouldner l'observe dans son discours sur le colonialisme interne, « la terreur et la bureaucratie sont deux moyens d'atteindre et de dominer un groupe de l'extérieur, par ceux qui ne font pas partie de ce groupe ». Les bureaucraties chargées de l'aide sociale assurent leur longévité en contrôlant la population grâce à une monopolisation et une distribution des ressources désespérément requises, servant ainsi deux besoins qui garantissent la subsistance du système. En premier lieu, une telle stabilité profite à différentes élites ; l'élite politique élue peut revendiquer le succès de sa gestion pour « la tranquillité des villes » et l'élite économique s'assure ainsi la stabilité propre à l'investissement, les subsides nécessaires pour engendrer une demande sur le marché et un réservoir de main-d'œuvre sûre - et pacifiée -. Les pauvres des zones urbaines constituent, selon l'expression de Clause Offe, « un regroupement institutionnel livré à son propre sort » en ce sens qu'il lui manque les ressources nécessaires pour négocier efficacement avec l'élite, et que leurs besoins sont tels que s'ils étaient exprimés ouvertement, ils menaceraient le système lui-même. Le « schéma institutionnel des priorités » dans le processus politique est tel que la population défavorisée, si elle s'en tient aux règles, n'aboutit à rien parce que les règles ne sont établies que pour ceux qui sont dotés de « punch » dans la négociation. « Les pauvres des zones urbaines n'arrivent à quelque chose que lorsque, en contournant les règles, ils démontrent leur crédibilité quant aux dangereuses conséquences qui adviendraient si l'on ne tenait pas compte de leurs revendications ». Selon la formule concise de Cloward et Piven : « un pauvre résigné n'aboutit à rien, mais un pauvre combatif arrive parfois à quelque chose ».

En second lieu, les organismes d'aide sociale affermissent la stabilité par le biais de leur propre maintien ; c'est-à-dire qu'ils utilisent leurs ressources pour imposer des certitudes à leur environnement grâce à la réglementation de leur clientèle.

Ils répartissent les prestations, allocations et indemnités en fonction des exigences de l'organisation et en ajustant la répartition de façon à maintenir et à accroître le flot des ressources organisation-

nelles. L'influence qu'un groupe peut exercer sur celles-ci dépend en définitive, du rôle qu'il joue dans le processus, soit en contribuant à l'apport des ressources et en soutenant les revendications juridictionnelles, soit en menaçant la réalisation de ces objectifs. Les organismes publics s'efforcent de subsister avec aussi peu de tension interne que possible, et par conséquent ils essaient d'utiliser leur capacité organisationnelle pour limiter à la fois les occasions de vulnérabilité et l'étendue des dommages susceptibles d'être créés par des groupes extérieurs. L'équilibre et le blason de l'organisation sont en fait les forces contraignantes de l'action bureaucratique.

Les programmes du système d'aide sociale reflètent « un type de politique nettement gestionnaire » visant avant tout à écarter les dangers politiques d'une crise économique croissante, et non à s'attaquer aux origines de cette crise. S'attaquer en fait aux origines de problèmes économiques, politiques et sociaux si profondément enracinés, défierait à la fois les intérêts des élites impliquées et déstabiliserait la population même sur laquelle les organismes d'aide sociale s'appuient pour justifier leur existence : les pauvres.

Les conséquences de la dépendance, si l'on considère les clients des organisations bureaucratiques, sont semblables sous plusieurs aspects à celles des administrateurs eux-mêmes, bien que la dépendance soit probablement plus évidente dans ce cas puisque la situation n'est pas compliquée par une structure parallèle de récompense. Peu de récompenses entrent en jeu lorsqu'on est bénéficiaire de services sociaux : pour les pauvres, c'est une façon de survivre aux épreuves intenses quand toute autre alternative a été écartée. Le statut avilissant du bénéficiaire des services sociaux et le sentiment humiliant « d'être au chômage » ont été amplement soulignés par les participants comme par les observateurs. Ainsi les contrôles puissants et inhibants qu'exercent les organismes d'aide sociale sur leur clients, bien que semblables en apparence à ceux exercés sur les bureaucrates, ne sont pas aussi bien masqués ; bref, il n'y a pas de « carottes » pour cacher le « bâton ».

Les clients des services sociaux tendent à être isolés des autres contextes institutionnels qui, sous d'autres rapports, pourraient fournir le soutien nécessaire à une position indépendante. Ils ont peu de chan-

ces d'obtenir des rôles professionnels stables ou un statut politique, peu de chances de rattacher leur statut de client à n'importe quel ensemble légal de droits et devoirs (par exemple ceux des syndiqués ou des électeurs), et ils sont effectivement écartés des grands courants de la vie économique et sociale. Il y a souvent de puissantes attaches sociales au sein du ghetto, en particulier au niveau de la famille, de la communauté religieuse ou peut-être de quelques associations humanitaires, mais celles-ci sont loin des rapports institutionnels qui mettent de façon sûre et solide, les clients de l'organisation en relation avec les tendances établies des structures politiques et économiques. Puisque les avantages sont distribués à des individus, et non à des groupes, la perception des intérêts communs est ainsi brouillée et l'existence d'une situation partagée se trouve masquée.

La bureaucratie contrôle les informations susceptibles d'être utilisées contre elle ; celles-ci sont souvent complexes, écrites dans un langage secret et filtrées à travers des canaux inconnus du public. Les clients doivent apprendre ce nouveau langage pour comprendre le dédale des réglementations bureaucratiques auxquelles ils sont confrontés, et ce langage est celui que l'on enseigne officiellement aux administrateurs alors que les clients doivent, eux, l'apprendre par eux-mêmes. C'est seulement une fois qu'il a acquis le jargon officiel, qu'il a assimilé les règles protocolaires et les normes officieuses régissant la conduite adéquate que le client peut alors convaincre le bureaucrate qu'il/elle constitue effectivement un « cas ». En d'autres termes, le client doit apprendre à « plaire » : il doit donner l'apparence adéquate, manifester sa reconnaissance envers l'autorité administrative, « se prosterner correctement devant l'immense pouvoir institutionnel, comprendre et flatter le personnage bureaucratique », ce sans quoi il devra se justifier devant les fonctionnaires de l'organisation. Le contrôle de l'image donnée exige souvent des pauvres qu'ils soient capables de surmonter diverses épreuves : administratives (le client face au fonctionnaire), économiques (le prolétaire face au bourgeois), raciales (le noir ou le métis face au blanc) et/ou linguistiques « l'espagnol ou le langage de la rue face au langage professionnel du bourgeois ». La tension issue de la maîtrise de l'image que l'on offre dans de telles circonstances est intense, puisqu'« il y a une dissociation fondamentale entre l'individu et la fonction manipulatrice qu'il exerce. En affrontant la bureaucratie, il s'ensuit toujours par conséquent une tension

émotionnelle potentielle. Autrement dit, la bureaucratie a une forte propension à rendre les gens anxieux ».

L'arbitraire des procédures bureaucratiques du point de vue des clients, accentue leur dépendance à l'égard de la bureaucratie. « Les bénéficiaires des services sociaux ne sont pas informés des procédures mais sont sans cesse confrontés à des actes manifestement arbitraires ». Le niveau souvent élevé de surveillance du comportement des bénéficiaires - signe également des institutions complètes - démolit le champ de la vie privée, de l'indépendance, et raffermi le contrôle.

Les clients de la bureaucratie deviennent dépendants et manipulés parce que la seule attitude permise à l'égard de la bureaucratie est la dépendance. Il n'existe qu'une sorte de « revendication » que le pauvre soit d'ordinaire autorisé à présenter à un service social, et qui soit plus favorablement perçue en tant que requête : c'est l'appel au secours. Il ne peut pas exiger de prendre part aux décisions, de voir changer une ligne d'action, réorienter les ressources, etc... Autrement dit, on ne peut pas exiger d'être accepté en tant que participant au processus politique lui-même ; être un bénéficiaire c'est aussi être un spectateur.

Le processus par lequel les clients sont rendus dépendants et passifs se perpétue à deux niveaux complémentaires. Ils se perpétue d'abord au niveau organisationnel, en ce sens que les divers services se procurent leur clientèle par un système de références. Quelquefois un tel système de références vise (et de temps en temps parvient) à ôter aux individus leur statut de client et leur dépendance à l'égard du réseau d'aide sociale. Ceci se produit, par exemple, lorsqu'on accorde à un héroïnomane des prestations pour suivre un traitement de désintoxication qui le délivrera de son accoutumance, un programme parallèle d'Enseignement supérieur qui lui donnera accès à des diplômes, et un programme de formation professionnelle qui lui permettra de trouver un emploi. Cependant, lorsque le chômage atteint 20 à 40% de la population du ghetto, de tels programmes n'affectent que très peu les problèmes structurels qui sont à l'origine de cette dépendance. De plus ces programmes-là deviennent trop fréquemment des voies de recyclage pour une classe permanente de défavorisés dont la population est brassée en tous sens à seule fin de remplir les quotas d'une variété de programmes étroitement liés.

Ce processus s'auto-reproduit aussi à un niveau individuel, du fait que les procédures bureaucratiques ont tendance à créer chez leurs clients les caractéristiques mêmes qui sont ensuite tenues pour responsables de la situation de ces clients. Les bénéficiaires de l'aide sociale sont définis comme des « ratés » sociaux, comme des personnes qui n'ont pas « réussi » à cause de quelque défaillance individuelle qui leur est propre. Les procédures d'aide sociale reflètent souvent « l'a-priori selon lequel les pauvres sont indignés et la crainte constante de voir le client tomber dans la paresse et la chicane ». Ainsi les programmes d'aide sociale démoralisent et débilitent leur clientèle en créant des conditions par lesquelles les gens finissent par devenir ce qu'on affirmait déjà à leur sujet. Lorsque l'environnement est fantasque et arbitraire, il n'est pas surprenant que ses occupants apprennent à esquiver les restrictions qui sont évitables, qu'ils se soumettent à celles qui ne le sont pas, et qu'ils « vivent généralement d'expédients ». Les aptitudes qui permettent au pauvre d'obtenir des avantages sont les techniques de maîtrise de l'impression produite, (ajoutées à) la patience, (à) la persévérance, (à) une grande humilité (ne pas offenser les fonctionnaires) et une grande tolérance face à l'ambiguïté ; tout ceci est bien loin de stimuler l'aptitude à s'affirmer, à s'organiser autour d'intérêts communs, ou à rassembler les ressources personnelles et collectives nécessaires à la lutte contre les puissants.

Les conclusions que l'on peut tirer de cette analyse sont en relation avec les possibilités pour les défavorisés de mener une action politique significative. Je ne plaide pas pour l'élimination des organisations d'aide sociale dans les circonstances actuelles ; je pense exactement comme Piven et Cloward qu'en l'absence d'une réforme économique fondamentale (par exemple, un revenu minimum vital garanti et de véritables créations d'emplois), les subventions et les avantages sociaux sont nécessaires et leur expansion est défendable. J'espère qu'il est évident que je n'accuse pas les bureaucrates qui créent et administrent les agences de services sociaux d'être des individus mal intentionnés cherchant à diffamer les défavorisés davantage encore. Souvent, en fait, c'est tout le contraire qui est vrai. Je ne veux pas non plus affirmer qu'il est impossible aux pauvres de s'organiser ou de résister à leur déshumanisation. Manifestement, comme le prouve l'existence d'organisations militant pour les droits à l'aide sociale, ce n'est pas le

cas. Cependant, je persiste à croire que les processus qui régissent la vie des pauvres sont tels qu'ils perpétuent leur dépendance vis-à-vis des organisations bureaucratiques et découragent systématiquement l'indépendance individuelle, l'organisation collective et l'action publique. Du fait de cette dépendance ils ont beaucoup de traits communs avec ceux qui, dans d'autres domaines de la vie sociale, n'ont pas de pouvoir, y compris ces bureaucrates qui administrent leur dépendance ; eux aussi sont les victimes de la féminisation croissante de l'appareil politique.

En considérant la féminité comme une catégorie Politique plutôt que biologique, cette analyse suggère que la féminisation est le complément structural de la domination. Tant qu'un groupe de personnes s'intéresse avant tout à l'expérience du pouvoir, d'autres, par nécessité, se préoccupent essentiellement de « s'en sortir » face à ce pouvoir. Il leur faudra les talents de la féminité pour y parvenir. Ainsi tant qu'il y aura les relations dominants-dominés institutionnalisés, qu'elles soient raciales, sexuelles, économiques, administratives ou autres, il y aura une féminité dans le sens décrit ici. Celle-ci préserve les impuissants des pires aspects de la subordination et simultanément perpétue ce statut de subordonné.

Les choses étant ainsi, les possibilités de libération de l'homme reposent sur l'élimination de toutes les relations dominants-dominés. Les constellations reflétant des caractéristiques d'efficacité et d'affectivité, que notre société attribue par le genre, devraient être considérées comme des dimensions complémentaires de tous les individus, hommes et femmes. Les tensions entre eux sont des tensions placées à juste titre dans les individus, et non entre les groupes. L'aptitude à la compassion et à l'automatisme, l'aptitude à la solidarité ainsi qu'à la confrontation doivent être considérées comme des dimensions possibles du comportement humain, et non comme des caractéristiques spécifiquement masculines ou féminines. Mais tant qu'il y aura des groupes de personnes exerçant sur d'autres un pouvoir institutionnalisé, la féminité restera un trait caractérisant les populations subordonnées et l'on refusera la perspective d'une communauté libérée composée d'individus autonomes. Ceci pourrait, au moins, montrer combien il est important de relier la critique féministe de la domination masculine à un ensemble plus vaste de critiques de toutes les relations de

pouvoir, y compris celles existant dans les hiérarchies administratives. « Libérer » les femmes de sorte qu'elles puissent occuper une place « + égale » parmi le personnel d'autres institutions oppressives, et partager un rôle « égal » en perpétuant d'autres types de subordination serait vraiment une victoire à la Pyrrhus.

Je voudrais remercier les étudiants de mon séminaire de licence sur la Qualité de la Vie en Amérique, tenu au collège de Siena au printemps 1979, pour leur importante contribution à cette analyse. Mes remerciements également à Glenn Williams, Cindy Carson et Phil Carson pour leur précieux concours à la question de la survie dans les organisations.

Fin du texte